

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

COMMUNAUTÉ ET CULTURE OUVRIÈRES DANS LE CONTEXTE D'UNE
VILLE MONO-INDUSTRIELLE SITUÉE EN RÉGION ÉLOIGNÉE : LE CAS DE
LA VILLE DE MATANE, 1896-1958

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

RÉMI LEFRANÇOIS

MAI 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENT

Me voilà maintenant arrivé à l'étape des remerciements, ce que je ne croyais jamais atteindre par moment. Je voudrais commencer par remercier ma famille qui m'a toujours appuyé dans mes études, et ce, même s'ils ne comprennent pas toujours ce que je fais. À mon père et mes deux grands-pères tout spécialement qui m'ont inspiré cette recherche. À mes amis/amies qui m'ont remonté le moral dans les pires moments et qui m'ont souvent donné la petite poussée qui m'a permis d'y arriver au cours de ces années, un sincère merci. Je ne peux passer sous silence l'immense travail de mes directrices Karine Hébert et Magda Fahrni qui m'ont dirigé habilement et avec doigté tout au long de ce parcours. Je dois également souligner l'immense patience des archivistes devant mes demandes répétées, tout spécialement Jean-François Rioux, archiviste de la bibliothèque de l'UQAR, et Marie-France Dufresne, archiviste de l'Hôtel de ville de Matane. J'ai souvent craint qu'ils en arrivent à me détester en raison du temps que je leur ai fait passer dans les boîtes et la poussière des archives. Je voudrais aussi remercier la Société d'histoire et de généalogie de Matane pour son imposant effort de conservation des archives locales de Matane. Cette recherche n'aurait pu se réaliser sans eux. Je termine en remerciant toutes les personnes qui prendront le temps de lire mon mémoire. On ne consacre pas deux ou trois ans de sa vie pour produire un mémoire qui restera sur les tablettes de la bibliothèque...

RÉSUMÉ

Ce mémoire veut comprendre comment est apparue la communauté ouvrière de Matane et comment la culture qui y est associée s'est développée dans un contexte de petite ville mono-industrielle dominée par l'industrie forestière, au cours de la première moitié du XX^e siècle. Pour ce faire, plusieurs paramètres sont explorés, que ce soit les contextes historique et socio-économique, l'évolution démographique et la situation géographique de Matane, en parallèle à ceux du Bas-Saint-Laurent. Pour plonger au cœur de la communauté et de la culture ouvrière, ce mémoire reconstitue le parcours syndical des ouvriers matanais, en particulier l'expérience des ouvriers de la compagnie Price Brothers sous la bannière du Syndicat de l'industrie du bois de Matane. Il s'attarde également aux différents éléments culturels qui permettent d'identifier une culture ouvrière tels que les stratégies de survie et les manifestations publiques de la classe ouvrière. Ce qui ressort de cette étude, c'est l'importance du contexte mono-industriel et de l'éloignement géographique dans la mise en place de la communauté et de la culture ouvrières matanaise. En effet, l'industrie du sciage a imposé à la population matanaise un mode de vie particulier. Chaque année, une bonne partie de la population masculine en âge de travailler doit s'exiler pour trouver du travail. Cette situation, les faibles salaires versés par cette industrie et les coûts de vie élevés maintiennent une bonne partie de la population dans la pauvreté. Voyant leur rôle et leur masculinité remis en question, les ouvriers compensent par la pratique sportive, les exploits physiques au travail et doivent multiplier les sources de revenus familiaux. Cela force les travailleurs à former un syndicat au début des années 1940, profitant des conditions particulières de la guerre. À partir de ce moment, le syndicat devient la voix des ouvriers de la ville. Il prend alors des initiatives pour améliorer la situation économique, pour resserrer le tissu social et il n'hésite pas à unir les différents acteurs du milieu pour y arriver. Cela met de l'avant la présence d'un esprit communautaire où les différents habitants de Matane travaillent de concert pour le bien-être de la communauté. Malgré ces efforts, la vieille industrie forestière, en déclin depuis l'après-guerre, disparaît au tournant des années 1960.

MOTS-CLÉS : Histoire ouvrière, syndicat, culture ouvrière, masculinité, pauvreté, région, Bas-Saint-Laurent

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
HISTORIOGRAPHIE, SOURCES ET MÉTHODE	9
1.1 Historiographie.....	9
1.1.1 Le concept de culture et l'histoire ouvrière	9
1.1.2 L'histoire ouvrière au Québec.....	11
1.1.3 L'histoire ouvrière au Canada anglais	14
1.1.4 L'historiographie ouvrière canadienne et québécoise depuis les années 1980.....	18
1.2.1 Présentation des sources employées	25
1.2.2 Méthodologie	34
CHAPITRE II	
LES ORIGINES D'UNE VILLE INDUSTRIELLE.....	35
2.1 La présence humaine dans la région matanaise	36
2.2 Un changement de vocation, 1842 à 1896	39
2.2.1 Une région qui s'éveille	39
2.3.2 Une vocation ratée et une nouvelle en devenir	42
2.3.3 Le travail forestier au XIX ^e siècle	46
2.4 LA NAISSANCE D'UNE VILLE INDUSTRIELLE : 1896-1939	50
2.4.1 L'urbanisation et l'industrialisation de Matane	50
2.4.2 Les scieries et les papetières	54
CHAPITRE III	
L'EXPÉRIENCE SYNDICALE DES TRAVAILLEURS MATANAIS	61
3.1 Le syndicalisme québécois.....	62
3.1.1 Le syndicalisme au Québec au XIX ^e siècle	62
3.1.2 Le syndicalisme catholique.....	63

3.2 Le mouvement syndical à Matane	68
3.2.1 Le syndicalisme au Bas-Saint-Laurent	68
3.2.2 Le syndicalisme matanais avant 1943	71
3.2.3 Le Syndicat de l'Industrie du Bois Ouvré de Matane en temps de guerre.....	77
3.2.4 Le mouvement syndical matanais dans l'après-guerre	81
CHAPITRE IV	
MARCHÉ DU TRAVAIL ET PAUVRETÉ	89
4.1 Un marché du travail en évolution	90
4.1.1 Occupation de la population 1930-1961	90
4.1.2 Chômage et exil des ouvriers dans les années 1950	95
4.2 Condition de vie ouvrière.....	98
4.2.1 Pauvreté en milieu urbain	98
4.2.2 Les organismes de bienfaisance et la lutte à la pauvreté.....	103
CHAPITRE V	
CULTURE OUVRIÈRE.....	111
5.1 Présence publique ouvrière	112
5.1.1 Participation politique	112
5.1.2 Activités sportives.....	120
5.1.3 Manifestations et implications publiques.....	125
5.2 Division et coopération	130
5.2.1 Rivalité entre les travailleurs.....	130
5.2.2 Travail, pourvoyeur et masculinité	133
5.2.3 Un milieu social solidaire	138
CONCLUSION	145
ANNEXE A.....	157
ANNEXE B	158
ANNEXE C	159
ANNEXE D.....	160
ANNEXE E	161
ANNEXE F.....	162
ANNEXE G.....	163
BIBLIOGRAPHIE.....	164

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AAR	Archives de l'Archidiocèse de Rimouski
AHVM	Archives de l'Hôtel de ville de Matane
ABUQAR	Archives de la Bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski
BANQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
CTCC	Confédération des Travailleurs catholiques du Canada
FBOC	Fédération du bois ouvré du Canada
FOC	Fédération ouvrière de Chicoutimi
FOMN	Fédération ouvrière mutuelle du Nord
FUCMA	Fraternité Unie des Charpentiers Menuisiers d'Amérique
SBJNQ	Société Bienveillante des Journaliers de Navires de Québec
SHGM	Société d'histoire et de généalogie de Matane
SIBM	Syndicat de l'Industrie du Bois de Matane
SJDM	Paroisse Saint-Jérôme-de-Matane
SSVP	Société Saint-Vincent de Paul
UCC	Union des Cultivateurs catholiques
UCF	Union Catholique des Fermières

INTRODUCTION

Une réunion extraordinaire a lieu le 5 octobre 1941 à Rimouski rassemblant un très grand nombre de travailleurs de l'usine de la Price Brothers¹. Cette réunion, surtout le mandat de grève qui en résulte, demeure un moment fondateur du mouvement syndical dans l'Est-du-Québec. À partir de ce moment, le syndicalisme pénètre de manière importante et durable chez les travailleurs du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Tout comme à Rimouski, les travailleurs de l'usine Price Brothers de Matane amorcent un mouvement de syndicalisation dans les semaines qui suivent. Malheureusement, ce premier essai échoue à s'implanter définitivement dans la ville. Il faut attendre le 30 mai 1943 pour que les ouvriers de l'usine se dotent finalement d'un syndicat. Ce mouvement de syndicalisation est une preuve, l'une des plus visibles, de l'existence d'une communauté et d'une culture ouvrières dans la région. On doit cependant se questionner sur la présence d'autres éléments qui les caractérisent, et ce, bien avant l'institutionnalisation du mouvement ouvrier.

Comme on peut voir, la syndicalisation dans la région est tardive comparativement aux centres urbains québécois et à d'autres régions de la province comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean. En effet, on doit remonter au début du XIX^e siècle pour voir apparaître les premiers mouvements ouvriers québécois. Concentré dans la région montréalaise, première région à s'industrialiser dans la province, le syndicalisme gagne petit à petit presque chaque coin du Québec tout au long du XIX^e siècle et surtout au début du XX^e siècle. Par exemple, au Saguenay-Lac-Saint-

¹ Fernand Harvey, « Les débuts du syndicalisme dans le Bas St-Laurent, 1941-1950 », *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 1, n° 3, décembre 1974, p. 21.

Jean, le premier syndicat voit le jour en 1912 sous le nom de la Fédération mutuelle du Nord². Pour le Bas-Saint-Laurent, on doit attendre la Deuxième Guerre mondiale pour voir apparaître les premiers syndicats durables. En effet, bien que l'on puisse compter sur quelques tentatives de syndicalisation avant cette date, aucune n'a été réellement de longue durée³. Peut-on accuser un état de sous-développement industriel, l'influence des structures économiques, le désintérêt des travailleurs envers le syndicalisme ou l'animosité du patronat envers les mouvements ouvriers pour expliquer cette situation? Selon l'historien Fernand Harvey, les deux principales raisons qui expliquent ce retard sont l'éloignement de la région des grands centres urbains et l'état de sous-développement industriel régional⁴. Mais alors, comment expliquer que le syndicalisme voit le jour au Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1912 alors qu'elle est une région tout aussi éloignée et au secteur industriel encore naissant? Bien entendu, compte tenu de l'ampleur d'une telle question, le cadre d'un mémoire ne nous permet pas d'y répondre à l'échelle de l'Est-du-Québec ou du Bas-Saint-Laurent.

Nous allons plutôt porter notre attention sur le cas de la ville de Matane. Malgré le fait que Rimouski possède des installations de transformation du bois plus importantes que celles de Matane, et donc un plus grand nombre de travailleurs reliés à cette industrie, elle n'est pas une ville mono-industrielle dépendante de l'industrie du bois pour sa survie. En tant que capitale régionale, siège du diocèse, de l'archevêché et du district judiciaire, Rimouski compte depuis longtemps sur un important secteur des services pour soutenir et développer son économie. La ville de Price, située dans la MRC de la Mitis, pourrait également servir de cas d'étude. Cependant, on parle ici avant tout d'une ville de compagnie fondée par la Price Brothers à la fin du XIX^e siècle.

² Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN 1921-1981*, Montréal, Boréal express/CSN, 1981, p. 30.

³ Fernand Harvey, « Les débuts du syndicalisme dans le Bas St-Laurent, 1941-1950 », p. 21.

⁴ *Ibid.*

Matane, quant à elle, est un ancien village agricole situé à l'embouchure de la rivière portant le même nom. Cette communauté voit s'installer la compagnie Price Brothers vers 1860 alors que la scierie locale opère depuis 1843. Puis, en 1896, la compagnie accélère la production en faisant construire une toute nouvelle usine qui transforme Matane en une véritable petite ville mono-industrielle et portuaire. Durant 62 ans, des centaines d'ouvriers et de forestiers permettent à la compagnie d'exploiter les ressources ligneuses du bassin de la rivière Matane. Pendant ce temps, la localité et la population se transforment. Notre recherche porte donc sur l'étude du développement d'une culture et d'une communauté ouvrière au sein de la population de Matane au moment où cette municipalité à la frontière du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie passe du statut de village, situé en région éloignée et vivant alors principalement de l'agriculture et des activités forestières, à celui de petite ville mono-industrielle dont l'économie repose sur la transformation industrielle du bois.

Problématique

L'histoire ouvrière au Québec s'est surtout attardée à la région montréalaise et à sa périphérie (St-Hyacinthe par exemple) ou encore à la ville de Québec. Or une bonne partie de l'industrialisation de ces régions repose sur ce qu'il convient d'appeler l'industrie légère (chaussure, tabac, vêtement et textile, etc.). À cela s'ajoute, il faut l'avouer, une industrie plus lourde liée notamment au transport maritime. Une telle industrialisation, fortement sujette aux fluctuations cycliques de l'économie, tend néanmoins à s'affranchir graduellement du rythme des saisons. Dans une telle perspective, le développement d'une culture et d'une communauté ouvrière peut se faire en continu et donner lieu à une solidarité ouvrière fondée sur des réseaux et des institutions moins soumis aux aléas des saisons.

Matane se distingue de ce modèle en ce sens où son industrialisation repose essentiellement sur l'industrie saisonnière du travail du bois. L'usine Price Brothers engage des ouvriers pendant sept à huit mois par année, alors que les chantiers de coupe emploient les hommes l'hiver, forçant plusieurs à changer de milieu de travail pendant de nombreux mois. De plus, les chantiers forestiers engagent des hommes de divers horizons qui bien souvent ne restent dans cette industrie que pendant une saison ou deux⁵. Quel a été l'impact d'une telle rupture annuelle des conditions de vie et de travail des hommes sur la formation d'une communauté et d'une culture ouvrières matanaïses?

Cette question ouvre des perspectives dans plusieurs directions. D'une part, il est possible de la mettre en parallèle avec les autres études faites en histoire économique ou socio-économique sur les régions éloignées, la plupart ayant été produites au cours des précédentes décennies⁶. Ces études examinent surtout la dualité économique de ces régions parfois écartelées entre l'agriculture et le bois. Complémentaire chez Bouchard, parasitaire chez Séguin ou instable chez Craig, l'industrie forestière possède néanmoins une influence indéniable sur l'agriculture et le développement de l'économie régionale. Mais en situation d'urbanisation et d'industrialisation, comment cette nouvelle dualité a-t-elle pesé sur les familles ouvrières et leurs stratégies de survie? La présence d'un employeur dominant a-t-elle eu des impacts sur les institutions municipales et communautaires? Est-ce que la réalité saisonnière du travail du bois a influé sur le rythme de la syndicalisation des ouvriers ou encore sur leurs réseaux de solidarité? Les efforts des patrons pour promouvoir la compétition entre les travailleurs forestiers ont-ils eu des impacts sur

⁵ Ian Radforth, *Bushworkers and Bosses: Logging in Northern Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, p. 26.

⁶ Beatrice Craig, *Backwoods Consumers and Homespun Capitalists. The Rise of a Market Culture in Eastern Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 349 p.; Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique : population, économie, famille au Saguenay : 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, 635 p.; Normand Séguin, *La conquête du sol au 19e siècle*, Sillery, Boréal Express, 1977, 295 p.; René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie : la formation d'une région*, Québec, Septentrion, 2011 (réédition 1984), 337 p.

le processus de syndicalisation? Comment, dans un contexte économique souvent instable, les acteurs sociaux de la ville ont-ils interagi? Le partage d'une situation socio-économique semblable par un grand nombre d'ouvriers a-t-il favorisé la création d'un sentiment communautaire dans la population?

D'autre part, l'industrie du bois est essentiellement une affaire d'hommes. Les travailleurs de l'usine Price furent-ils influencés par l'idéologie du pourvoyeur et de la masculinité de la même manière que ceux de la ville d'Hanover étudiés par Parr ou ceux de Barrie examinés par Rosenfeld l'ont été⁷? Et concrètement, sur quelles institutions (syndicats, associations, etc.) se sont appuyées la communauté et la culture ouvrières matanaises en émergence?

Une telle étude, en plus de combler un vide historiographique sur l'industrialisation des petites villes en régions éloignées, ouvre une réflexion sur la question de la communauté et de la culture ouvrières et l'influence des structures économiques dans leur formation. Nous explorerons de surcroît l'hypothèse voulant que cette même culture ouvrière puisse s'être développée plus rapidement parmi les membres des familles ouvrières (femmes et enfants principalement) demeurés en ville pendant la saison froide, pendant que les maris et les pères étaient partis aux chantiers.

Nous commencerons notre étude à la fin du XVIII^e siècle en effectuant un portrait de Matane avant son industrialisation. Puis, nous effectuerons un bond vers 1896, année durant laquelle la Price Brothers ouvre sa toute nouvelle usine de sciage à Matane, et nous terminerons en 1958, au moment du départ définitif de la compagnie. L'accent sera toutefois mis sur les années 1943-1958 en raison de la disponibilité accrue des sources, mais aussi de la présence grandissante des organisations syndicales dans la ville et de leur rôle fondamental dans l'établissement d'une communauté et d'une culture ouvrières à Matane.

⁷ Joy Parr, *The Gender of Breadwinners : Women, Men, and Change in Two Industrial Communities, 1880-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, 314 p.; Mark Rosenfeld, « "It was a Hard Life": Class and Gender in the Work and Family Rhythms of a Railway Town, 1920-1950 », *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 23, n° 1, 1988, p. 237-279.

Division de la recherche

Tout d'abord, nous survolerons dans notre premier chapitre l'historiographie de l'histoire ouvrière telle qu'elle est pratiquée au Québec et au Canada anglais, ainsi que l'utilisation du concept de culture depuis son intégration dans le champ de l'histoire ouvrière par E.P. Thompson en 1963. Nous terminerons cette partie en effectuant une présentation critique de nos principales sources.

Nous poursuivrons notre recherche en effectuant un historique de Matane du moment de sa fondation à la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1941, alors que se met en branle un véritable mouvement ouvrier. En effet, on ne peut bien comprendre le développement d'une culture ouvrière au sein d'une communauté sans connaître ses origines et les particularités de son histoire. Nous voulons de cette manière bien comprendre les origines de la population matanaise et saisir la transformation du village en petite ville mono-industrielle. En même temps, nous voulons placer Matane dans le contexte bas-laurentien en insistant sur les paramètres démographiques et économiques, afin de comprendre comment se positionne la ville par rapport aux autres régions ressources du Québec. Finalement, nous porterons un regard sur deux dimensions majeures de l'industrie forestière en raison de l'importance de cette dernière sur l'économie de la région. Dans un premier temps, nous nous intéresserons au métier de bûcheron et à l'environnement de travail de ces derniers. Dans un deuxième temps, nous examinerons les modes d'implantation des industries du sciage et du papier. En effet, si la première joue un rôle fondamental dans l'économie bas-laurentienne, la seconde y est quasiment absente, malgré qu'elle soit en plein essor dans le reste de la province. Nous voulons ainsi comprendre les raisons qui expliquent ce phénomène et voir quels en ont été les impacts sur l'économie régionale.

Le troisième chapitre s'articule autour de l'expérience syndicale des ouvriers matanais. Nous commencerons par voir les origines du syndicalisme au Québec et

plus particulièrement du syndicalisme catholique, puisque la Confédération des travailleurs catholique du Canada (CTCC) est à la base de la consolidation de la vague de syndicalisme au Bas-Saint-Laurent durant la Deuxième Guerre mondiale. Nous poursuivrons en abordant les différentes manifestations syndicales et de solidarité ouvrière au Bas-Saint-Laurent et à Matane avant le deuxième conflit mondial. Finalement, nous observerons plus en détails l'expérience syndicale des ouvriers matanais au sein du Syndicat de l'industrie du bois ouvré de Matane (SIBM) de 1943, année de son accréditation, à 1958, l'année de sa disparition.

Le chapitre suivant s'attarde à l'influence de la structure économique de Matane, centrée autour de l'industrie du sciage, sur sa population. C'est pourquoi nous porterons notre attention dans un premier temps sur l'évolution du marché du travail matanais entre 1931 et 1961 en s'attardant au phénomène du chômage saisonnier qui affecte Matane et qui a un impact majeur sur la mobilité des ouvriers matanais. Deuxièmement, la pauvreté est un phénomène endémique à Matane comme dans de nombreuses villes industrielles de l'époque. C'est pourquoi nous regarderons les différents éléments qui viennent expliquer cette situation telle que l'urbanisation, les faibles salaires, le travail saisonnier ou un coût de la vie supérieur. En dernier lieu, nous observerons les différentes astuces et stratégies déployées par la population pour faire face à cette situation, notamment en utilisant les ressources mises en place par les sociétés de bienfaisance ou en multipliant les sources de revenus.

Finalement, notre dernier chapitre portera sur la culture et l'identité ouvrières des travailleurs matanais. Dans un premier temps, nous regarderons la présence publique ouvrière à Matane. Cette dernière prend trois formes différentes : 1. La participation politique ouvrière; 2. La pratique sportive; 3. L'engagement public ouvrier. La participation politique ouvrière peut se faire au sein tant des instances démocratiques municipales que dans celles du syndicat. Nous considérons que l'étude de la pratique sportive matanaise est incontournable. En effet, la pratique sportive occupe une place importante dans la vie de la population matanaise, et ce, très tôt dans notre

période d'étude. C'est également un bon outil pour observer la présence publique des ouvriers puisque ces derniers se rassemblent souvent sous les mêmes couleurs d'équipes de hockey et de baseball. De plus, ces équipes sont souvent mises de l'avant comme outils de promotion ou pour accroître la solidarité entre les travailleurs. La troisième section s'intéresse quant à elle la participation publique ouvrière, le plus souvent sous la bannière du SIBM, mais dans un but non politique. Dans un deuxième temps, nous abordons les questions de division et de solidarité entre les ouvriers et les différents groupes sociaux de la société matanaise. Cette dernière partie nous permettra d'observer les relations entre les travailleurs dans les chantiers forestiers et dans la scierie. De plus, elle nous permettra d'aborder la question de la masculinité et de l'idéologie du pourvoyeur. Finalement, nous regarderons les questions de solidarité entre les différents groupes sociaux matanais.

CHAPITRE I

HISTORIOGRAPHIE, SOURCES ET MÉTHODE

Le présent chapitre porte sur l'historiographie de l'histoire ouvrière au Québec et au Canada. Plus spécifiquement, nous concentrerons notre regard sur l'intégration du concept de culture à celui de classe ouvrière et au débat qui eut cours au Canada anglais et au Québec. Nous terminerons en présentant les différentes sources employées dans notre recherche en nous attardant à la méthode que nous avons privilégiée pour les intégrer.

1.1 Historiographie

1.1.1 Le concept de culture et l'histoire ouvrière

La culture est un concept complexe dont la définition n'est pas univoque. Une définition générale et opérationnelle pourrait cependant se formuler ainsi : « a system of shared meanings, attitudes and values, and the symbolic forms (performances, artifacts) in which they are expressed or embodied¹. » L'intérêt pour l'étude de la culture émerge à la fin du XVIII^e en Europe. À cette époque, la bourgeoisie savante associée aux Lumières s'intéresse à la culture populaire. Cette culture populaire, ou folklorique se définit alors comme étant « the attitudes and

¹ Peter Burke, *Popular Culture in Early Modern Europe*, New York, Harper and Row, 1978, Prologue.

values of ordinary people and their expression in folk art, folksongs, folktales, festivals and so on² ». Les bourgeois de l'époque tentent alors de conserver ces éléments culturels qui commencent à disparaître de leur milieu d'origine. Si l'on excepte les folkloristes du tournant du siècle³, on ne voit réapparaître d'une manière générale la question de la culture, dans les sciences sociales, qu'au cours des années 1950⁴.

Au début, les historiens préoccupés d'histoire ouvrière ont porté leur regard sur les chefs de la classe ouvrière. Ils se sont également astreints à effectuer une chronologie des actions de grèves et à faire la chronique des locaux syndicaux. Cependant, depuis maintenant une quarantaine d'années, l'histoire ouvrière connaît de profondes transformations. L'initiateur de ce tournant, E.P. Thompson, publie en 1963 un ouvrage qui provoque un tremblement de terre chez les historiens de l'histoire ouvrière. Ce dernier propose en effet une définition de la classe ouvrière encore inédite à l'époque :

And class happens when some men, as a result of common experiences (inherited or shared), feel and articulate the identity of their interests as between themselves, and as against other men whose interests are different from (and usually opposed to) theirs. The class experience is largely determined by the productive relations into which men are born or enter involuntary. Class-consciousness is the way in which these experiences are handled in cultural terms: embodied in traditions, value-systems, ideas, and institutional forms.⁵

Thompson lance à cette époque une révolution majeure dans la compréhension de la classe ouvrière en implantant l'idée de l'existence de certaines caractéristiques, qui peuvent s'apparenter à une culture particulière et qui unissent les travailleurs en les opposant aux capitalistes. Pendant des années, les « empirical oriented British

² Peter Burke, *History and Social Theory*, New York, Cornell University Press, 1993, p. 119.

³ Franz Boas, *The Mind of Primitive Man*, New York, Macmillan, 1939, 285 p.; Marius Barbeau, *Au Cœur de Québec*, Montréal, Les Éditions du Zodiaque, 1934, 200 p.

⁴ Peter Burke, *History and Social Theory*, p. 118.

⁵ E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, London, Penguin Book, 1991, 4^e édition, p. 9.

Marxist historian », dont Thompson fait partie, s'opposent aux partisans d'un marxisme plus théorique, ou, en des termes plus simples, les « culturalists » s'opposent aux « structuralists »⁶. Pour Thompson et ses collègues, la culture ouvrière est le véritable centre d'intérêt de la recherche, beaucoup plus que les relations économiques de la classe ouvrière et des propriétaires du capital dans le processus de production.

1.1.2 L'histoire ouvrière au Québec

Au Canada, l'histoire ouvrière commence à attirer l'attention d'un grand nombre d'historiens dans les années 1970. Dans la Belle province, il faut avouer que le contexte précédant cette période ne s'y prête guère. Avant 1950, les études sociales sont limitées et principalement centrées sur la classe rurale et la bourgeoisie. Pour couronner le tout, la classe ouvrière est avant tout perçue comme une déchéance de la classe moyenne ou un échec de l'industrialisation et ne suscite que des commentaires le plus souvent méprisants⁷. À partir de 1950, une nouvelle génération s'impose cependant de plus en plus sur la scène intellectuelle québécoise, mais les historiens qui en font partie vont surtout se concentrer sur la question nationale⁸.

Les années 1960 et surtout 1970 annoncent un tournant majeur dans la pratique de l'histoire au Québec. Selon l'historien Fernand Harvey, trois facteurs principaux expliquent l'émergence de l'histoire ouvrière québécoise : l'évolution historique du Québec moderne, l'essor de l'histoire sociale et la conjoncture des années 1970⁹. Le premier facteur réfère à la nouvelle préoccupation des historiens pour la modernité du Québec. Ils s'intéressent ainsi aux phénomènes de l'industrialisation et de son

⁶ Bryan D. Palmer, « Classifying Culture », *Labour/Le Travailleur*, n° 8-9, automne 1981-printemps 1982, p. 173.

⁷ Fernand Harvey, *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal express, 1980, p. 10.

⁸ *Ibid.*, p. 11.

⁹ *Ibid.*, p. 13.

corollaire, l'urbanisation, deux questions jusqu'alors ignorées par la majorité des intellectuels québécois. Le second, quant à lui, fait référence à l'influence de plus en plus grande de l'école française des Annales et de l'école sociologique de l'Université Laval ainsi qu'aux théories marxistes et néo-marxistes auxquelles un nombre grandissant d'historiens québécois adhèrent. Chacun de ces courants favorise grandement l'émergence de l'histoire ouvrière au Québec en plaçant ce groupe d'individus, tout comme les femmes et les autres groupes ignorés jusqu'à ce moment par l'historiographie, au centre des préoccupations de la recherche¹⁰. Finalement, les années 1970 marquent un tournant majeur sur le plan des rapports sociaux. En effet, on voit émerger des rapports conflictuels entre les différents groupes sociaux principalement sous l'impulsion des centrales syndicales¹¹. De plus, les départements d'histoire des universités québécoises bénéficient grandement de l'expansion des années 1960 et 1970. Tant le nombre d'historiens que le volume des recherches croissent substantiellement, ce qui permet d'explorer de nouveaux domaines de recherche.

Les recherches historiques sur la classe ouvrière concentrent, à cette époque, leur attention sur des domaines particuliers de l'histoire ouvrière. Fernand Harvey et Jacques Rouillard¹² font état de deux approches particulières qui caractérisent l'étude de la classe ouvrière pendant les années 1970, une première portant sur la condition ouvrière et une seconde sur les mouvements ouvriers. Cette dernière peut se décliner elle aussi en deux approches : les études portant sur le syndicalisme et celles qui s'attardent à l'action politique et communautaire dans une perspective qui met les travailleurs au centre de l'analyse. Durant cette décennie, l'étude des conditions de vie des ouvriers est amplement documentée par les travaux de

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*, p. 14-15.

¹² *Ibid.*, p. 16.; Jacques Rouillard, « Histoire Sociale », Jacques Rouillard, dir., *Guide d'histoire du Québec : Du Régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, Montréal, Édition du Méridien, Collection Histoire, 1991, p. 186.

nombreux historiens comme Fernand Harvey, Joanne Burgess ou Terry Copp¹³. Les périodes les mieux étudiées sont alors la période pré-industrielle (avant 1850) et les débuts de l'industrialisation (1850-1914). Les sujets les plus abordés sont la transformation du travail, la pauvreté et les inégalités sociales. L'étude du syndicalisme est l'approche qui reçoit le plus d'attention de la part des historiens québécois du monde ouvrier. Le domaine se divise alors entre l'étude du syndicalisme international, national, catholique, les grèves et l'action politique et communautaire liées au syndicalisme¹⁴.

En 1982, un bilan historiographique très intéressant intitulé *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920) : bilan historiographique* est produit¹⁵. Réalisé par Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, il a comme objectif de « faire un bilan des connaissances acquises – et des inconnus! – en histoire ouvrière, urbaine et socioculturelle de Montréal. En ce sens, ce bilan historiographique est une première mise en place systématique des connaissances éparses sur la culture ouvrière à Montréal entre 1880 et 1920¹⁶. » C'est un projet ambitieux qui semble trouver son inspiration dans la mouvance naissante de l'histoire culturelle. À cette époque, une réflexion éclot chez les historiens du domaine culturel concernant la culture populaire et de masse avec l'émergence de l'histoire sociale et l'intérêt nouveau pour la culture des groupes sociaux, la culture orale et la culture matérielle traditionnelle¹⁷. Cependant, ce bilan se concentre strictement sur la région de Montréal, laissant le reste du Québec en plan.

¹³ Fernand Harvey, *Révolution industrielle et travailleurs : une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1978, 350 p.; Joanne Burgess, « L'industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870. Le passage de l'artisanat à la fabrique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2, 1979, p. 177-210; Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté : les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, 213 p.

¹⁴ Fernand Harvey, *Le mouvement ouvrier au Québec*, p. 17.

¹⁵ Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920) : bilan historiographique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 176 p.

¹⁶ *Ibid.*, p. 9

¹⁷ Fernand Harvey, *Le mouvement ouvrier au Québec*, p. 13.

Ce rapide résumé de la recherche sur le monde ouvrier québécois montre quelques tendances importantes. En effet, la grande préoccupation des historiens québécois des années 1970 semble être l'étude des relations de travail et des luttes de classe. Les études sur les conditions de vie des ouvriers ouvrent alors la porte à quelques recherches sur la famille ouvrière et sur la pauvreté. À la fin des années 1970, malgré une recherche intense sur l'histoire ouvrière québécoise, de nombreux pans de cette histoire restent à découvrir. L'historien Ronald Rudin, dans son ouvrage *Faire de l'histoire au Québec*, associe, plusieurs années plus tard, l'histoire ouvrière québécoise des années 1970 au mouvement des révisionnistes. Selon lui, des historiens comme Jacques Rouillard « n'ont guère montré d'intérêt à promouvoir la cause de la classe ouvrière contemporaine ou à soulever les questions théoriques qui occupaient le Canada anglais et la profession en général¹⁸. » En fait, ils s'efforcent de démontrer la normalité du mouvement ouvrier québécois et nient, par la même occasion, l'existence d'une expérience ouvrière distincte. Bien que sujette à débat, cette interprétation peut servir à expliquer en partie l'orientation de l'historiographie ouvrière québécoise.

1.1.3 L'histoire ouvrière au Canada anglais

Comme le rapporte Greg Kealey, au Canada anglais, l'histoire ouvrière demeure marginale avant les années 1970¹⁹. La première revue d'histoire spécialisée en histoire ouvrière, *Labour/Le travail*, voit le jour en 1976 à la suite de la création du Committee on Canadian Labour History en 1971. De nombreux facteurs expliquent ce retard relatif si l'on compare la situation avec les États-Unis ou la Grande-Bretagne qui défrichent depuis déjà plusieurs décennies des champs de recherche portant sur l'histoire ouvrière. Premièrement, sur le plan académique, les universités

¹⁸ Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, p. 223.

¹⁹ Gregory S. Kealey, *Workers and Canadian History*, Montréal, McGill-Queen's Press, 1995, p. 3-5.

canadiennes-anglaises commencent à enseigner l'histoire comme discipline dans les années 1920, mais on doit réellement attendre le début des années 1960 pour voir une véritable éclosion de l'enseignement et de la recherche en histoire et plus généralement en histoire sociale²⁰. Il ne faut cependant pas croire qu'aucune recherche orientée vers l'étude du monde ouvrier n'existe avant cette période. Depuis la crise économique des années 1870, chaque grand moment de l'histoire ouvrière canadienne amène la réalisation d'un certain nombre d'études sur ce phénomène en progression dans le pays et pousse des intellectuels à s'y intéresser²¹.

Cependant, le manque d'appui des universités canadiennes envers ce genre de travaux pousse plusieurs chercheurs à s'exiler vers les États-Unis pour poursuivre leurs carrières, repoussant d'autant plus l'émergence d'un véritable champ de recherche canadien. Les années d'après-guerre font la part belle aux études biographiques et d'histoire politique. Cependant, au milieu des années 1960, la montée du nationalisme québécois et d'un néonationalisme canadien, l'émergence d'un sentiment régionaliste dans le reste du Canada, une volonté de lutte accrue de la part du mouvement ouvrier et l'apparition d'une nouvelle gauche sont toutes des phénomènes qui viennent défier le consensus historiographique canadien.

En 1976, dans leur ouvrage collectif *Essay in Canadian Working Class History*, Gregory Kealey et Peter Warrian lancent l'idée d'une nouvelle histoire du travail au Canada :

The major contribution of the "new" history has been to redefine "labour history" as "working-class history". Thus labour history ceases to be simply a category of political economy, a problem of industrial relations, a canon of saintly working class leaders, a chronicle of union locals or a chronology of militant strike actions. Instead it becomes part of the history of society. Workers [...] are studied in a totality that includes their cultural backgrounds and social relations, as

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*, p. 6-7.

well as their institutional memberships and economic and political behavior.²²

Le concept de culture ouvrière qui s'impose à cette époque dans cette entreprise de connaissance de la classe ouvrière est néanmoins problématique et divise longuement les historiens, et cela, pour plusieurs raisons. Les détracteurs du concept considèrent que les nombreux facteurs d'éclatement qui existent au sein de la classe ouvrière (genre, race, ethnie, qualification, politique) empêchent son utilisation ou du moins enlèvent toute prétention heuristique au concept²³. Ceci n'empêche pas plusieurs historiens britanniques et américains, comme Peter Burke et Roy Rosenzweig, de l'utiliser plus ou moins habilement de la fin des années 1970 à la fin des années 1980. Rosenzweig, dans son étude sur la ville de Worcester, observe qu'en plus des luttes pour des gains salariaux ou pour l'amélioration des conditions de travail, les ouvriers américains « fought not only for the right to time or space for leisure but also for control over the time and space in which that leisure was to be enjoyed²⁴. » Les chercheurs veulent ainsi englober dans leurs études la vie quotidienne des ouvriers dans toutes ces facettes et non seulement celle du travail et des luttes ouvrières.

Pourtant, malgré ces quelques exemples, on compte d'autres critiques de cette nouvelle interprétation. L'historien canadien David Bercuson dénonce le concept de culture ouvrière puisqu'il force, à son avis, les historiens à observer l'histoire ouvrière à travers des jumelles, c'est-à-dire à oublier d'observer l'ensemble de la situation et des acteurs pour se concentrer uniquement sur les travailleurs. Globalement, la culture pour lui doit être un élément unificateur entre les travailleurs et transcender les différents éléments de division. Pour Bercuson, « [w]orkers seems to have responded as much from consciousness of job, place, church, ethnic group,

²² Gregory S. Kealey et Peter Warran, dir., *Essays in Canadian Working-Class History*, cité dans Gregory S. Kealey, « Labour and Working-Class History in Canada: Prospects in the 1980s », *Labour/ Le Travailleur*, n°7, printemps 1981, p. 69.

²³ Bryan D. Palmer, « Classifying Culture », p. 153.

²⁴ Roy Rosenzweig, *Eight Hours for What We Will: Workers and Leisure in an Industrial City*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 1.

and other factors as from a culture of class. The assumption that Canadian workers experienced an identification and a culture much like that of the British workers is only assumption if it is not backed by proof²⁵. » Dans cette perspective, il est inconcevable de partir uniquement du « bottom up » pour découvrir la totalité de l'histoire ouvrière. On doit prendre également en compte le rôle des politiques économiques, des relations industrielles, des leaders syndicaux, des chroniques syndicales et de la chronologie des grèves. En ignorant ces faits et en les considérant de moindre importance, il est impossible de bien comprendre la classe ouvrière²⁶.

Pour Bryan Palmer, partisan de l'approche culturelle, la culture ouvrière peut éclater et se diviser selon les conjonctures économiques, mais cela n'indique en rien une absence de conscience de classe chez les travailleurs. Au contraire, cela permet, dans certains cas, d'approfondir et de gagner « in understanding and more precise formulation within a minority of the more conscious element of the class²⁷ ». Il précise que contrairement à l'histoire, les gens ne vivent pas dans la longue durée, mais dans le présent, ce qui implique une évolution selon les conjonctures. C'est à travers ces conjonctures que la culture peut enrichir les expériences de classes. Il rétorque que la dissolution de la culture ouvrière et son éclatement en plus petits groupuscules sont au centre même de l'expérience de la classe ouvrière de l'Amérique du Nord. Bien que la religion, la politique, la race, l'appartenance régionale ou le sexe puissent à tout moment faire voler en éclat l'unité, dans d'autres circonstances, ces facteurs peuvent servir de ciment et encourager le mouvement ouvrier. En outre, à tout moment, une injustice, une baisse de salaire ou la restructuration du travail peut mener à un mouvement de revendications collectives²⁸.

²⁵ David J. Bercuson, « Through the Looking Glass of Culture : An Essay on the New Labour History and Working-Class Culture in Recent Canadian Historical Writing », *Labour/ Le Travailleur*, vol. 7, 1981, p. 108.

²⁶ *Ibid.*, p. 110.

²⁷ Bryan D. Palmer, « Classifying Culture », p. 179.

²⁸ *Ibid.*, p. 181.

Gregory Kealey admet néanmoins qu'il existe certaines difficultés dans l'utilisation du concept de culture ouvrière, que les critiques de l'approche « culturalist » sont nombreuses et qu'elles proviennent de divers horizons²⁹. Il rétorque à tous ceux qui rappellent les nombreuses preuves de divisions de la classe ouvrière pour la discréditer qu'il a toujours été question dans leur démarche d'observer et de prendre en compte les différentes utilisations de la culture, ce qui implique également les éléments de fractionnement. En fait, pour Kealey, l'étude de la culture ouvrière démontre toute son utilité à ce moment précis : « The complexity and the heterogeneity of the Canadian working-class experience does not deny the existence of a working class. [...] Recognizing that the "degree of homogeneity and distinctiveness of class culture is historically very variable," it directs our attention precisely to the terrain of analysis which is crucial in our examination of working-class history³⁰. »

1.1.4 L'historiographie ouvrière canadienne et québécoise depuis les années 1980

Depuis cette décennie fortement mouvementée et riche en questionnements théoriques et historiographiques, l'histoire ouvrière québécoise semble, contrairement à celle du Canada anglais depuis le milieu des années 1980, avoir opté pour le statu quo. Sur le plan théorique et méthodologique, la révolution thompsonienne de la culture ouvrière ne semble pas avoir pris racine en terre québécoise autant qu'au Canada anglais. À la lecture du *Guide d'histoire du Québec* publié en 1991, on constate que les historiens qui se rattachent à l'étude de l'histoire ouvrière intègrent peu le concept de culture ouvrière dans leur paradigme de recherche. On demeure devant les mêmes problématiques entourant la pauvreté, les

²⁹ Gregory S. Kealey, « Labour and Working-Class History in Canada: Prospects in the 1980s », p. 80-81.

³⁰ *Ibid.*, p. 89-90.

inégalités sociales et les mouvements ouvriers, sujets abondamment documentés dans les années 1970³¹.

Six ans plus tard, dans un bilan sur l'histoire sociale présenté dans le cadre du cinquantième anniversaire de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Gérard Bouchard fait un constat préoccupant. En effet, depuis le début des années 1980, ce dernier remarque une chute radicale du nombre d'articles portant sur l'histoire ouvrière publiée dans la revue³². Selon Bouchard, divers facteurs peuvent expliquer cette situation. Dans un premier temps, depuis les années 1960, on observe un éclatement de l'histoire sociale en une multitude de sous-spécialisations qui isolent les chercheurs dans des champs de recherche de plus en plus précis³³. On peut voir également que l'émergence de la micro-histoire, le renouveau de l'histoire culturelle et religieuse et le désaveu du marxisme sont autant de facteurs qui peuvent expliquer la chute de la recherche en histoire ouvrière au Québec³⁴.

En fait, depuis plusieurs années, nombre de recherches sur l'histoire ouvrière se retrouvent dans d'autres champs de spécialisation. L'histoire des femmes, l'histoire des communautés culturelles et l'histoire culturelle prennent le relais et intègrent les évolutions historiographiques des dernières décennies tout en incorporant certains éléments de l'histoire ouvrière³⁵. Toujours liée de près à l'histoire sociale et à la mouvance syndicale, l'histoire ouvrière à proprement parler n'a pas totalement disparu du paysage québécois au cours des 20 dernières années, mais elle semble

³¹ Jacques Rouillard, « *Histoire Sociale* », p. 186-190.

³² Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec : Réflexion sur quelques paradoxes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, automne 1997, p. 249.

³³ *Ibid.*, p. 250.

³⁴ *Ibid.*, p. 257.

³⁵ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, 368 p.; Lucie Bettez, « Cent jours dans la vie des Campivallensiennes. La grève de 1946 à Salaberry-de-Valleyfield », *Labour/Le Travail*, vol. 62, automne 2008, p. 9-50; Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux : les migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique*, Montréal, Boréal, 1991, 204 p.; Sylvie Murray, *À la jonction du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes : la ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, Canada, 1903-1980*, Montréal, Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec, 1990, 165 p.

avoir cruellement manqué d'innovation. On peut également noter la rareté de recherches portant sur le monde ouvrier en dehors de la ville de Montréal. En effet, très peu de travaux ont été réalisés sur les régions du Québec à quelques exceptions près³⁶. Malgré tout, on peut compter sur certains historiens comme Jacques Rouillard, José E. Igartua, Peter Bischoff, James D. Thwaites et Jacques Ferland³⁷, entre autres, pour maintenir ce domaine de recherche vivant jusqu'à récemment.

Le bilan au Canada anglais est tout autre. La revue *Labour/ Le Travail* et l'historiographie ouvrière du Canada anglais poursuivent dans la lancée des historiens de la « working-class history ». Mieux encore, il devient communément admis que l'histoire ouvrière ne peut être étudiée sans la prise en compte de la culture ouvrière, tout en reconnaissant sa complexité et sa multiplicité. Depuis plus de 20 ans, l'historiographie s'intéresse intensément à la question régionale et plus particulièrement à celle des provinces de l'Ouest canadien et de l'Atlantique. Les chercheurs en sont venus à reconnaître qu'il existe en réalité plusieurs mouvements ouvriers au Canada : « we can not speak of a single Canadian labour movement any more than we can hypothesize about a homogenous working class³⁸ ».

L'histoire des femmes et du genre, au Québec comme dans le reste du Canada, est une autre grande source d'inspiration et de renouvellement dans la recherche sur l'histoire ouvrière au Canada anglais. La question du genre est au centre des

³⁶ José E. Igartua, *Arvida au Saguenay : naissance d'une ville industrielle*, Montréal, McGill-Queen's University Press, Collections « Études d'histoire du Québec », 1996, 273 p.; Peter Bischoff, *Les débardeurs au port de Québec, Tableau des luttes syndicales, 1831-1902*, Montréal, Cahier du Québec, Hurtubise, 2009, 423 p.; Gilbert Vanasse, *Histoire de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (1907-1958)*, Montréal, Les Éditions St-Martin, 1986, 300 p.; René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie : la formation d'une région*, Québec, Septentrion, 2011 (1^{ère} édition 1984), 337 p.; Peter Gossage, *Families in Transition : Industry and Population in Nineteenth-Century Saint-Hyacinthe*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 299 p.

³⁷ Jacques Rouillard, *Syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, 335 p.; James D. Thwaites, dir., *Travail et Syndicalisme. Origines, évolution et défis d'une action sociale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1997, 3^e édition, 700 p.; Jacques Ferland, « Canadiens, Acadiens, and Canada : Knowledge and Ethnicity in Labour History », *Labour/Le Travail*, vol. 50, automne 2002, p. 101-115.

³⁸ David Bright, « The West Wants In: Regionalism, Class, and *Labour/Le Travail*, 1976-2002 », *Labour/Le Travail*, vol. 50, automne 2002, p. 151.

préoccupations de nombreux chercheurs et n'a pas cessé de l'être dans les dernières années. Plus récemment, les études sur le genre et la classe s'étendent et commencent à englober les dimensions de la masculinité, alors que d'autres tentent d'analyser le genre en lien avec les préjugés raciaux ou religieux³⁹.

L'historiographie canadienne-anglaise a donné naissance à une œuvre exemplaire illustrant à merveille les recherches sur la culture ouvrière. Dans son ouvrage *The Gender of Breadwinners : Women, Men, and Change in Two Industrial Towns*⁴⁰, Joy Parr considère chaque catégorie identitaire comme un tout qui forme la culture ouvrière. L'auteure combine ainsi les conceptions du genre, de la classe, de l'ethnie et de la religion dans une recherche portant sur deux petites communautés ontariennes. Le tout est fait en tenant compte des politiques nationales et syndicales, des hauts et les bas de l'économie locale et nationale, etc. En se basant sur deux communautés ouvrières bien distinctes sur le plan du genre, de l'origine ethnique et des structures économiques, l'auteure veut ainsi démontrer l'impact des différentes variables mentionnées plus haut sur le développement d'une culture ouvrière.

L'étude portant sur la ville d'Hanover dans la première moitié du XX^e siècle, ville sensiblement de la même taille que Matane, comporte plusieurs éléments pouvant inspirer notre recherche. Dans un premier temps, l'économie de la ville repose sur l'industrie du bois et plus particulièrement sur celle de la fabrication de meubles. Elle dépeint cette industrie comme hautement vulnérable aux aléas de l'économie nationale et internationale, un peu comme celle du bois scié⁴¹. On peut donc faire

³⁹ Katrina Srigley, « 'In case you hadn't noticed!': Race, Ethnicity, and Women's Wage-Earning in a Depression-Era City », *Labour/Le Travail*, vol. 55, automne 2005, p. 69-105; Mike O'Brien, « Manhood and the Militia Myth: Masculinity, Class and Militarism in Ontario, 1902-1914 », *Labour/Le Travail*, vol. 42, automne 1998, p. 115-141; Todd McCallum, « 'Not a Sex Question'? The One Big Union and the Politics of Radical Manhood », *Labour/Le Travail*, vol. 42, automne 1998, p. 15-54; Lynne Marks, « The Knights of Labor and the Salvation Army: Religion and Working-Class Culture in Ontario, 1882-1890 », *Labour/Le Travail*, vol. 28, automne 1991, p. 89-127.

⁴⁰ Joy Parr, *The Gender of Breadwinners : Women, Men, and Change in Two Industrial Communities, 1880-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, 314 p.

⁴¹ *Ibid.*, p. 144-145.

rapidement un parallèle quant à la situation économique des deux villes, les deux étant sujettes à de nombreuses dépressions économiques structurelles.

Dans un second temps, l'industrie du meuble emploie exclusivement des hommes, comme celle du sciage. Cette majorité masculine, ainsi qu'une forte tradition d'artisanat du bois chez les immigrants allemands ayant fondé la ville, favorise le développement d'une conscience de la masculinité chez les travailleurs d'Hanover qui se lie avec celle de leur travail. Pour les ouvriers de la ville, le droit au travail et celui de faire un travail de qualité sont centraux dans leur conception de leur masculinité et dans leur rôle de pourvoyeur de la famille⁴². Cette vision commune entre les travailleurs est un facteur clé dans la création d'une solidarité entre les travailleurs et au sein de la communauté⁴³. Le cas de Paris, une ville dominée par l'industrie du textile majoritairement féminine, est également fort utile pour appréhender le développement et la dynamique d'une culture et d'une communauté ouvrière. La comparaison entre ces deux villes nous permet de mieux comprendre leur évolution lorsque le genre, l'origine ethnique principale et les structures économiques sont totalement différents.

L'étude de Mark Rosenfeld portant sur le travail et les familles d'une ville ferroviaire de l'Ontario nous semble également utile comme soutien à l'œuvre de Joy Parr. Il mesure l'impact du genre sur le rythme de vie des familles et la forme du travail des habitants de la ville de Barrie de 1920 à 1950⁴⁴. Barrie est une petite ville dont l'économie est tributaire des chemins de fer, et elle est souvent la proie de ralentissements économiques qui forcent les hommes à s'exiler dans le nord pour trouver du travail. Les occasions de travail pour les femmes y sont très faibles et, le plus souvent, elles doivent rester à la maison pour s'occuper des enfants en l'absence de leur mari. Le milieu de travail est quant à lui presque exclusivement

⁴² *Ibid.*, p. 163.

⁴³ *Ibid.*, p. 227.

⁴⁴ Mark Rosenfeld, « 'It was a Hard Life': Class and Gender in the Work and Family Rhythms of a Railway Town, 1920-1950 », p. 242.

masculin. Cette situation entraîne de grandes répercussions sur le mode de vie des habitants de la ville, mais affecte également la perception qu'ont les hommes de leur famille et de leur relation avec leur épouse⁴⁵. Les hommes retirent une grande fierté d'être les pourvoyeurs de leur famille, une tâche souvent ardue qui requiert souvent des sacrifices pour se réaliser, sacrifices que ne peuvent faire les femmes, selon eux. Rosenfeld rapporte cependant que l'accomplissement de cette lourde tâche renforce l'impression de masculinité de l'homme tout en augmentant le pouvoir qu'il détient sur sa famille. Quant aux femmes, leur identité se forme sous l'influence de la division du travail. Répondre aux besoins à la fois de la famille et du mari est à la base de l'identité de la ménagère et de la mère⁴⁶. Les hommes développent dans leur milieu de travail un sentiment de confrérie entre les travailleurs dû à la similitude du contexte de vie et les conditions de travail partagées⁴⁷.

Comme on vient de le voir, l'histoire ouvrière a fortement évolué dans les quarante dernières années. Aujourd'hui, il nous semble inconcevable de l'aborder sans employer comme concept central la culture ouvrière. Il est en effet admis que l'étude de la classe ouvrière doit dépasser le cadre d'analyse strictement syndical, par exemple, et se doit d'inclure des questions portant sur le genre, l'ethnie, la religion, les politiques nationales, l'économie, etc. On ne peut bien comprendre les gens composant la classe ouvrière sans tenir compte d'un grand nombre de facteurs pour refléter la diversité et la complexité de leur existence.

Nous retiendrons ici une définition du concept de culture ouvrière qui s'articulera autour de quatre éléments: le travail, la famille, l'occupation des temps libres et les interactions entre les différentes identités culturelles⁴⁸. Comme on s'en doute, le

⁴⁵ *Ibid.*, p. 258.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 260.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 264.

⁴⁸ Le terme identité, tel qu'utilisé dans le présent mémoire, fait référence à l'ensemble des appartenances sociales des individus. Nous sommes tout à fait conscient que les ouvriers sont plus que des travailleurs et qu'ils possèdent de multiples appartenances souvent basées sur la religion, l'ethnie ou l'origine sociale. Comme Karine Hébert l'indique (*Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895-1960*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p.3.

travail industriel influence grandement la culture ouvrière en restreignant le contrôle qu'ont les travailleurs sur leur métier. La discipline, l'exigence de productivité et l'imposition d'une hiérarchie ont un impact sur les travailleurs, et il en découle une réorganisation totale de leur vie. De plus, le partage de ces conditions de travail par un grand nombre de travailleurs permet la création d'une solidarité et d'une camaraderie entre les ouvriers. L'étude de l'organisation familiale en contexte urbain et industriel est tout aussi révélatrice. En étudiant la famille, on peut ainsi observer toutes les étapes importantes du cycle de vie des membres de la classe ouvrière et des cycles de vie familiale, en plus d'avoir accès aux stratégies de survie des familles et aux liens qu'elles entretiennent avec la parenté, etc. L'occupation des temps libres implique autant la sphère du divertissement (loisirs, sports et festivités) que celle de l'engagement social (syndicalisme, action communautaire et pratique religieuse). Finalement, en étudiant la culture, il est impossible d'ignorer comment interagissent les différentes identités culturelles. C'est pourquoi, en portant un regard sur une communauté ou un groupe, on doit englober les expériences communautaires basées, par exemple, sur la religion, l'appartenance sociale, le genre ou l'ethnie. Ces quatre catégories, et les éléments qui en découlent, forment l'ensemble de ce qui caractérise une culture, et le cas échéant, celui de la culture ouvrière.

1.2 Sources et méthodologie

Cette section présente les différentes sources sur lesquelles ce mémoire repose. Notre intérêt pour le concept de culture ouvrière nous a incité à nous intéresser à tous les documents qui traitent de l'urbanisation et de l'industrialisation de Matane, des actions syndicales, de la présence publique ouvrière, de l'organisation du travail,

« Fondamentalement, l'identité est la réponse que l'on offre à la question "qui suis-je?" ». Cette question complexe, bien qu'importante en elle-même, n'en demeure pas moins périphérique à notre recherche. C'est pourquoi nous nous contentons de cette approche.

des relations entre les groupes sociaux, du niveau de vie de la population, de la pauvreté, de la famille, des stratégies de survie, de la masculinité chez les ouvriers et du rôle des femmes. C'est pourquoi nous avons regardé les journaux, les procès-verbaux du conseil municipal, les documents municipaux et les archives du Diocèse de Rimouski pour voir la vie politique, publique et sociale matanaise, les documents syndicaux pour en savoir plus sur le mouvement syndical, et les archives de la compagnie Price Limitée pour connaître le point de vue patronal. Nous commencerons par présenter les sources publiées telles que les journaux et nous poursuivrons avec les documents manuscrits trouvés dans les différents fonds d'archives que nous avons consultés. Nous terminerons par la présentation de la méthodologie employée dans l'analyse de ces mêmes sources.

1.2.1 Présentation des sources employées

La Voix de Matane, La Voix gaspésienne et L'Écho du Bas-Saint-Laurent

La Voix de Matane, dans un premier temps, et *La Voix gaspésienne*, dans un second temps, sont les deux principaux journaux dépouillés dans le cadre de nos recherches. *La Voix de Matane* est le premier journal hebdomadaire durable à voir le jour à Matane. Il est publié de 1945 à 1957. Les quelques journaux précédents ont, quant à eux, opéré sur une très courte période et ont laissé peu de traces. En effet, malgré nos efforts pour les retrouver et les analyser, il a été impossible de mettre la main sur des exemplaires. Au mieux, nous pouvons compter sur une série d'articles de la revue *Au pays de Matane* qui effectue une description de ces journaux et de leur contenu en général⁴⁹. Le journal *La Voix gaspésienne* a vu le jour en 1955.

⁴⁹ Romain Pelletier, « Le cri de l'Est : Un journal aux grandes ambitions », *Au pays de Matane*, n° 43, avril 1987, p. 16-21; « Naissance et évolution de la presse écrite à Matane : Trois publications disparaissent presque aussitôt », *Au pays de Matane*, n° 44, octobre 1987, p. 32-36; « Naissance et évolution de la presse écrite à Matane (3) : L'Aube venait combler une lacune... », *Au pays de Matane*, n° 45, avril 1988, p. 26-30.

Concurrent direct de *La Voix de Matane*, il s'impose sur son rival et réussit à l'absorber en 1957, devenant ainsi l'hebdomadaire de la ville. *L'Écho du Bas-Saint-Laurent* est un hebdomadaire fondé en 1933 pour concurrencer *Le Progrès du Golfe*, premier hebdomadaire de Rimouski fondé en 1904. Contrairement à ce dernier, *L'Écho du Bas-Saint-Laurent* est un journal qui s'intéresse davantage aux enjeux économiques régionaux. Des exemplaires de ces trois journaux sont présentement conservés par la Société d'histoire et de généalogie de Matane et à la bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski.

Les trois journaux utilisés se présentent sous un grand format et leur nombre de pages peut varier d'une quinzaine, pour *La Voix de Matane* et *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, à vingt-cinq pour *La Voix gaspésienne*. Les trois sont des journaux d'information et contiennent donc en grande partie des nouvelles à caractère régional ou local, auxquelles s'ajoutent à l'occasion des nouvelles nationales. Dans le cas de *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, les nouvelles régionales semblent primer sur les nouvelles locales. Au cours des années observées, en plus de la section nouvelles, on y retrouve parfois des éditoriaux, des chroniques mondaines et syndicales ou une section réservée au courrier des lecteurs. Finalement, on peut toujours y voir une section sportive et de la publicité, cette dernière pouvant remplir de deux à trois pages par numéro.

Un dépouillement systématique des journaux a été effectué pour la période qui s'étend de 1945 à 1958. Malheureusement, peu de numéros des années 1945 à 1947 sont conservés, nous privant de probables informations importantes sur les premières années du syndicalisme matanais. Les volumes couvrant les années 1948 à 1958 sont cependant complets et se sont avérés particulièrement foisonnants en informations. Les 105 articles de *La Voix de Matane* et les 32 de *La Voix gaspésienne* retenus en raison de leur intérêt pour les thématiques élaborées dans le présent projet de mémoire ont été consignés par fiches selon un classement thématique (Chômage et économie; Forêt et travail; Sport et événement; Syndicat).

Sous la thématique « chômage et économie » sont rassemblés tous les articles relatifs au marché de l'emploi couvert par le bureau de chômage de Matane – de Métis Beach à Mont-Louis – et à la situation économique de la ville. Matane et sa campagne environnante constituent le principal foyer d'habitation de cette zone. Les données rassemblées offrent un aperçu du taux de chômage à Matane ainsi que son évolution selon les périodes de l'année. Ces informations, couplées avec celles de Statistique Canada – et des bureaux qui l'ont précédé – sont essentielles pour comprendre l'état du marché de l'emploi, identifier les principaux acteurs et saisir l'impact des variations du taux de chômage sur l'exode saisonnier des travailleurs, élément important de notre problématique. Une part importante des articles sélectionnés consiste en des bilans du nombre de chômeurs et des montants des prestations versées pendant une période donnée. Les articles référant à la croissance de Matane comme centre urbain, à la situation économique et aux démarches que font les gens du milieu pour diversifier et soutenir l'économie locale fournissent, pour leur part, des informations concernant la transformation de Matane en centre industriel et permettent d'identifier différents moments de coopération – ou de tension – entre les forces ouvrières, les représentants politiques et le milieu régional des affaires.

La deuxième thématique « forêt et travail » rassemble des articles offrant des informations relatives à l'exploitation forestière, aux méthodes de travail en forêt, aux cycles des saisons forestières, aux travailleurs de la forêt et à la préservation de la ressource ligneuse. Le fonctionnement de l'usine de sciage de la Price Brothers de Matane est intimement lié au travail forestier pour son alimentation en matières premières. Sa saison d'opération en est d'ailleurs directement tributaire. Il est donc important dans le cadre de notre recherche portant sur le développement des solidarités ouvrières et d'une culture sous-jacente de bien comprendre le fonctionnement du travail forestier.

La troisième thématique regroupe tous les articles portant sur les sports, les divertissements et les événements où le Syndicat de l'industrie du Bois ouvré de Matane (SIBOM) s'est manifesté. Ces articles viennent étayer notre hypothèse quant à la présence d'une culture et d'une solidarité ouvrières chez les travailleurs de la compagnie Price Brothers de Matane.

Finalement, la quatrième section, et non la moindre, est celle rassemblant les articles touchant le syndicalisme. Globalement, on y retrouve des documents portant sur le syndicalisme catholique, l'éducation des travailleurs au syndicalisme, des résumés de congrès syndicaux, des comptes rendus de négociations de conventions collectives, des informations au sujet de l'expansion du syndicalisme chez les travailleurs forestiers, etc. Cette thématique est celle qui rassemble le plus grand nombre d'articles, et nous y avons incorporé tous ceux qui touchent de près ou de loin la question syndicale et les mouvements ouvriers dans la région. Certains de ces articles contiennent des informations pertinentes et intéressantes sur l'état du syndicalisme matanais, son évolution sur un peu plus d'une décennie et la promotion d'une culture ouvrière⁵⁰. Nous avons également consigné de nombreux articles qui visent à éclaircir la notion de syndicalisme auprès des citoyens, à informer la population de la tenue de congrès syndicaux ou de l'élection d'exécutifs syndicaux⁵¹.

Ces journaux présentent un bon aperçu du contexte matanais et ils fournissent des informations détaillées sur au moins quatre thématiques associées à notre recherche. Malheureusement, ils sont trop limités dans le temps et ne nous offrent qu'une

⁵⁰ Jean-Charles Gagnon, « Le foyer ouvrier, œuvre de paix sociale », *La Voix de Matane*, 1^{ère} année, n° 21, 2 mai 1946, p. 6; « Le confrère F.-X. Legaré forme le plus puissant syndicat de la CTCC », *La Voix de Matane*, 3^e année, n° 28, 1^{er} juillet 1948, p. 9; « Écho d'un congrès ouvrier », *La Voix de Matane*, 6^e année, n° 32, 6 septembre 1951, p. 10; Jean-Antoine Pelletier, « Comité Économique et Industriel dû à l'initiative du Syndicat de l'Industrie du Bois Ouvré de Matane », *La Voix de Matane*, 8^e année, n° 26, 21 janvier 1954, p. 1.

⁵¹ « Élection au Syndicat de l'industrie du Bois », *La Voix de Matane*, 2^e année, n° 23, 3 juillet 1947, p. 1; « Chronique syndicale : La restauration sociale », *La Voix de Matane*, 3^e année, n° 15, 1^{er} avril 1948, p. 3; Jean-Marc Deschênes, « Le syndicalisme, sa nature... », *La Voix gaspésienne*, vol. 35, n° 41, 2 décembre 1955, p. 6.

décennie d'informations régulières. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de les compléter par un dépouillement systématique de *L'Écho du Bas-Saint-Laurent* pour les années allant de 1941 à 1947. Ce journal rimouskois à caractère régional nous permet de couvrir au moins la période de création du Syndicat de l'industrie du Bois ouvré de Matane et du mouvement syndical bas-laurentien pendant la période non couverte par les journaux matanais. Nous avons relevé les articles appartenant aux mêmes catégories que lors de notre dépouillement des deux précédents journaux, ce qui nous a permis d'identifier 34 articles supplémentaires. Étant donné le caractère régional de ce journal, il nous offre des informations assez générales touchant le monde syndical de la région, l'économie et, à quelques occasions, la culture et le sport.

Procès-verbaux de l'Hôtel de Ville de Matane

Aux archives de l'Hôtel de Ville de Matane, nous avons pu avoir accès aux procès-verbaux du village de Saint-Jérôme-de-Matane et, à compter de 1937, à ceux de la ville de Matane. Nous avons dépouillé systématiquement les procès-verbaux du conseil de 1904 à 1958. Nous avons été attentifs, dans un premier temps, aux relations qu'entretient le conseil municipal avec la compagnie Price Brothers et avec le mouvement syndical de Matane.

Les procès-verbaux fournissent également beaucoup d'informations sur le développement économique et la croissance urbaine de Matane. Nous avons également noté la présence de plusieurs documents illustrant l'état de pauvreté et la précarité économique de la population matanaise. Grâce notamment aux procès-verbaux et aux recensements nominatifs du village, nous avons reconstitué la liste des maires et des conseillers municipaux en lien avec leur profession. Cette liste s'avère essentielle pour brosser un portrait socio-économique de la participation

politique à Matane et jauger la représentation de la communauté ouvrière dans les instances municipales.

Finalement, nous avons observé la correspondance de l'ancien maire Joseph-Arthur Bergeron, en poste de 1917 à 1921 et de 1925 à 1935. Les lettres conservées couvrent les pires années de la crise économique (1930-1935) et nous montrent les impacts de cette dernière sur le village de Saint-Jérôme-de-Matane du point de vue du maire.

Fonds de la compagnie Price Limitée

Le fonds d'archives de la compagnie Price Limitée est conservé au Centre d'archives du Saguenay-Lac-Saint-Jean à Chicoutimi de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Le Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine à Rimouski en possède toutefois une copie microfilmée et indexée. Grâce à cet index, malgré tout très sommaire, nous avons pu identifier plus de 250 pages de documents pertinents pour notre recherche.

Parmi elles, se trouvent certains rapports de la compagnie traitant de leurs opérations forestières sur la rive sud du Saint-Laurent. Finalement, nous avons trouvé des sources relatives à des activités et des sports pratiqués par les travailleurs des différentes installations de la compagnie Price Brothers⁵².

⁵² BANQ, Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, Fonds de la compagnie Price Limitée, « Previous winners of the Lady Price Trophy, Gagnants antérieurs du trophée Lady Price », Programme 1967, 1967, p. 15; « Éclatant succès du 14^e bonspiel Lady Price au Riverbend Curling Club », *Journal le Lingot*, jeudi 28 mars 1957.

Fonds François-Xavier Legaré

Ce fonds, conservé aux archives régionales de la bibliothèque de l'UQAR, regroupe toutes les archives accumulées par l'agent syndical François-Xavier Legaré ainsi que les archives des différents syndicats affiliés au Conseil Central du Bas-St-Laurent et à la Fédération nationale catholique de l'Industrie du Bois ouvré du Canada (FNCIBOC) dont fait partie le Syndicat de l'industrie du Bois de Matane (SIBM). Nous avons dépouillé en détail les correspondances et les rapports d'activités du SIBM de 1943 à 1958 (les années 1954 et 1955 sont manquantes), les procès-verbaux du SIBM de 1943-1944 et de 1951-1958 (les autres années étant introuvables), les rapports du comité de grief de 1950 à 1958 et du comité d'intérêt mutuel 1948-1950 ainsi que les correspondances de la FNCIBOC sur la même période. En ce qui concerne la correspondance du SIBM, nous avons retenu tous les échanges qui concernent les relations que le syndicat entretient avec le patronat. Les conflits salariaux, les efforts pour promouvoir le syndicalisme, les luttes pour conserver les emplois de l'usine à Matane, les prises de position morale et les actes de solidarité intersyndicale ont notamment retenu notre attention⁵³.

Les correspondances du FNCIBOC retenues concernent essentiellement l'organisation des *Journées industrielles*. Cet événement itinérant organisé avec l'appui de la compagnie visait à donner une formation aux ouvriers et aux cadres des différentes installations de la Price Brothers du Bas-Saint-Laurent à propos du syndicalisme et des principes des relations entre les patrons et les ouvriers. Des experts de l'Université Laval agissaient à titre de conférenciers lors de ces *Journées*⁵⁴.

⁵³ Rimouski, Archives de la bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski [ABUQAR], Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, « Décision donnée à la faveur du syndicat par le Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province de Québec », 11 avril 1944 ; lettre d'Onésime Gagnon à François-Xavier Legaré, 19 juillet 1945 ; Lettre de la Fédération des groupes d'études de la CTCC à J. Antoine Pelletier, 23 avril 1945.

⁵⁴ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier FIBOC, « Programmation des Journées Industrielles », 28 mai 1946 ; Lettre de Price Brothers à François.-Xavier Legaré, 18 mai 1947.

Les rapports des comités de griefs et d'intérêt mutuel sont également assez loquaces. Les premiers fournissent des informations importantes concernant le fonctionnement de l'usine et la gestion des ressources humaines. Ces documents nous en apprennent par la même occasion sur le mouvement des travailleurs matanais, sur la compétition qui peut exister entre eux et finalement sur certains éléments caractérisant leur conception de la masculinité. En ce qui concerne le comité d'intérêt mutuel, peu de documents subsistent, mais ceux-ci abordent la vie associative des travailleurs syndiqués, traitent d'activités sociales et de la création d'équipes sportives syndicales⁵⁵.

Dans nos recherches, nous avons découvert qu'il manque plusieurs années de procès-verbaux du SIBM. Heureusement, ceux des années 1943-1944, les années de création et d'organisation du syndicat, sont disponibles tout comme ceux des années 1951-1958. Comme pour les correspondances, nous avons analysé toutes les informations relatives aux activités syndicales, à la coopération entre les acteurs économiques, politiques et syndicaux et à la défense des intérêts des syndiqués.

Nous avons compilé les rapports d'activités du SIBM de 1943 à 1958. Ils abordent divers sujets comme les effectifs syndicaux, la situation financière du syndicat et les diverses activités organisées par le syndicat ou par ses membres. Assez laconiques, ces rapports n'en fournissent pas moins des informations pertinentes quant à la vie publique syndicale à Matane. Ces documents témoignent avec éloquence de la présence d'une culture et d'une solidarité ouvrières chez les travailleurs de Matane et permettent d'apprécier les efforts déployés par le syndicat pour la promouvoir. De plus, grâce aux états financiers et aux effectifs syndicaux inscrits, nous sommes en mesure d'évaluer tant la santé financière du syndicat que la vitalité du syndicalisme et du mouvement ouvrier chez les travailleurs matanais.

⁵⁵ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Comité d'intérêt mutuel, Procès-verbal de la séance tenue le 23 mars 1948, p. 1-2.

Finalement, nous avons mis la main sur des cassettes audio contenant trois entrevues de François-Xavier Legaré. Ces entrevues nous offrent un témoignage direct et personnel de la création et de l'organisation du mouvement syndical dans la région par l'un de ses plus importants acteurs⁵⁶.

Archives du Diocèse de Rimouski

Pour compléter notre banque de documents archivistiques, nous avons dépouillé les archives de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane conservées aux archives du Diocèse de Rimouski. On y retrouve notamment les correspondances que s'échangeaient l'Évêché de Rimouski et les curés de Saint-Jérôme-de-Matane, plusieurs rapports paroissiaux ainsi que des dossiers relatifs à l'Union des Cultivateur catholiques (UCC) et à sa section de bûcherons et à l'Union Catholique des Fermières (UCF). Ces documents nous informent sur les conditions de travail et de vie dans les camps, les mouvements ouvriers dans la région et les regroupements de femmes sous la supervision de l'Église catholique⁵⁷.

Nous avons aussi trouvé deux rapports du curé de la paroisse SJDM envoyés à l'Évêché décrivant le contexte démographique, économique, social et moral de la paroisse en 1932 et en 1938. On y retrouve certaines informations qui pourront nous être utiles sur la consommation d'alcool et l'ivrognerie dans la population, le travail des enfants ou le travail féminin à Matane⁵⁸. Bien entendu, nous tenons compte dans notre interprétation de ces documents du fait qu'ils émanent de représentants de l'Église.

⁵⁶ ABUQAR, Entrevue de François-Xavier Legaré par Ronald Spivock, 13 avril 1974; Entrevue de François-Xavier Legaré réalisée par Fernand Harvey, 9 août 1974; Entrevue de François-Xavier Legaré, 24 mars 1986.

⁵⁷ Rimouski, Archives de l'Archidiocèse de Rimouski [AAR], Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, lettre du curé Narcisse Lévesque à M^{gr} Albert Blais, 3 février 1899; lettre du curé Narcisse Lévesque à M^{gr} Albert Blais, 12 janvier 1901.

⁵⁸ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, «Rapport paroissial de 1932 », 10 pages; «Rapport paroissial de 1938 », 8 pages.

1.2.2 Méthodologie

La nature de nos sources – la grande majorité d’entre elles sont des correspondances, des articles de journaux et des rapports – nous a obligé à les employer dans le cadre d’une analyse qualitative. Dans un premier temps, nous avons créé des fiches d’identification contenant toutes les informations des documents d’archives que nous considérons utiles et importants. Dans certains cas, nous avons également photocopié un grand nombre de documents qui contenaient bien souvent trop d’information pour être résumés en seulement quelques lignes. C’est le cas notamment des rapports syndicaux et des articles de journaux. La méthode de classement de ces derniers a été expliquée plus haut (section 1.2.1). Ces sources ne sont pas neutres. Elles ont été produites dans des contextes spécifiques et par des acteurs engagés dans les dossiers analysés. Nous avons donc dû tenir compte de ces paramètres dans notre interprétation des éléments contenus dans les sources, et nous avons, dans la mesure du possible, tenté de croiser au moins deux sources émanant de producteurs différents pour proposer une interprétation d’un fait. Deux types de méthodologie ont été écartés : l’analyse quantitative et l’enquête orale. Bien que nous ayons compilé les informations contenues dans les recensements canadiens et fait une analyse statistique des origines socio-professionnelles des conseillers municipaux de Matane, nous avons choisi de ne pas pousser plus loin l’analyse quantitative. L’enquête orale aurait pu nous permettre de plonger au cœur des préoccupations des membres de la communauté ouvrière matanaise, au moins pour les dernières années couvertes par notre étude, mais le temps nécessaire à cette entreprise dépassait de loin celui qui nous était imparti pour la réalisation du mémoire. Ce sont deux pistes qui resteraient à explorer dans les suites de la présente étude.

CHAPITRE II

LES ORIGINES D'UNE VILLE INDUSTRIELLE

Avant d'aborder la question des travailleurs et du mouvement ouvrier de Matane, jetons un coup d'œil sur les origines de l'occupation du territoire actuel de Matane et des structures économiques qui sont venues supporter cette occupation. Le présent chapitre est divisé en quatre sections chronologiques. Il commence au XVII^e siècle pour se conclure en 1943, au moment de la reconnaissance du mouvement syndical matanais. Contrairement à l'acceptation populaire qui associe Matane à la Gaspésie, nous considérons que le contexte bas-laurentien est beaucoup plus près de sa réalité économique, sociale et démographique durant la période à l'étude¹. Ce chapitre approfondit par ailleurs la question du travail forestier en examinant l'impact de l'arrivée de l'industrie forestière et du sciage tant au Bas-Saint-Laurent qu'à Matane. L'arrivée de l'industrie du bois scié dans une localité annonce bien souvent celle de l'industrie forestière. Étant donné que les ouvriers matanais que nous étudions partagent le plus souvent leur temps entre ces deux industries durant l'année, cette question était incontournable. Finalement, au début du XX^e siècle, l'industrie des pâtes et papiers fait son apparition dans plusieurs régions du Québec, mais elle demeure très marginale au Bas-Saint-Laurent. Nous tentons de comprendre en quoi cette situation a influencé la région matanaise dans son développement économique

¹ Bien que la MRC de Matane soit comprise dans la région administrative du Bas-Saint-Laurent depuis la division de la région Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Île-de-la-Madeleine en 1987, sa situation géographique, située entre la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, continue d'entraîner certaines confusions sur le plan du sentiment d'appartenance des Matanais et sur l'image de la ville pour les gens de l'extérieur. D'autant plus que d'un point de vue touristique, la MRC se retrouve dans la Gaspésie. Aujourd'hui, pour de nombreuses personnes de la région et de l'extérieur, Matane est encore identifiée à la Gaspésie.

et en quoi cette persistance d'une structure industrielle associée au XIX^e siècle a pu avoir un impact sur les travailleurs.

2.1 La présence humaine dans la région matanaise

Sous le régime colonial français et pendant les cinquante premières années du régime britannique, le Bas-Saint-Laurent demeure un territoire très faiblement peuplé. Pour les autorités coloniales, le territoire agricole se termine au Kamouraska, sur la rive sud du Saint-Laurent. Au-delà de cette limite, le sol est considéré impropre à l'agriculture et les efforts de peuplement sont limités². Cependant, bien avant l'arrivée des Européens en Amérique du Nord, les Amérindiens, plus particulièrement les Micmacs, parcourent la région bas-laurentienne, dont le territoire irrigué par la rivière Matane. En effet, cette dernière s'intègre au grand réseau d'échange des Amérindiens, qui relie le fleuve Saint-Laurent à la Baie des Chaleurs. Il suffit de remonter la rivière Matane, calme sur de nombreux kilomètres, d'effectuer un portage par la « Passe de Matane » jusqu'au lac Matapédia et de descendre ensuite la rivière du même nom et, finalement, la rivière Restigouche. C'est grâce à ce passage que les communautés de Tadoussac et de Percé commerçaient³. Autrement, du début du XVIII^e siècle jusqu'à 1781, la seigneurie de Matane, créée en 1677, est délaissée et ne connaît aucun développement particulier malgré quelques tentatives infructueuses d'exploiter le poisson et les fourrures. En effet, à cause des contextes économiques et politiques qui prévalent dans la colonie à cette époque, toutes les tentatives sont vouées à l'échec⁴. Le site de Matane ne connaît aucun développement sous le Régime français et demeure marginal, comme toutes les autres seigneuries du Bas-Saint-Laurent à cette époque.

² Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Collection « Les régions du Québec », 1993, p. 101.

³ Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*, Matane, Publication de la Société d'histoire et de généalogie de Matane, 1982, p. 22.

⁴ *Ibid.*, p. 61.

La Conquête ne vient pas modifier la situation. En effet, le Bas-Saint-Laurent est encore largement inhabité et ignoré des gouvernements de l'époque. En 1790, la population bas-laurentienne se chiffre approximativement à 1250 personnes d'origines européennes et canadiennes réparties entre Rivière-du-Loup (364 personnes), L'Isle-Verte (355), Trois-Pistoles (196) et Rimouski (333)⁵. L'éloignement, le manque de moyens de communication et la concurrence de la pêche comme moyen de subsistance retardent en effet l'établissement de colons. Au début du XIX^e siècle, les vieilles seigneuries près de Québec manquent cependant de terres libres et le surplus de population déborde vers l'Est. De 1790 à 1831, la population de la région explose pour atteindre 10 089 personnes selon les estimations des recensements⁶. On rappelle qu'ils sont cependant, pour la plupart, approximatifs. Avec cette immigration interrégionale et un important accroissement naturel de la population, les anciennes têtes de pont s'élargissent, commencent à s'étendre vers l'intérieur des terres, donnant naissance à de nouvelles localités⁷.

À l'époque, la forêt ne fait toujours pas partie des ressources prioritaires exploitées dans la région. Malgré la présence de petits moulins, à Rimouski et à L'Isle-Verte notamment, il faut attendre 1781 pour voire apparaître la première tentative d'exploitation commerciale de la ressource ligneuse dans le secteur de Rivière-du-Loup et du Madawaska⁸. Cette industrie ne prendra toutefois véritablement son essor au Bas-Saint-Laurent qu'à partir du milieu des années 1820, alors que de nombreuses scieries sont créées pour fournir le marché local. En 1831, on dénombre 24 moulins à scie au Bas-Saint-Laurent, principalement à Rivière-du-Loup, Rimouski et Grand-Métis⁹.

⁵ Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 118.

⁶ *Ibid.*, p. 137.

⁷ *Ibid.*, p. 138-139.

⁸ *Ibid.*, p. 125.

⁹ *Ibid.*, p. 158-159.

La colonisation de la seigneurie de Matane débute véritablement quant à elle en 1781 quand le seigneur Donald McKinnon s'y établit. Dans les années qui précèdent, cet ancien soldat écossais arrivé en Amérique pendant la Conquête s'est efforcé d'acquérir chaque parcelle de terre de l'ancienne seigneurie grâce à ses activités de négoce¹⁰. De 1781 à 1792, McKinnon ne lésine pas sur les moyens pour développer sa seigneurie, mais il en ressort complètement ruiné. Pour favoriser l'établissement de colons, il crée une compagnie avec un associé qui fournit des marchandises destinées à la colonisation. Malheureusement, une dispute entre associés et les difficultés qu'il éprouve pour se faire rembourser lesdites marchandises cédées à crédit aux colons le mènent à la ruine¹¹. Aucun héritier présumé ne réclame l'héritage au décès de Donald McKinnon en 1792, ce qui témoigne de l'état déplorable de ses finances à la fin de sa vie. Finalement, la seigneurie de Matane est vendue à l'encan en 1793. C'est Simon Fraser, un marchand de Québec et un débiteur de McKinnon, qui s'en porte acquéreur¹².

Même si McKinnon a investi toute sa fortune et une grande part de son énergie dans son entreprise de colonisation, il est très difficile d'évaluer le nombre d'habitants qui l'ont suivi et qui y sont demeurés. Léon Boudreault indique que pendant la visite de M^{gr} Plessis en 1812, « la peuplade fut bientôt assemblée, la population se bornant à dix ou douze familles¹³. » Il faut cependant ajouter à ce nombre quelques familles d'origine anglaise ou écossaise affiliées aux églises anglicane et presbytérienne. Quoi qu'il en soit, ceci démontre le peu d'enthousiasme des colons pour ce secteur oriental du Bas-Saint-Laurent. Très éloigné et accessible uniquement par la voie maritime, le secteur de la rivière Matane attire d'autant moins les colons du fait qu'il n'est pas très propice à l'agriculture. En 1825, année du premier véritable recensement effectué à Matane, la population s'élève à 207 personnes réparties dans

¹⁰ Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*, p. 66-67.

¹¹ *Ibid.*, p. 84-87.

¹² *Ibid.*, p. 99.

¹³ Cahier no 7 des Visites, Archevêché de Québec, 29 et 30, mai 1812; cité dans Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*, p. 191.

29 maisons. Population très jeune, les 45 ans et moins représentent 87%, elle est également très diversifiée sur le plan ethnique. Sur les 29 chefs de famille recensés, 12 noms ne sont pas de consonance française. Encore pendant la visite de M^{gr} Plessis, l'abbé Ferland note : « Croirait-on que dans une population aussi peu nombreuse que celle de Matane, il se trouve des Canadiens, des Écossais, des Allemands, des Acadiens, des Irlandais, des Anglo-américains, des Micmacs? C'est néanmoins la pure vérité. Aussi rien n'est-il plus ordinaire que d'y entendre la même personne parler trois ou quatre langues¹⁴. »

Six ans plus tard, un deuxième recensement général est effectué et permet de voir que la population de Matane a crû que de 51 personnes, pour s'établir à 258 habitants. Le recensement indique la présence de 35 cultivateurs, deux pilotes, un charpentier, un meunier et le seigneur de l'époque, Dougald Fraser. Aucun des habitants ne se dit pêcheur, mais il est rapporté que la pêche est une activité d'appoint fréquente. Des 40 chefs de famille recensés, 18 portent des noms à consonance française. Le recensement de 1842 montre quant à lui une forte croissance de la population par rapport au précédent. En effet, elle monte à 452 habitants, soit une hausse de 78 %. La très grande majorité de la population vit toujours de l'agriculture; 62 chefs de famille sur 68 se disent agriculteurs. Le recensement indique toutefois une diminution de la diversité ethnique, une très forte majorité de personnes se réclamant désormais d'origine française¹⁵.

2.2 Un changement de vocation, 1842 à 1896

2.2.1 Une région qui s'éveille

Au Québec, la seconde moitié du XIX^e se caractérise par une expansion soutenue du territoire agricole en dehors de l'ancien espace seigneurial. Les anciennes terres sont

¹⁴ Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*, p. 194.

¹⁵ *Ibid.*, p. 194-198.

appauvries par des générations de culture du blé, et la surpopulation a morcelé ce territoire en de petites parcelles qui ne permettent pas toujours aux familles de vivre convenablement. Le Bas-Saint-Laurent, comme d'autres régions, semble tout indiqué pour recevoir les surplus de population de la vallée du Saint-Laurent. La colonisation dans la région s'étend de proche en proche comme une tache d'huile vers les zones inoccupées du territoire et elle comble le vide se trouvant entre la rivière Métis et Cap-Chat pour ensuite s'enfoncer dans les vallées appalachiennes du Témiscouata et de la Matapédia¹⁶. De 1831 à 1881, la population de la région passe de 10 089 à 59 275 personnes et pousse de plus en plus vers l'Est en suivant le prolongement de la route. Il se crée pendant cette période de nombreux noyaux villageois tout le long du littoral et ensuite de plus en plus vers l'intérieur des terres¹⁷. Sur le plan agricole, pour les seules années allant de 1850 à 1871, on observe une croissance de 62% du nombre d'occupants de la terre dans l'Est-du-Québec et une augmentation des superficies occupées de 113%, soit le double que dans le reste de la province¹⁸. Les agriculteurs sortent alors du cadre de la subsistance et commencent à exporter leurs surplus, tout en conservant le lien qui les unit aux activités forestières, encore considérées comme une activité d'appoint¹⁹.

Des années 1830 jusqu'à 1845, l'industrie forestière, particulièrement la production de madriers, connaît une croissance fulgurante dans la région. Après quelques années de crise à la fin des années 1840, la croissance reprend pendant les années 1850 et se poursuit jusqu'aux années 1870. En 1851-1852, on dénombre 67 scieries, la plupart d'entre-elles sont de petites entreprises familiales qui n'opèrent que pendant quelques semaines et visent avant tout à approvisionner le marché local. Leur nombre croît tout de même pendant tout le siècle; elles sont 123 en 1891. À l'échelle québécoise cependant, le Bas-Saint-Laurent demeure marginal, et le

¹⁶ Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 272-273.

¹⁷ *Ibid.*, p. 180-185.

¹⁸ Richard Dubé, Claude Aubut, Lucie Brien, Marie Côté, Louise Roy et Gilbert Turbide, «L'exploitation agricole», *Revue d'Histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 6, n° 16, 1979, p. 11.

¹⁹ *Ibid.*, p. 12.

volume total de bois demeure bien inférieur à la production de régions comme l'Outaouais, la Mauricie et le Saguenay. Il faut attendre véritablement le début du XX^e siècle pour que l'on exploite massivement la forêt appalachienne des vallées du Témiscouata et de la Matapédia grâce, notamment, à l'arrivée du chemin de fer²⁰. En fait, « si l'on excepte la fin des années 1820 ou le début des années 1850, l'industrie forestière ne peut guère être considérée comme le moteur de développement du Bas-Saint-Laurent; elle ne joue pas ce rôle essentiel au peuplement et à la colonisation agricole que l'on peut lui attribuer au Saguenay-Lac-Saint-Jean.²¹ »

Finalement, le dernier tiers du XIX^e siècle est caractérisé par le plafonnement de la production agricole dans la région. La totalité des terres les plus fertiles du littoral est maintenant occupée et le morcellement s'enclenche. La région connaît alors une crise profonde et voit sa population stagner²². Ces problèmes coïncident également avec la fin de la construction du tronçon principal de chemin de fer qui parcourt presque la totalité du Bas-Saint-Laurent, de Rivière-du-Loup au village de Matapédia. De 1868 à 1876, sa construction emploie des milliers de travailleurs et retarde les impacts sur la région de la crise économique qui secoue le Québec à partir de 1873. À la fin des travaux, ces milliers de travailleurs se retrouvent sans emploi et profitent du chemin de fer nouvellement mis en service pour émigrer vers les villes du Canada et des États-Unis²³.

Ce phénomène n'est cependant pas unique à la seule région et frappe tout le Québec à la même époque. En fait, la fin du siècle se caractérise par une émigration massive vers les usines de la Nouvelle-Angleterre²⁴. Les techniques agricoles désuètes et extensives qui font de l'agriculture du Bas-Saint-Laurent l'une des régions les moins productives du Québec peuvent être mises en cause pour expliquer cette situation.

²⁰ Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 281-285.

²¹ *Ibid.*, p. 286.

²² *Ibid.*, p. 280.

²³ *Ibid.*, p. 300-302.

²⁴ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 77.

Après plusieurs années de croissance grâce à l'expansion territoriale de la zone agricole, l'agriculture régionale n'arrive plus à faire vivre sa population. Le littoral est encombré et les plateaux sont peu accueillants pour l'activité agricole²⁵. De plus, l'industrialisation, à l'exception de l'industrie forestière dans certains secteurs, semble bouder le Bas-Saint-Laurent²⁶.

2.3.2 Une vocation ratée et une nouvelle en devenir

Le seigneur McKinnon voulait faire de Matane une zone agricole prospère qui pourrait bénéficier de sa position géographique pour exploiter les richesses naturelles du site comme la fourrure et le poisson, tout en s'imposant comme une zone de transit pour le commerce maritime. Cependant, l'abondance et la qualité des terres plus à l'ouest, l'éloignement de la région du cœur du Bas-Canada et l'absence d'une route terrestre sont venues hypothéquer les chances de Matane de se développer au même rythme que les autres localités de la région.

On comprend mieux le manque d'attrait de Matane en observant le lieu où les premiers colons s'installent, c'est-à-dire le long de la rivière. Contrairement à d'autres seigneuries du Bas-Saint-Laurent, le secteur de la rivière Matane est moins propice à l'agriculture. En effet, la rivière forme un petit delta étroit qui s'avance dans le fleuve et qui est limité par des plateaux des deux côtés. Les quelques parcelles de terre cultivable se situent le long de la rivière, ce qui force le seigneur à faire des concessions parallèles au fleuve et non perpendiculaires comme dans les autres seigneuries. Cette caractéristique limite l'accès au fleuve pour les colons qui voudraient effectuer de la pêche côtière et du cabotage de marchandises. Le nombre

²⁵ Richard Dubé, Claude Aubut, Lucie Brien, Marie Côté, Louise Roy et Gilbert Turbide, « L'Est du Québec au 19^e siècle », *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 6, n^o 16, janvier-avril 1979, p. 14.

²⁶ Benoît Beaucauge, Serge Côté, Paul Larocque, Marie-France Paradis, Jean Saintonge et Oleg Stanek, *Les structures productives d'une région périphérique, l'est du Québec (1896-1980)*, Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, Université du Québec à Rimouski, 1984, p. 319.

limité de terres cultivables dans cette partie de la seigneurie – désignée sous le nom de Grand-Matane –, la largeur de la rivière et son trop faible débit pour y construire un moulin à farine ralentissent également les efforts de peuplement. De plus, la pêche côtière y est difficile à cause du courant de la rivière. Ce qui ne laisse que deux activités autres que l'agriculture : la pêche au saumon dans la rivière et le travail de pilote, avant que celui-ci ne soit réglementé²⁷. La seigneurie de Matane possède cependant des terres agricoles de qualité dans sa partie est, connue sous le nom de Petit-Matane. Le défrichement de cette section commence donc vers 1800, et c'est justement sur ce lieu que la croissance de la population se fait sentir jusqu'au début des années 1850. En 1837, il y a 340 habitants à Petit-Matane pour seulement 70 du côté du Grand-Matane²⁸. En 1849, l'écart s'est encore accru avec une population de 660 pour le Petit-Matane et de 122 pour le Grand-Matane²⁹.

Vers 1840, malgré la présence du domaine seigneurial et d'une chapelle, le secteur du Grand-Matane fait donc bien piètre figure par rapport à celui beaucoup plus peuplé du Petit-Matane. Cependant, en 1843, l'industrie forestière vient changer la donne dans la seigneurie. Un dénommé François Buteau construit près de la rivière Matane une première scierie pour profiter des avantages naturels de la rivière pour ce genre d'exploitation. Nous avons vu précédemment que la rivière Matane est facilement navigable dans la remontée, possède très peu de rapides et a un faible courant. Ses caractéristiques permettent ainsi d'exploiter, sur de nombreux kilomètres, toute la ressource forestière de son bassin versant³⁰. En très peu de temps, la localité voit arriver de nombreux habitants venus s'installer dans de petites maisons près du moulin. Cette nouvelle activité économique vient modifier profondément le cadre de vie des habitants et fournit enfin aux agriculteurs un

²⁷ Jacques Deschênes, *Les mouvements d'expédition du bois par la compagnie Price à Matane en 1871*, Travail de recherche, Géographie historique 1, Université Laval, 1988, p. 11.

²⁸ Antoine Gagnon, *Histoire de Matane 1677-1977*, Rimouski, Publication de la Société d'histoire et de généalogie de Matane, Impression des associés, 1984, p. 111.

²⁹ *Ibid.*, p. 541.

³⁰ Jacques Deschênes, *Les mouvements d'expédition du bois par la compagnie Price à Matane en 1871*, p. 12.

débouché pour leur surplus de production. Le recensement de 1851 indique la présence d'une nouvelle population de 81 journaliers qui commence alors à se concentrer autour du Grand-Matane³¹.

Force est de constater que les années qui séparent le recensement de 1842 de celui de 1851 ont été déterminantes dans l'histoire de la seigneurie de Matane. En effet, pendant cette période, la population totale de la seigneurie passe de 452 à 1084 personnes. Pour Léon Boudreault, quatre facteurs expliquent cette augmentation : 1. Un taux d'accroissement naturel très élevé; 2. Une poussée colonisatrice généralisée vers l'est de la province; 3. La perspective de voir Matane reliée par une route (elle atteint la localité en 1850); et 4. L'implantation de l'industrie du bois. Ce dernier facteur est d'autant plus important pour la municipalité de Saint-Jérôme-de-Matane, fondée en 1845 et qui rassemble les secteurs de Grand Matane et Petit-Matane, puisqu'il en fait un centre semi-rural de service et de commerce³². L'historienne Beatrice Craig, dans son étude sur le Madawaska (Nouveau-Brunswick), explique, en référence à l'installation de scieries dans les régions rurales que les « large sawmills gave rise to settlements that housed millers, labourers, blacksmiths, and carpenters. Those settlements then attracted the shoemaker, the store, the public house, and finally the gristmill. »³³ En plus de permettre la diversification économique d'une localité, les usines de sciage permettent de briser l'isolement des communautés en les rattachant aux réseaux commerciaux. Elles encouragent également la création de chantiers de coupe de bois qui emploient pendant l'hiver les agriculteurs et achètent à l'occasion du bois des fermiers et de bûcherons indépendants³⁴.

³¹ Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*, p. 200.

³² *Ibid.*

³³ Beatrice Craig, *Backwoods Consumers and Homespun Capitalists. The Rise of a Market Culture in Eastern Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 97.

³⁴ *Ibid.*, p. 98.

Dans son sillage, l'industrie du bois apporte au village de Saint-Jérôme-de-Matane des occasions d'emplois nouveaux dans certains secteurs de service comme le commerce, l'artisanat ou le transport maritime. En 1851, en plus des 81 journaliers, la seigneurie compte 16 serviteurs ou servantes, trois navigateurs, trois menuisiers, trois rentiers, deux marchands, deux commis, deux ouvriers, deux forgerons, deux meuniers et deux instituteurs. Il n'est pas spécifié dans quel secteur de la seigneurie ces personnes sont réparties³⁵.

La scierie Buteau est achetée en 1857 par la compagnie Price Brothers³⁶. L'arrivée de cette compagnie dans la municipalité vient ainsi soutenir et assurer une certaine stabilité économique. Bien que petit en terme de volume de bois coupé, le moulin semble bien rentable pour la compagnie et elle n'hésite pas à le reconstruire après l'incendie qui le ravage en 1879. Plus moderne et maintenant équipé d'une dynamo, introduisant pour la première fois l'électricité dans le village³⁷, il offre quelques dizaines d'emplois à la population du village tant dans le moulin, dans la forêt que pour le chargement des navires. Cette spécialisation du village offre quant à elle un nouveau débouché naturel à la production agricole de la zone rurale des alentours³⁸.

Il est difficile de chiffrer la croissance démographique et économique du village de 1851 à 1891 puisque le cadre géographique des recensements s'élargit pendant ces années pour en venir à englober un plus grand territoire qui comprend de nouveaux centres de colonisation. Malgré tout, on sait que de 1851 à 1861, la population de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane passe de 1084 personnes à 1761 personnes³⁹. Lors de la décennie suivante, la croissance est plus modérée, la population passant à

³⁵ Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*, p. 201.

³⁶ Andrée-Anne Côté, Perry Fournier, André Lavoie et Claude Otis, *Matane en histoire et en image*, Matane, Ville de Matane, 2012, p. 30.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Jacques Deschênes, *Les mouvements d'expédition du bois par la compagnie Price à Matane en 1871*, p. 40-41.

³⁹ Québec, Bureau of agriculture and statistics, census department, *Census of the Canada. 1860-61. Personal census vol. 1*, Québec, ministère de l'Agriculture des Provinces-Unies du Haut et du Bas Canada 1863, p. 32-33.

1858 habitants⁴⁰. Il semblerait que de très mauvaises récoltes en 1864 et 1865 expliquent en partie le ralentissement. Plusieurs familles durent alors se résoudre à partir afin d'éviter de mourir de faim⁴¹. De 1871 à 1881, le total de la population effectue un nouveau bond pour atteindre alors 2611 habitants⁴². Puisqu'il n'y a pas de distinction entre le village et le territoire rural de la paroisse, il est difficile de déterminer précisément lequel des deux secteurs profite le plus de la croissance démographique durant cette période. Cependant, considérant la crise économique qui frappe le Québec à cette époque et les difficultés de l'industrie du sciage, il est possible d'avancer que le territoire agricole absorbe une bonne part de cette augmentation. Finalement, la population chute pour atteindre 2025 habitants en 1891⁴³. Les difficultés agricoles accusées par les autres territoires du Bas-Saint-Laurent à la même époque peuvent expliquer cette chute radicale de la population. D'autant plus que l'unique industrie de Matane, l'industrie forestière, ne semble pas employer suffisamment de personnes pour compenser ces pertes de revenus et permettre à la population de rester sur place.

2.3.3 Le travail forestier au XIX^e siècle

Si les témoignages de bûcherons demeurent rares pour les premières années de l'exploitation forestière au Québec, les études qui portent sur les années subséquentes sont nombreuses. Comme nous savons qu'avant 1950, les techniques, l'organisation et l'outillage des bûcherons n'évoluent guère, les études qui existent

⁴⁰ Ottawa, ministère de l'Agriculture, *Recensement du Canada 1870-71*, vol. 1, Ottawa, ministère de l'Agriculture, 1873, p. 64-65.

⁴¹ Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*, p. 209-211.

⁴² Ottawa, ministère de l'Agriculture, *Recensement du Canada. 1880-81*, vol. 1, Ottawa, ministère de l'Agriculture, 1882, p. 26-27.

⁴³ Ottawa, ministère de l'Agriculture et de la Statistique, *Recensement du Canada 1890-91*, vol. 1, Ottawa, ministère de l'Agriculture et de la Statistique, 1893, p. 104-105.

sur le métier d'avant cette date peuvent donc être mises à contribution pour mieux comprendre l'expérience des travailleurs matanais⁴⁴.

Dans les premières années de l'exploitation forestière canadienne, les compagnies s'occupent elles-mêmes de la coupe. Cependant, elles se rendent bien vite compte qu'il est plus profitable de sous-traiter cette partie du travail à un entrepreneur, un *jobber* dans le jargon, qui se charge d'engager les travailleurs, d'organiser le chantier et de faire couper une certaine quantité de bois sur une concession de la compagnie. Les plus grands entrepreneurs répartissent souvent le travail par la suite entre plusieurs sous-traitants qui gèrent leurs propres chantiers et font l'embauche de leurs travailleurs. De cette manière, les *jobbers* traitent souvent avec une dizaine de petits *jobbers*. Il existe à l'époque deux sortes de chantiers. Les premiers sont directement administrés par les *jobbers* et comptent généralement entre 50 et 100 travailleurs, parfois plus. Gérard Bouchard rapporte qu'on y trouve « des sujets peu recommandables, les critères d'embauche étant assez lâches; dans l'ensemble, les mœurs et les relations sociales y étaient plutôt rudes⁴⁵ ». Les petits *jobbers* administrent l'autre forme de camps qui compte en moyenne cinq ou six travailleurs, rarement plus de 20 hommes. Contrairement aux plus grands chantiers, le climat dans ces petits chantiers est plus calme. En effet, les sous-traitants engagent souvent des membres de leur famille ou de leur voisinage⁴⁶.

Chaque automne, les bûcherons partent pour les chantiers, souvent par leurs propres moyens. Pour diminuer au maximum les coûts de production, les compagnies choisissent spécifiquement l'emplacement des camps pour être près du lieu de coupe

⁴⁴ Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique : population, économie, famille au Saguenay : 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, 635 p.; René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie : la formation d'une région*, Québec, Septentrion, 2011 (2^e édition 1984), 337 p.; Louise Proulx, *Les chantiers forestiers de la Rimouski 1930-1940. Techniques traditionnelles et culture matérielle*, Les cahiers du GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 1985, 105 p.; Ian Radforth, *Bushworkers and Bosses : Logging in Northern Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, 336 p.

⁴⁵ Gérard Bouchard, *Quelques Arpents d'Amérique*, p. 110.

⁴⁶ *Ibid.*

et d'une rivière pour le transport jusqu'au lieu de sciage ou d'embarquement. Pour la même raison, elles opèrent l'automne et l'hiver pour transporter le bois sur la neige grâce à des traîneaux tirés par des chevaux. Cette période d'exploitation coïncide également avec la fin du travail agricole et l'explosion du nombre de chômeurs. Finalement, la fonte des neiges au printemps transforme les plus petites rivières en torrents capables de transporter de grandes quantités de billots sur des kilomètres. La coupe forestière requiert une main-d'œuvre qualifiée très nombreuse. Mais contrairement aux métiers artisanaux, les apprentis doivent se former directement sur les chantiers par la pratique et en côtoyant le danger jour après jour⁴⁷.

La surabondance de main-d'œuvre à l'automne et l'exigence d'avoir les coûts de production les plus faibles poussent vers le bas la rémunération des travailleurs. Pendant tout le XIX^e siècle, le bûcheron est payé à la journée :

Faute d'emploi ailleurs, il devait accepter de s'isoler en forêt à des conditions de travail et de rémunération inférieures à celles de l'industrie manufacturière, sauf exception pour certaines brèves et exceptionnelles périodes de grande rareté de main-d'œuvre. N'étant pas protégé par une association, son salaire fluctuait d'une année à l'autre suivant le marché de la main-d'œuvre, les variations conjoncturelles de l'économie et parfois au gré des entrepreneurs.⁴⁸

En plus d'être faiblement rémunéré, le travail forestier est difficile, exténuant et très dangereux. Les journées se prolongent du lever au coucher du soleil, parfois plus selon le bon vouloir du contremaître, et souvent dans un froid extrême. Pendant de nombreux mois, les bûcherons sont logés dans de simples cabanes en bois rond isolées avec de la mousse, des herbes et de la glaise. Jusque vers les années 1880, les seuls bâtiments du camp sont la « cambuse », l'entrepôt et l'écurie. Un foyer central sert à chauffer l'habitation et à préparer la nourriture. En plus de dormir sur des lits inconfortables, la promiscuité des travailleurs et le manque d'hygiène rendent les conditions de logement difficiles. Également, en cas de blessure ou de maladie,

⁴⁷ Ian Radforth, *Bushworkers and Bosses*, p. 26.

⁴⁸ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 213.

aucun soin de santé n'est prodigué, et le travailleur est laissé à lui-même ou renvoyé chez lui à ses frais.⁴⁹ Comme l'écrivait le père Guinard, « la misère des bûcherons était grande [...] aucune loi ne les protégeait et [...] personne ne se préoccupait d'eux⁵⁰ ».

Gérard Bouchard, René Hardy et Normand Séguin se sont penchés sur la question de la relation entre le travail forestier et l'agriculture. Dans les premières années de la colonisation du Saguenay et de la Mauricie, de nombreux colons passent leurs hivers dans les chantiers pour soutenir économiquement leur famille et obtenir l'argent nécessaire au développement de leur terre. Cette situation s'observe dans de nombreuses régions du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de la Nouvelle-Angleterre et en Scandinavie, particulièrement dans les régions marginales où les sols sont moins propices à l'agriculture. Souvent, un tel scénario se prolonge bien après l'établissement du colon et il se mue, en quelque sorte, en un état permanent de dépendance envers le travail forestier. Cette situation s'impose de nouveau au moment de la saturation des terres d'une région alors que l'on constate un exode du surplus de population vers de nouvelles terres de colonisation, les villes ou vers les chantiers forestiers⁵¹. Cette situation s'applique très bien à la région du Bas-Saint-Laurent entre les décennies 1860 et 1890. À Matane, les travailleurs agricoles forment alors la majorité de la main-d'œuvre des chantiers forestiers. Les ouvriers de la scierie se joignent alors à eux pour combler le manque à gagner provoqué par l'arrêt des opérations de la saison morte⁵².

⁴⁹*Ibid.*, p. 189, 202-203 et 208.

⁵⁰ Serge Bouchard, dir., *Mémoire d'un simple missionnaire : le père Joseph-Étienne Guinard, O.M.I., 1864-1965*, Québec, ministère des Affaires culturelles, p. 96; cité dans René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 200.

⁵¹ Gérard Bouchard, *Quelques Arpents d'Amérique*, p. 104-106; René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 235 à 237.

⁵² Québec (Province), Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1937, p. 37.

2.4 LA NAISSANCE D'UNE VILLE INDUSTRIELLE : 1896-1939

2.4.1 L'urbanisation et l'industrialisation de Matane

Après plus d'une décennie de misère et d'exode forcé, les années 1890 marquent pour le Bas-Saint-Laurent le retour vers la croissance démographique et économique qu'elle avait connue dans les belles années du XIX^e siècle. Pendant plus de 50 ans, l'urbanisation et l'industrialisation transforment le paysage des localités du littoral alors que les hauts plateaux de la région se peuplent rapidement. De 1891 à 1941, la population de la région passe de 59 128 à 157 322. C'est l'ouverture des hautes terres et l'urbanisation des noyaux villageois du littoral qui contribuent le plus à cette croissance rapide de la population⁵³. Il faut dire que le territoire agricole du littoral est saturé et qu'une partie de sa population doit se déplacer vers les nouvelles zones de colonisation des hautes terres. La reprise du secteur forestier est manifeste, et la demande en provenance des États-Unis est soutenue. L'industrie du sciage renaît dans de nombreuses localités et atteint des sommets que la région n'a jamais connus auparavant⁵⁴.

Le village de Saint-Jérôme-de-Matane n'est pas en reste dans ce vaste mouvement d'industrialisation et d'urbanisation du Bas-Saint-Laurent. Avec la reprise qui s'annonce, la compagnie Price remplace l'ancien système des « contracteurs » selon lequel fonctionne l'usine depuis son achat dans les années 1860 et prend le contrôle direct des installations en 1893 en nommant un gérant. Les anciennes installations s'avèrent rapidement trop exiguës pour soutenir la production exigée désormais par la compagnie. La compagnie Price Brothers construit alors une usine moderne aux capacités de production beaucoup plus importantes. Les anciennes installations sont quant à elles converties en usine à scier des bardeaux de cèdre. Avec l'inauguration de la nouvelle usine en 1897, les habitants du village et

⁵³ Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 355.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 361-362.

des alentours bénéficient enfin d'un employeur industriel d'envergure capable de soutenir le développement urbain⁵⁵.

En 1891, la population du village de Saint-Jérôme-de-Matane n'atteint toujours pas les 1000 personnes et elle est toujours quelque peu inférieure à celle du secteur plus agricole de Petit-Matane (annexe figure 1.2). Ces deux parties combinées comptent cette année-là une population de 2025 personnes. Lors du recensement de 1901, le village passe enfin la barre des mille habitants. La population du village se chiffre alors à 1176 personnes concentrées sur une superficie de 1.165 km². À titre de comparaison, l'ancien territoire combiné compte 2704 habitants répartis sur près de 100 km²⁵⁶. Dix ans plus tard, le village atteint une population de 2056 personnes pendant que le territoire rural autour de ce dernier est en stagnation à 1551 habitants⁵⁷. De 1911 à 1931, le village connaît une croissance fulgurante et atteint une population totale de 4757 habitants⁵⁸. La croissance durant ces décennies est soutenue par l'arrivée d'un nouvel employeur majeur du domaine forestier. En 1922, la compagnie Hammermill Papers commence l'exploitation dans le comté de Matane de territoires forestiers qu'elle a acquis quelques années plutôt. Bien qu'elle n'effectue pas de transformation sur place, elle emploie un grand nombre d'hommes dans la forêt et dans le chargement du bois de pulpe sur ses navires – bois qui est expédié vers ses usines de papier de la Pennsylvanie⁵⁹. Finalement, la sévérité de la crise économique de la décennie 1930 fait diminuer la population de la nouvelle

⁵⁵ *Ibid.*, p. 405.

⁵⁶ Ottawa, ministère de l'Agriculture, *Recensement du Canada 1901*, vol. 1, Ottawa, ministère de l'Agriculture, 1902, p. 122-123.

⁵⁷ Ottawa, ministère du Commerce, *Cinquième Recensement du Canada 1911*, vol. 1, Ottawa, ministère du Commerce, 1912, p. 114-115.

⁵⁸ Ottawa, Ministry of Trade and Commerce, Dominion Bureau of Statistics Canada, *Seventh Census of Canada 1931*, vol. 2, Ottawa, Ministry of Trade and Commerce, 1933, p. 50.

⁵⁹ Antoine Gagnon, *Histoire de Matane 1677-1977*, p. 358-359.

ville de Matane, incorporée en 1937, pour la première fois en près de 50 ans. Pour l'année 1941, la population se chiffre ainsi à 4633 habitants⁶⁰.

Avec une croissance démographique et économique aussi importante et rapide, il devient urgent de relier le village au réseau ferroviaire de la région. En 1906, des entrepreneurs font part au conseil municipal de leur intention de construire un tronçon de chemin de fer de Mont-Joli à Matane. Pendant quatre ans, le projet avance lentement, et le village doit à plusieurs reprises garantir des prêts aux entrepreneurs pour exécuter les travaux. Finalement, en décembre 1910, l'inauguration de cette nouvelle voie ferrée a lieu⁶¹. Malgré les coûts élevés du fret entre Matane et Mont-Joli, ce tronçon permet à de nouvelles compagnies de se développer et d'atteindre des marchés qui étaient jusqu'alors hors de leur portée⁶². Jusqu'au début des années 1930, une diversification économique s'amorce grâce à l'émergence de plusieurs compagnies locales comme une briqueterie, des usines d'eaux gazeuses et une manufacture de laine et de matelas. Au cours de ces années, on construit également un entrepôt frigorifique qui en plus d'entreposer, transforme et distribue les produits de la pêche réalisée sur 150 miles de côte. L'importance de ces compagnies reste toute relative, puisqu'il semble qu'elles employèrent peu de personnes et qu'elles ne furent que brièvement en opération. Le secteur économique clé de Matane demeure en effet celui du bois. En plus de la compagnie Price Brothers et de la Hammermill Papers, la scierie Gagnon et Frère emploie près de 100 personnes.

Du début des années 1910 à la fin des années 1920, le village de Saint-Jérôme-de-Matane doit gérer la croissance de sa population. En 1911, pour faire face aux obligations financières liées à la construction du chemin de fer, le conseil municipal

⁶⁰ Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Huitième Recensement du Canada 1941*, vol. 2, Ottawa, ministère du Commerce, 1944, p. 81.

⁶¹ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 5 février 1906, p. 71-74; 10 février 1908, p. 132; 21 octobre 1909, p. 178; 16 janvier 1911, p. 226.

⁶² Antoine Gagnon, *Histoire de Matane 1677-1977*, p. 457.

impose une nouvelle taxe aux locataires, taxe dont le montant est fixé en fonction du coût de leur loyer. Cette taxe témoigne de l'intention du conseil de diversifier les revenus du village en tenant compte de la croissance du nombre de locataires. Une nouvelle taxe sur le commerce et la vente est également instaurée en 1917, toujours pour accroître les revenus. Elle témoigne cette fois-ci de l'implantation d'un plus grand nombre de commerces dans la localité⁶³. Cette nouvelle taxe est rendue nécessaire puisque le village doit investir de grandes sommes dans la construction de nouvelles infrastructures comme les égouts et l'aqueduc pour répondre aux besoins d'une population de plus en plus urbanisée⁶⁴. De nouvelles rues, toujours en terre battue, sont ouvertes dans le village durant ces années, et en 1922, la Compagnie du Pouvoir du Bas-Saint-Laurent électrifie le village⁶⁵.

La fin des années 1920 marque, comme partout au Québec, la fin d'un cycle de forte croissance économique, bien que la population générale n'en ait pas vraiment profité. La population urbaine de Saint-Jérôme-de-Matane souffre alors de la pauvreté, voire de la misère. Pendant ces années, seul un haut taux de natalité permet à la municipalité d'éviter l'hécatombe d'un point de vue démographique puisque l'émigration vers l'extérieur du comté et vers les nouveaux sites de colonisation attire un grand nombre de journaliers réduits au chômage⁶⁶. En effet, dès 1930, la compagnie Price Brothers diminue la production de ses chantiers forestiers de 50%, ce qui raccourcit d'autant la saison de sciage à l'usine. En 1932, la compagnie est au bord de la faillite et met fin, pour une période indéterminée, à ses opérations dans la région. Le chômage explose alors dans le village après la mise à pied de 300 travailleurs. Les demandes de secours directs auprès du conseil municipal atteignent

⁶³ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 3 avril 1911, p. 240 et 241; 19 mars 1917, p. 414-418.

⁶⁴ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 25 mars 1918, p. 462-464.

⁶⁵ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 29 juillet 1922, p. 205-206.

⁶⁶ Québec (Province), ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*, p. 11-12.

un sommet en 1933, alors que 968 personnes en dépendent pour survivre. En même temps, la municipalité organise des travaux publics pour offrir un peu de travail aux chômeurs⁶⁷. La situation économique finit par se rétablir, peu à peu, à la suite de la restructuration de la Price Brothers et de la légère reprise économique qui s'en suit. Comme partout ailleurs, le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en 1939 vient mettre fin à cette crise et relancer le travail industriel.

2.4.2 Les scieries et les papetières

Le Bas-Saint-Laurent se spécialise à partir du XX^e siècle dans la production du bois scié, et l'une des plus grandes compagnies forestières du Québec, la Price Brothers, profite d'une conjoncture favorable au tournant du XIX^e pour accroître sa production dans la région. À ce moment, l'urbanisation accélérée de l'Angleterre, du Canada et surtout des États-Unis propulse la demande pour le bois d'œuvre vers des sommets. La forte demande pousse de nombreux entrepreneurs à ouvrir des moulins dans des régions encore faiblement exploitées et éloignées des grands centres comme le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie⁶⁸.

Après une telle croissance un peu chaotique, l'industrie du bois scié connaît une phase de déclin à la suite de la Grande Guerre. Au départ, ce sont les petites entreprises qui sont les plus affectées par la concurrence croissante des autres pays et régions du Canada. En même temps, elles peinent à combler leurs besoins en ressources premières; le bois étant accaparé par les plus gros joueurs de l'industrie et le secteur des pâtes et papiers en pleine émergence⁶⁹. Lorsque le géographe Raoul Blanchard visite l'Est-du-Québec à la fin des années 1920, un certain nombre de

⁶⁷ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 12 septembre 1930, p. 98-99; 24 novembre 1930, p. 118-119; 6 septembre 1932, p. 297-298; 3 avril 1933, p. 352.

⁶⁸ Benoît Beaucage, Serge Côté, Paul Larocque, Marie-France Paradis, Jean Saintonge et Oleg Stanek, *Les structures productives d'une région périphérique, l'est du Québec (1896-1980)*, p. 125.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 125-126.

scieries ont fermé leurs portes en Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent. Certaines usines, comme celle de Matane, sont demeurées ouvertes, mais les crises fréquentes dans l'industrie pendant les années 1920 les ont fragilisées. La crise des années 1930 vient porter finalement un dur coup à cette industrie déjà ébranlée, et elle a du mal à survivre pendant toute cette période⁷⁰.

Dans les mêmes années, l'industrie des pâtes et papiers connaît un sort totalement différent. Son essor commence vers 1900 et transforme l'économie de plusieurs régions. Cependant, l'Est-du-Québec ne bénéficie pas vraiment de cette révolution industrielle. Les compagnies forestières préfèrent en fait y puiser la ressource nécessaire et l'exporter en dehors de la région pour la transformer en papier ou en carton ailleurs dans la province ou même en dehors du pays. Il n'y a que cinq exceptions, des usines de petite taille et au parcours instable, situées à Chemin du Lac, Rivière-du-Loup, Rimouski, Rivière-Madeleine et Chandler⁷¹.

La faible présence d'industries modernes telle que celle des pâtes et papiers a des conséquences graves sur le développement économique de l'Est-du-Québec durant la première moitié du XX^e siècle. Les usines de pâtes et papiers apportent plus de capitaux dans les régions où elles s'installent que les petites scieries. En plus d'accroître la demande en produit forestier pour la coupe, elles sont également beaucoup moins exigeantes dans la qualité du bois. Par ailleurs, les grandes usines de pâtes et papiers emploient une plus grande quantité de main-d'œuvre avec des salaires nettement plus avantageux que ceux consentis aux travailleurs des scieries. Par exemple, les 720 scieries de l'Ontario « employed 8,828 people, while the province's 46 pulp and paper mills provided jobs for 9,874.⁷² » La production de masse de ces usines entraîne dans son sillage toute l'économie des régions où elles s'installent. La forte demande en main-d'œuvre, en ressources naturelles, en produits

⁷⁰ *Ibid.*, p. 126

⁷¹ *Ibid.*, p. 127.

⁷² Ian Radforth, *Bushworkers and Bosses*, p. 20.

chimiques et en électricité de cette industrie encourage le développement économique rapide de toute une région.

Les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Mauricie sont deux exemples parfaits au Québec pour illustrer ce phénomène. Au XIX^e siècle, le Saguenay-Lac-Saint-Jean est une région assez semblable au Bas-Saint-Laurent. Sa colonisation remonte à la décennie 1840 et son développement suit celui de l'industrie forestière. Située en zone beaucoup plus nordique, l'agriculture de la région est peu productive, archaïque et limitée par le peu de terres fertiles⁷³. Comme le Bas-Saint-Laurent, son réseau urbain est très faible, et il ne compte que deux pôles urbains, Chicoutimi et Jonquière, qui sont dépendants de l'industrie du sciage. C'est au tournant du siècle qu'arrive dans la région l'industrie des pâtes et papiers qui vient profiter de l'énorme potentiel forestier et hydro-électrique de la rivière Saguenay. Jusque vers la fin des années 1920, la région profite d'une industrialisation rapide. Chicoutimi et Jonquière en bénéficient pour croître davantage, mais ces deux villes doivent maintenant composer avec la présence d'un phénomène encore peu connu au Québec à l'époque : la création autour des usines de pâtes et papiers de « villes de compagnie ». Ces dernières, contrôlées par les compagnies qui les construisent, sont entièrement dépendantes de l'industrie qui les a fait naître. Certaines villes comme Riverbend, Kénogami, Val-Jalbert et Dolbeau viennent renforcer le réseau urbain de la région et accroître la part de la population ouvrière dans la région⁷⁴.

La Mauricie est une autre région qui a longtemps été tributaire de l'industrie forestière et du sciage pour son développement économique. Tout comme le Bas-Saint-Laurent, elle engage une grande partie de la main-d'œuvre de la région. En fait, de nombreux villages doivent leur existence à la construction d'une scierie⁷⁵. Ce modèle économique, que René Hardy et Normand Séguin qualifient de préindustriel,

⁷³ José E. Igartua, *Arvida au Saguenay, naissance d'une ville industrielle*, Toronto, McGill-Queen's University Press, 1996, p. 17-18.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 20-21.

⁷⁵ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, p. 265-266.

se transforme, tout comme au Saguenay-Lac-Saint-Jean, avec l'arrivée des pâtes et papiers en 1889. Profitant de la puissance de la chute de Grand-Mère, une usine ouvre ses portes cette année-là et permet à la région, selon les auteurs, d'entrer dans l'ère industrielle⁷⁶. Dans les années suivantes, l'immense potentiel hydro-électrique de la région soutient un véritable essor industriel et permet l'ouverture de plusieurs papetières. À la fin des années 1920, sept usines sont construites le long de la rivière Saint-Maurice. Elles emploient 5800 ouvriers, dont la moitié dans la seule agglomération de Trois-Rivières⁷⁷.

On peut donc voir que contrairement à ces deux régions, le niveau d'industrialisation du Bas-Saint-Laurent est en retard. Pourtant, pendant le XIX^e siècle, ces trois économies sont similaires et reposent principalement sur l'agriculture et l'industrie forestière. L'industrie du Bas-Saint-Laurent, que certains chercheurs qualifient de « pré-industrielle », semble figée dans un siècle passé. En effet, pour Bouchard, Séguin et Hardy, le sciage du bois ne saurait être qualifié d'activité industrielle. Pour ces trois chercheurs, l'industrialisation ne prend pied véritablement dans leurs régions respectives qu'avec l'arrivée de l'hydro-électricité, de l'industrie papetière et de la production d'aluminium. Alors que la Mauricie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean amorcent le XX^e siècle par un véritable mouvement de modernisation industrielle basée sur l'exploitation massive de l'hydro-électricité, le Bas-Saint-Laurent demeure coincé avec une industrie saisonnière, à faible salaire et à peu de valeur ajoutée. Pourtant, il nous semble très réducteur de qualifier l'industrie du sciage de secteur économique préindustriel. Sans posséder le même pouvoir d'entraînement économique que ses consœurs de la deuxième vague d'industrialisation du Québec, le sciage, surtout sous la forme élaborée par la compagnie Price Brothers, possède des caractéristiques industrielles évidentes. Une concentration importante de capitaux dans un même lieu, le développement du salariat au sein d'une masse importante de travailleurs, l'émergence d'une ville avec

⁷⁶ *Ibid.*, p. 291.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 295.

comme noyau une usine, l'apparition de services et d'infrastructures qui gravitent autour de cette même usine et l'émergence d'un mouvement ouvrier sont tous des éléments qui nous portent à croire que l'on est en présence d'une véritable structure industrielle. Il nous semble que l'élément crucial pour expliquer le retard industriel du Bas-Saint-Laurent pendant la première moitié du XX^e siècle est celui de l'énergie. Contrairement à la Mauricie et au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la région ne possède pas de puissante rivière qui permet la production hydro-électrique, ni aucune autre source d'énergie fossile comme le charbon⁷⁸. Jusque vers la fin des années 1950, la carence en électricité est régulièrement pointée du doigt comme l'une des causes du retard économique de la région⁷⁹. Pour mettre fin à ce problème, Hydro-Québec installe un ensemble de quatre câbles électriques sous-marins qui relient la Côte-Nord et la rive sud du Saint-Laurent. Le premier ministre Duplessis assiste à l'inauguration des nouvelles installations électriques le 10 octobre 1954, et de grands espoirs sont placés par la population de la région dans ces câbles. En effet, on espère enfin que le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie pourront bénéficier du même approvisionnement électrique que le reste de la province pour ainsi développer leur potentiel industriel⁸⁰. Dans les journaux, on encense ce câble sous-marin qui promet tant pour la région :

Immédiatement on apprécie l'ampleur de la poussée économique et industrielle qu'il est logique d'envisager pour la Gaspésie. Chaleur et lumière, puissance de travail, mise en œuvre du sous-sol gaspésien, électrification totale; du courant pour toutes les Coopératives d'électricité. Essor sans limites. Tout devient désormais possible : Ce [sic] sont de nombreuses entreprises présentement limitées dans leur progrès, qui vont pouvoir tripler leurs ressources, leur production.⁸¹

⁷⁸ Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 361-362.

⁷⁹ Aimé-Rose Harrisson, « L'industrie à Matane », *La Voix de Matane*, 10^e année, n^o 16, 8 mars 1956, p. 3.

⁸⁰ « De hautes personnalités assistent à la bénédiction des câbles sous-marins », *La Voix de Matane*, 9^e année, n^o 13, 14 octobre 1954, p. 1 et 8.

⁸¹ « La Gaspésie promise à un essor économique illimité », *La Voix de Matane*, 9^e année, n^o 13, 14 octobre 1954, p. 8.

Cette nouvelle technologie de transport électrique est cependant instable et peu fiable. Dès l'inauguration, des problèmes techniques forcent l'arrêt de la transmission électrique et plusieurs bris provoquent des pannes de courant au cours des années⁸². En attendant une solution permanente, une centrale thermique est construite aux Boules et sert pendant plusieurs années à pallier l'instabilité des câbles sous-marins. Les problèmes électriques de la région prennent fin seulement avec la construction d'une ligne de transmission terrestre en partance de Lévis en 1962⁸³.

* * *

Parcourue par les humains bien avant l'arrivée des Européens, la région matanaise voit s'installer ses premiers habitants permanents durant la dernière décennie du XVIII^e siècle. Jusqu'alors, seule l'exploitation des ressources naturelles telles que les poissons et les fourrures attire les Français et les Canadiens sur ce territoire. On doit la fondation d'un premier noyau villageois le long de la rivière Matane à l'action d'un ancien soldat écossais devenu seigneur des lieux. Durant la première moitié du XIX^e siècle, la croissance du village est lente. Le lieu n'est pas très propice à l'agriculture, ce qui ralentit grandement les efforts de colonisation des seigneurs de Matane. Le site subit également la concurrence des terres agricoles développées dans la partie Est de la seigneurie qui attire la majorité des nouveaux colons. Au début des années 1840, une scierie commence à opérer dans le village, offrant la légère poussée dont il avait besoin pour se développer. Au Bas-Saint-Laurent et dans d'autres régions du Québec, comme la Mauricie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'industrie forestière change la structure économique où elle s'installe et offre à la population une alternative à la production agricole. On voit alors naître

⁸² « Nouvelles rupture des câbles sous marins », *La Voix de Matane*, 9^e année, n^o 21, 9 décembre 1954, p. 1; « La noirceur forcée se prolongera », *La Voix gaspésienne*, vol. 28, n^o 39, 9 et 6 janvier 1959, p. 1.

⁸³ « \$11 millions pour la Ligne », *La Voix gaspésienne*, vol. 32, n^o 21, 27 septembre 1962, p. 14.

tout un réseau de villages qui dépendent des scieries et des chantiers forestiers pour leur développement économique.

Au début du XX^e siècle, pendant que l'industrie des pâtes et papiers amorce une transformation industrielle majeure dans les autres régions ressources du Québec, le Bas-Saint-Laurent voit s'installer de grandes scieries modernes dans plusieurs de ses localités, notamment Saint-Jérôme-de-Matane. Le village amorce alors sa transformation en petite ville industrielle jusqu'à la fin des années 1920. Malgré cette croissance urbaine et industrielle, l'industrie du sciage n'offre alors pas les mêmes avantages que celles des pâtes et papiers. Contrairement à cette dernière, l'industrie du sciage demeure saisonnière, offre de faibles salaires et donne peu de possibilités de diversification économique. La production et l'approvisionnement électrique déficients sont alors les principaux freins dans le développement économique de la région. Cette lacune empêche alors l'implantation des industries énergivores que sont les pâtes et papiers et les alumineries, offrant comme seule alternative l'accroissement de la production dans l'industrie du sciage.

CHAPITRE III

L'EXPÉRIENCE SYNDICALE DES TRAVAILLEURS MATANAIS

Nous avons vu dans le précédent chapitre que Matane a atteint le statut de ville en 1937 à la suite d'un long processus d'urbanisation enclenché au tournant du XIX^e siècle. Le village de Saint-Jérôme-de-Matane devient ainsi progressivement une ville industrielle et son profil démographique se modifie en conséquence pendant la première moitié du XX^e siècle. En 1941, profitant du contexte particulier de la Deuxième Guerre mondiale, un mouvement de grève éclate à l'usine Price Brothers de Rimouski ainsi que dans ses autres usines de la région. Deux ans plus tard, les ouvriers de l'usine matanaise s'affilient à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) qui souhaite, depuis le début des années 1920, initier tous les travailleurs catholiques de la province à la doctrine sociale de l'Église. Comment les ouvriers matanais, syndiqués finalement en 1943, en sont-ils arrivés là? Pour le comprendre, dans un premier temps, nous relaterons l'évolution du syndicalisme au Québec, particulièrement le syndicalisme catholique, pour comprendre en quoi la doctrine sociale de l'Église a influencé les travailleurs du bois de Matane. Par la suite, nous concentrerons notre attention sur l'histoire syndicale du Bas-Saint-Laurent et de Matane. De la sorte, nous souhaitons observer les hauts et les bas de l'implantation du syndicalisme dans la région, et plus particulièrement chez les travailleurs de la Price Brothers de Matane, à un moment où le mouvement syndical connaît une forte croissance à l'échelle québécoise.

3.1 Le syndicalisme québécois

3.1.1 Le syndicalisme au Québec au XIX^e siècle

Nous devons remonter jusqu'au début des années 1820 pour trouver les traces des premières associations de travailleurs au Québec. L'état de l'industrialisation dans la province ne laisse alors pas beaucoup de place pour des regroupements de salariés puisque, encore à cette époque, la majorité des Québécois sont des agriculteurs ou des artisans. Souvent spontanées et éphémères, les quelques associations recensées dans les années 1820 nous sont peu connues. Des années 1830 à 1870, on retrace quelques actions syndicales de plus grande envergure à Montréal et à Québec, notamment l'arrivée d'un premier syndicat international à Montréal en 1859 et la création d'un syndicat des débardeurs au port de Québec en 1862¹.

À la veille de la grande crise économique de 1873, le Québec compte 12 syndicats internationaux et quelques syndicaux locaux. Cependant, au moment où elle prend fin en 1879, l'économie du Québec entre dans une nouvelle phase économique. L'industrialisation s'accélère et les syndicats gagnent en popularité. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les syndicats internationaux dominent le paysage syndical québécois. Parallèlement à ce phénomène, une autre organisation s'installe au Québec à la même époque. Considérés comme un syndicat international, les Chevaliers du travail, fondés à Philadelphie en 1869, s'en distinguent toutefois de plusieurs façons. Contrairement aux syndicats internationaux qui mettent toutes leurs énergies dans la négociation de conventions collectives, les Chevaliers du travail priorisent la réforme sociale de la société en mettant l'accent sur la petite entreprise et la

¹ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 1981, p. 17 et 18; Peter C. Bischoff, *Les débardeurs au port de Québec. Tableau des luttes syndicales, 1831-1902*, Montréal, Hurtubise, Cahiers du Québec, Collection « Histoire », 2009, p. 43; Peter C. Bischoff, « La formation des traditions de solidarité ouvrière chez les mouleurs montréalais : la longue marche vers le syndicalisme (1859-1881) », *Labour/Le Travail*, vol. 21, printemps 1988, p. 18.

formation de coopératives². Ils comptent faire bénéficier tous les travailleurs, ainsi que les différentes classes sociales de la société, des bénéfices de l'industrialisation grâce à l'éducation, la formation de coopératives et l'action politique. Loin de prôner la révolution, ils privilégient la collaboration entre les différentes classes sociales³. Ils atteignent un sommet de popularité au Québec entre 1885 et 1890, alors que l'organisation a déjà amorcé son déclin aux États-Unis⁴. Le nombre de locaux affiliés au Québec passe de six à trente-deux durant cette période, avant de s'effacer graduellement par la suite⁵.

En 1897, après deux décennies de croissance, le Québec compte 92 syndicats. On en dénombre 47 qui sont affiliés à des unions internationales, 14 qui sont liés aux Chevaliers du travail et finalement 31 qui se déclarent syndicats locaux indépendants⁶.

3.1.2 Le syndicalisme catholique

Le syndicalisme catholique, qui peut s'apparenter sur le plan de la démarche à d'autres mouvements de réforme sociale comme les Chevaliers du travail⁷, vise à éloigner les ouvriers catholiques des syndicats dits « neutres » ou non confessionnels. Ces derniers, qui regroupent une large part des syndicats du Québec à l'époque sont régulièrement qualifiés de socialistes, de révolutionnaires ou de

² Lynne Marks, « The Knights of Labor and the Salvation Army: Religion and Working Class Culture in Ontario, 1882-1890 », *Labour/LeTravail*, vol. 28, automne 1991, p. 93.

³ Jacques Rouillard, *Le Syndicalisme québécois*, p. 26.

⁴ Philippe Sylvain, « Les Chevaliers du Travail et le Cardinal Taschereau », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 28, n° 3, 1973, p. 559.

⁵ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois*, p. 26.

⁶ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois*, p. 29.

⁷ Nous faisons cette comparaison strictement sur une base théorique relative à leur objectif de réforme social de la société. Nous sommes tout a fait conscient des différences entre le syndicalisme catholique et les Chevaliers du travail, notamment en ce qui concernent leurs croyances religieuses.

communistes⁸. Les partisans du syndicalisme catholique, le clergé au premier chef, considèrent que le syndicalisme doit servir d'outil pour une réforme morale de la société. Cette vision repose avant tout sur la croyance que « les grands enjeux sociaux et industriels peuvent être résolus en mettant en pratique, sous la supervision de l'Église, les principes de la moralité catholique⁹. » Les encycliques *Rerum Novarum* (Léon XIII, 1891) et *Quadragesimo Anno* (Pie XI, 1931) sont les textes fondateurs de la pensée catholique sur le syndicalisme et les relations entre le capital et le travail. En prenant position sur ces sujets, ces textes proposent une série de principes relatifs aux droits et aux obligations des salariés, des employeurs et de l'État. Sans remettre en question la propriété privée, cette doctrine stipule que la pauvreté et la misère de la classe ouvrière sont les conséquences des pratiques de l'employeur et de sa volonté sans limites d'accroître sa richesse¹⁰. L'action syndicale que prône l'Église réintroduit alors les valeurs morales et humaines dans l'action économique et réaffirme la primauté de la dignité de l'homme et de Dieu dans toutes les facettes de la vie, même dans les relations entre les travailleurs et les patrons. L'ordre établi et le capitalisme ne sont cependant pas remis en question, ils sont protégés au nom de la liberté et de la responsabilité individuelle¹¹. Seuls les abus sont dénoncés et pour les limiter, les ouvriers sont invités à joindre des regroupements inspirés des valeurs chrétiennes¹².

L'épiscopat québécois demeure à la fin du XIX^e siècle très opposé à l'action syndicale, bien que l'encyclique *Rerum Novarum* (1891) jette les bases d'un syndicalisme catholique qui prendra réellement forme une vingtaine d'années plus

⁸ Léo Roback, « Les travailleurs du Québec au XX^e siècle », dans James D. Thwaites, dir., *Travail et Syndicalisme. Origine, évolution et défis d'une action sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 3^e édition, 2007, p. 38.

⁹ Renaud Paquet, Jean-François Tremblay et Éric Gosselin, « Des théories du syndicalisme. Synthèse analytique et considérations contemporaines », *Relations industrielles/Industrial Relation*, vol. 59, n^o 2, 2004, p. 299.

¹⁰ *Ibid.*, p. 300.

¹¹ Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Québec, Septentrion, 2004, p. 87-90.

¹² M^{gr} Paul-Émile Roy, *Action sociale catholique et tempérance*, Secrétariat des Œuvres d'Action Sociale, Québec, 1927, p. 131-132.

tard au Québec. Il est possible que cette situation découle de « la conception patriarcale qu'avait l'Église des rapports entre patrons et ouvriers, et de son manque de compréhension des conditions de vie générées par l'industrialisation¹³. » On peut croire également que les agissements d'organisations puissantes comme la Société bienveillante des journaliers de navire de Québec (SBJNQ), qui s'est radicalisée dans les années suivant sa fondation, les Chevaliers du travail et les condamnations de l'archevêque Taschereau ont alimenté la suspicion du clergé envers le mouvement ouvrier. En effet, il faut attendre la disparition de M^{gr} Taschereau et la perte d'influence de la SBJNQ et des Chevaliers du travail dans la Vieille Capitale pour que la doctrine sociale de l'Église soit diffusée auprès de la classe ouvrière¹⁴. À Montréal, M^{gr} Bruchési est opposé au syndicalisme, et même après la parution de *Rerum Novarum* qui en reconnaît la pertinence dans certaines situations, l'épiscopat continue à entretenir la suspicion et « la grève est réprouvée parce qu'elle est perçue comme un acte d'insubordination envers l'autorité des employeurs¹⁵. »

La situation commence à changer en 1900 quand le nouvel archevêque de Québec, M^{gr} Bégin, intervient comme médiateur dans un conflit qui oppose l'Association des manufacturiers de chaussures et les trois syndicats de ce métier. En échange de l'obtention de la reconnaissance syndicale et de quelques avantages, les trois syndicats voient leurs constitutions modifiées. Les passages jugés trop radicaux sont retirés et la présence d'un aumônier pendant leurs réunions est proposée, pour ne pas dire imposée. Cette expérience marque un pas vers la création des premiers syndicats catholiques du Québec¹⁶. À Montréal, en 1903, une autre grève importante pousse l'archevêque de Montréal à reconnaître le droit des travailleurs à s'unir, mais il le fait pour mieux souligner, du même souffle, le péril d'appartenir aux organisations internationales. De plus en plus, les membres du clergé acceptent

¹³ Peter C. Bischoff, *Les débardeurs au port de Québec*, p. 410.

¹⁴ *Ibid.*, p. 410 et 411.

¹⁵ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois*, p. 49.

¹⁶ Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN 1921-1981*, Montréal, Confédération des syndicats nationaux et Édition du Boréal, 1981, p. 28.

l'idée que les ouvriers s'unissent pourvu qu'ils le fassent sous la forme de syndicats canadiens¹⁷.

Avant la Première Guerre mondiale, le manque d'enthousiasme pour les syndicats nationaux, la crainte des centrales internationales, les progrès des idées socialistes et la multiplication des grèves font craindre l'ébranlement de l'édifice social. En 1911, ces craintes sont assez importantes pour inciter des membres de l'épiscopat à se réunir pour organiser la fondation des premiers syndicats catholiques. Cet appel est entendu progressivement dans les différents diocèses au fur et à mesure que la question ouvrière les atteint. En 1912, une première fédération syndicale catholique est fondée au Saguenay-Lac-Saint-Jean sous le nom de Fédération ouvrière mutuelle du Nord (FOMN). Cinq ans plus tôt, un regroupement inspiré par la doctrine sociale de l'Église avait déjà été créé à Chicoutimi, grâce à l'initiative de l'abbé Eugène Lapointe, sous le nom de Fédération ouvrière de Chicoutimi (FOC). Cependant, cette organisation ne connaît pas un grand succès auprès des travailleurs. Son organisation mixte – des ouvriers et des non-ouvriers pouvant être membres –, son refus de s'impliquer dans les milieux professionnels et le caractère saisonnier et temporaire des emplois dans la région condamnent l'initiative à l'échec. Son agonie se termine en 1911¹⁸. La même année, l'arrivée d'une union internationale à Jonquière relance l'idée de la création d'un syndicat catholique, mais cette fois directement ancrée dans l'action professionnelle. C'est pourquoi une réorganisation d'envergure est effectuée à la FOC par l'abbé Lapointe, et qui se mue en Fédération ouvrière mutuelle du Nord en 1912. Le nombre de membres de la fédération passe de 500 en 1912 à près de 3500 en 1914¹⁹.

Les syndicats catholiques fondés avant la Première Guerre mondiale sont au nombre de cinq et se retrouvent à Chicoutimi, Montréal, Trois-Rivières, Hull et Thetford

¹⁷ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois*, p. 49-51.

¹⁸ Gilbert Vanasse, *Histoire de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, p. 32-33.

¹⁹ *Ibid.*, p. 37, 40-41.

Mines. Dans les premiers temps, le nombre de leurs membres croît très rapidement. Cependant, la formule syndicale imaginée à l'époque s'avère utopique pour la plupart des travailleurs. Aucun mécanisme n'est mis en place pour garantir les acquis syndicaux, et le refus d'envisager la grève comme moyen d'action décourage de nombreux ouvriers. Pendant la guerre, les effectifs syndicaux diminuent ou, au mieux, stagnent. Cette première vague de syndicats catholiques ne survit guère à la Grande Guerre²⁰.

Après la guerre, des représentants de tous les syndicats catholiques se réunissent à Québec, à Trois-Rivières et à Chicoutimi successivement pour discuter des façons de relancer le syndicalisme catholique dans la province. On définit pendant ces rencontres les caractéristiques qu'il devrait adopter, et il est admis dès le départ que « le premier objectif des syndicats consiste à défendre les intérêts professionnels des travailleurs²¹. » Ceci tranche radicalement avec l'ancien objectif défendu par la plupart des syndicats catholiques de la première vague qui était de préserver l'harmonie entre les groupes sociaux. Ces réunions marquent l'amorce d'une nouvelle vague de syndicalisme catholique qui fait gonfler le nombre de membres de 4000 en 1916 à environ 17 600 en 1922. L'appui des Canadiens français à ce syndicalisme renouvelé et l'adhésion de plusieurs syndicats indépendants ou nationaux non confessionnels de Québec expliquent en grande partie cette croissance. Le succès de cette nouvelle vague pousse les dirigeants syndicaux à fonder la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1921²². Cependant, les années 1920 s'avèrent difficiles pour la nouvelle centrale syndicale. De 1921 à 1931, ses effectifs stagnent autour de 20 000 membres. Plusieurs syndicats se disloquent aux premiers échecs et la défaite des Syndicats de la chaussure de Québec en 1926 vient porter un grand coup au mouvement. Ce n'est que vers le milieu des années 1930, à la faveur de la Grande Crise, que la CTCC

²⁰ Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN 1921-1981*, p. 33-36.

²¹ *Ibid.*, p. 40-41.

²² *Ibid.*, p. 64-65.

amorce un redressement majeur. La souplesse de sa structure organisationnelle, sa forte présence auprès des catholiques québécois en région et la nouvelle loi d'extension juridique des conventions collectives (1931) lui ont permis de prendre de l'expansion pendant cette période²³.

3.2 Le mouvement syndical à Matane

3.2.1 Le syndicalisme au Bas-Saint-Laurent

La décennie 1930 s'achève dans l'incertitude avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Heureusement pour les gens restés au pays, l'économie redémarre progressivement et la pénurie de main-d'œuvre annoncée donne de l'espoir aux travailleurs et aux chômeurs d'améliorer leur triste sort économique. En effet, bien que les années noires de la Grande Crise soient derrière elles, peu de familles ont oublié l'extrême pauvreté dans laquelle plusieurs ont été plongées. Les habitants de Matane et du Bas-Saint-Laurent n'ont pas échappé à ce malheur comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre. Cependant, comme partout ailleurs au Canada, la demande pour le bois reprend avec la guerre, et les usines de sciage de la Price Brothers tournent à plein régime dans la région du Bas-Saint-Laurent. Dans un tel contexte, les ouvriers de la région se font plus revendicateurs et commencent à s'opposer aux conditions de travail misérables imposées dans l'industrie du bois scié. En 1940, un premier groupe d'ouvriers de la scierie Perrelle Lumber de Rimouski déclenche une grève en réclamant une augmentation salariale. Cette grève spontanée échoue et les ouvriers doivent retourner au travail avec une diminution de deux cents l'heure²⁴.

²³ *Ibid.*, p. 67, 112-115.

²⁴ Fernand Harvey, « Les débuts du syndicalisme dans le Bas St-Laurent, 1941-1950 », *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 1, n° 3, 1974, p. 21.

L'année suivante, le 6 septembre 1941, six cents travailleurs de la Price Brothers de Rimouski déclenchent une grève et demandent une hausse salariale de dix cents l'heure. C'est un acte risqué qui témoigne de leur désespoir et de leur frustration. En effet, l'industrie du sciage n'est pas en soi une industrie de guerre, mais les usines de fabrication de boîtes en bois, un produit utilisé pour contenir les munitions, le sont. La compagnie Price Brothers opère une telle usine à Rimouski et fait alterner ses ouvriers entre cette dernière et son usine de sciage. Cette grève illégale peut donc à tout moment forcer le gouvernement fédéral à intervenir. Trois jours plus tard, un délégué de la CTCC est envoyé à Rimouski pour faire signer des cartes d'adhésion. Le 10 septembre, les travailleurs entrent au travail et le jour même, après des négociations, une entente à l'avantage des grévistes est conclue. Les ouvriers obtiennent une augmentation de cinq cents l'heure, établissant leur salaire moyen à 23 cents de l'heure, l'ajustement à l'inflation et la fin du « backing », une pratique qui permettait à l'employeur de retenir deux cents pour chaque heure travaillée. Cette retenue est remise à l'ouvrier une fois la saison de sciage terminée pour éviter les départs avant la fin des opérations. Un contrat similaire est ensuite accordé aux travailleurs des usines de Price et de Matane. Une réunion qui rassemble 1200 salariés de la région rimouskoise, des représentants de Matane, de Price, des syndicats catholiques, des autorités religieuses et civiles a lieu le 5 octobre pour discuter des suites de la grève²⁵. Après cette rencontre, le Syndicat catholique de l'industrie du bois de Rimouski est créé, suivi peu de temps après par celui des employés municipaux et de la construction de Rimouski et de l'industrie du bois de Price²⁶.

Cet événement, commun dans l'histoire du syndicalisme québécois, est une véritable révolution dans le contexte bas-laurentien. Avant la guerre, le mouvement syndical n'avait que peu d'emprise sur la région. Les syndicats internationaux y étaient

²⁵ « Le syndicat catholique de l'industrie du bois à Rimouski fait l'élection de ses dignitaires pour l'année 1941-42 », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 9^e année, n^o 39, 7 novembre 1941, p. 7 et 12.

²⁶ Engelbert Saint-Laurent, *La naissance du syndicalisme catholique dans l'Est du Québec 1941-1950*, Maîtrise es arts (histoire), Université Laval, novembre 1979, p. 98.

absents et seules quelques timides tentatives d'implantation de syndicats catholiques dans les années 1920 et 1930 avaient été faites sans grand résultat. Il aurait existé, en 1921, un syndicat ou un cercle d'étude à Trois-Pistoles. Vers 1930, on retrouve un syndicat des imprimeurs à Rimouski qui se termine abruptement quand la caisse est supposément volée par le secrétaire²⁷. En juin 1934, une grève éclate à la scierie Fraser de Cabano. Pendant quelques mois, plusieurs organisations comme l'UCC et la United Forest Workers tentent de recruter ces ouvriers sans succès. Finalement, ils forment un syndicat neutre indépendant le 5 janvier 1935 sous le nom de l'Union des travailleurs de l'industrie forestière, dont le siège social est situé à Cabano. On sait peu de choses sur cette association, sinon qu'en 1940, elle a disparu²⁸. En 1934, l'UCC fonde ses premières sections de bûcherons à la suite d'une importante grève au Témiscamingue. Craignant l'influence communiste auprès des agriculteurs-bûcherons, les autorités religieuses soutiennent cette action²⁹. Les résultats de l'UCC dans l'organisation des travailleurs forestiers demeurent cependant, dans le Diocèse de Rimouski comme dans le reste de la province, limités à la fin de la guerre. L'organisation comporte alors 480 membres sur les 10 000 qu'elle a déjà compté³⁰. Finalement, autour de 1937 à 1940, il y aurait eu un syndicat à la filature de l'Isle-Verte. Malgré toutes ces tentatives de syndicalisation, aucune d'elles ne s'avère suffisamment solide pour perdurer et implanter durablement le syndicalisme au Bas-Saint-Laurent³¹.

À la faveur de la guerre, le mouvement qui naît à Rimouski en 1941 fera école. Après la création d'une autre union du secteur du bois à Price et l'organisation de la construction et du commerce à Rimouski, une nouvelle grève éclate à la Price

²⁷ Fernand Harvey, « Les débuts du syndicalisme dans le Bas St-Laurent, 1941-1950 », p. 21.

²⁸ Engelbert Saint-Laurent, *La naissance du syndicalisme catholique dans l'Est du Québec 1941-1950*, p. 17-19.

²⁹ AAR, Dossier de l'Union Catholique des Cultivateurs et de l'Union des Bûcherons, Lettre d'Albert Rioux à M^{gr} Courchesnes, 10 août 1934.

³⁰ Engelbert Saint-Laurent, *La naissance du syndicalisme catholique dans l'Est du Québec 1941-1950*, p. 104.

³¹ Fernand Harvey, « Les débuts du syndicalisme dans le Bas St-Laurent, 1941-1950 », p. 21.

Brothers le 11 septembre 1942. Les 1200 ouvriers de Rimouski et de Price luttent à ce moment pour la reconnaissance syndicale et la mise en place de l'atelier fermé, une mesure qui oblige la compagnie à engager uniquement des membres du syndicat. La compagnie réplique en décrétant un lock-out. Cette nouvelle crise se termine deux semaines plus tard à la faveur des ouvriers qui obtiennent la reconnaissance de leur syndicat et l'atelier fermé³². Finalement, les travailleurs de la scierie Price Brothers de Matane fondent leur propre syndicat catholique en 1943 et rejoignent ainsi leurs confrères de Rimouski et de Price après 2 ans de tergiversations.

3.2.2 Le syndicalisme matanais avant 1943

Sans avoir réussi à s'implanter durablement, le syndicalisme n'est pas un phénomène nouveau au Bas-Saint-Laurent au début des années 1940. Il ne l'est pas non plus pour les travailleurs de Matane. En effet, en 1920, un syndicat catholique du nom de L'Union Nationale des Travailleurs du Comté de Matane est créé. Malheureusement, très peu de documents issus de cette association ont été conservés. Dans son mémoire sur le syndicalisme dans l'Est-du-Québec, Engelbert Saint-Laurent résume les points principaux de la constitution du syndicat. Il nous a été cependant impossible de trouver cette constitution malgré nos nombreuses recherches³³. De plus, on ne peut se fier à aucune source journalistique pour obtenir plus d'informations puisqu'il n'y a pas de journaux à ce moment dans la municipalité et que les journaux régionaux ne font pas mention de l'évènement.

³² « La grève des employés de Price Bros se continue et s'aggrave », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 10^e année, n° 32, 17 septembre 1942, p. 1 et 7.

³³ Cette constitution, bien que signalée dans le fond François-Xavier Legaré par Engelbert Saint-Laurent, n'a pu être trouvée malgré la fouille de toutes les boîtes du fonds. Nous avons également tenté de la trouver aux archives de l'Archidiocèse de Rimouski, puisque l'évêque de l'époque a reçu un exemplaire de celle-ci. Malheureusement, nos recherches ont été infructueuses. Finalement, malgré l'incorporation officielle du syndicat, aucune mention n'est faite de la constitution dans la Gazette officielle du Québec.

Cependant, grâce au mémoire de Saint-Laurent, nous pouvons replacer ce mouvement ouvrier au sein de la première vague du syndicalisme catholique du Québec. La complaisance de ce premier syndicat envers les capitalistes est probante. Le préambule de la constitution montre toute l'ambivalence du mouvement sur cette position :

Dans le but d'unir plus étroitement entre eux les ouvriers de métier ou non, de donner une solution juste et équitable à la question ouvrière chez nous, il a paru nécessaire à un groupe d'ardents patriotes de fonder cette Union, réunissant le double avantage d'être utile au travail, tout en rendant celui-ci agréable au Capital³⁴.

En outre, la constitution bannit l'usage de la grève et, à plusieurs reprises, les droits des patrons sont affirmés, dont celui d'engager qui leur convient. Malheureusement, nous ne possédons aucune information sur les fondateurs ou sur le nombre d'adhérents. Selon Saint-Laurent, le syndicat a été actif plusieurs années, mais il nous est toujours impossible de confirmer ce fait³⁵. Le seul document que nous avons trouvé traitant de ce syndicat est une lettre de M^{gr} Joseph-Romuald Léonard, évêque de Rimouski, datée du 30 septembre 1920 qui félicite les travailleurs de Matane pour la création de leur syndicat catholique. Après avoir consulté la constitution de l'association, l'évêque leur offre sa bénédiction et approuve l'entièreté des éléments qui s'y trouvent. Preuve de la stricte observance de la doctrine sociale de l'Église par l'association, l'évêque ajoute :

Sous l'impulsion des nobles sentiments de justice et de charité que Jésus-Christ est venu lui-même apporter et prêcher aux hommes, à la lumière des Constitutions et Règlements de votre union, toutes les causes de divergences d'opinions, de contradictions et de mésintelligences, qui pourraient surgir entre les patrons et les ouvriers, trouveront une solution

³⁴ Engelbert Saint-Laurent, *La naissance du syndicalisme catholique dans l'Est du Québec 1941-1950*, p. 16.

³⁵ *Ibid.*

paisible, sûre, satisfaisante et avantageuse pour les uns et pour les autres³⁶.

M^{gr} Léonard souligne malgré tout qu'il serait préférable, avec le temps, de modifier quelques points des règlements en pourvoyant, entre autres, à la création de sections plus ou moins autonomes dans les autres centres industriels du comté. On peut en déduire qu'il voit dans ce syndicat matanais un centre à partir duquel pourraient être fondés d'autres syndicats similaires dans la région. De plus, à la lecture de cette lettre, il est possible de croire que M^{gr} Léonard et les fondateurs de cette première union souhaitaient l'incorporation de tous les travailleurs, sans distinction entre les différents corps de métiers, puisque la création de syndicats de métiers n'est jamais évoquée³⁷.

Après cette expérience quelque peu oubliée, le mouvement syndical réapparaît à Matane dans le même contexte qu'à Rimouski. Depuis 1920, le village est devenu une petite ville industrielle de quelques milliers d'habitants. Le noyau urbain s'est développé et grâce à la vigueur de l'économie de guerre, la production de bois scié est relancée. Les travailleurs de Matane s'intéressent donc rapidement à la grève déclenchée par ceux de la Price Brothers à Rimouski au début de septembre 1941. Des représentants de l'usine de Matane sont présents à la réunion du 5 octobre qui vise à faire un bilan de la grève. Finalement, le 23 novembre, une réunion d'ouvriers se tient à Matane dans le but de fonder un syndicat chez les travailleurs de la Price Brothers de la ville. Comment expliquer alors que le syndicat ne soit constitué qu'en mai 1943?

Pendant ces deux années, le mouvement syndical commence à prendre de l'ampleur. De 1941 à 1943, le Syndicat de l'industrie du bois de Price, le Syndicat des employés de commerce de Rimouski et le Syndicat des travailleurs de la

³⁶ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Lettre de M^{gr} Léonard à l'Union Nationale des Travailleurs du Comté de Matane, 30 septembre 1920.

³⁷ *Ibid.*

construction de Rimouski sont créés³⁸. Pourtant, les travailleurs de l'usine de Matane hésitent à s'unir. Selon certaines sources, il semblerait que l'action du curé Côté, alors prêtre de la paroisse Saint-Jérôme-de-Matane, soit déterminante. Dans un témoignage, l'organisateur syndical François-Xavier Legaré explique que le curé Côté est fortement opposé à la présence d'un syndicat à Matane. Selon lui, les augmentations de salaire seraient néfastes pour la moralité des travailleurs. Ces derniers s'empresseraient en effet de dépenser cet argent en alcool³⁹. La tempérance était un enjeu dans la municipalité de Saint-Jérôme-de-Matane, la prohibition ayant eu cours de 1906 à 1937⁴⁰. En 1938, le curé fait un rapport à l'Archevêché de la situation dans sa paroisse dans lequel il traite, entre autres, du contexte moral. Il n'hésite pas à dénoncer le goût prononcé de la population pour les biens de « luxe » comme le tabac, l'alcool et les voitures. Il ajoute que « ceci ne signifie pas que la consommation des liqueurs enivrantes diminue; je la vois en progrès, surtout la bière. Il ne s'en fabrique pas clandestinement; et il s'en vend très peu depuis quelques mois⁴¹. » Doit-on y voir un regret faisant suite à la fin de la prohibition?

Ce discours n'est pas rare dans le contexte social et moral de l'époque. Déjà, un siècle plus tôt, en 1840, la Société de Tempérance de Beauport est le premier regroupement canadien-français contre l'alcool à être fondée. Le mouvement pour la tempérance était cependant déjà bien lancé chez de nombreux groupes protestants américains et canadiens-anglais. Au Québec, après des débuts enthousiastes, le mouvement s'essouffle⁴². L'action des groupes de tempérance anglophones est cependant déterminante dans l'adoption d'une première loi fédérale qui vise le contrôle de la vente de l'alcool. L'*Acte de tempérance du Canada*, voté en 1878,

³⁸ Engelbert Saint-Laurent, *La naissance du syndicalisme catholique dans l'Est du Québec 1941-1950*, p. 98.

³⁹ ABUQAR, « Entrevue de François-Xavier Legaré réalisée par Fernand Harvey », 9 août 1974.

⁴⁰ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 26 avril 1929, p. 20-21; 3 mai 1937, p. 129-131.

⁴¹ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Curé Victor Côté, « Rapport de la Paroisse Saint-Jérôme-de-Matane », 1938, p. 7-8.

⁴² René Hardy, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec 1830-1930*, Québec, Boréal, 1999, p. 74.

donne ainsi le pouvoir aux électeurs d'une ville ou d'un comté de tenir un référendum pouvant imposer l'interdiction de la vente et de la consommation publique de boissons alcoolisées⁴³. Le clergé québécois demeure cependant tiède face à la prohibition et il appuie peu la campagne en ce sens. À la place, M^{gr} Bruchési initie une seconde campagne de tempérance en 1905 et propose deux moyens pour combattre l'alcool : établissement de sociétés de tempérance dans toutes les paroisses et un contrôle plus rigoureux de la vente de l'alcool. Ironiquement, cette nouvelle vague emmène de nombreuses municipalités à décréter l'interdiction de la vente et de la consommation d'alcool sur leur territoire, et en 1918, 92 % d'entre elles ont fait le choix de la prohibition. En 1919, le gouvernement provincial propose à la population de choisir entre la prohibition totale ou allégée à la faveur d'un référendum. La prohibition allégée reçoit une majorité d'appuis, et la nouvelle loi stipule que seuls les pharmaciens, sur présentation d'un billet d'un médecin, sont autorisés à vendre de l'alcool et que la bière, le vin léger et le cidre demeurent en vente libre. Ces mesures entraînent leur lot de résistance et les débits clandestins se multiplient, tout comme les infractions à la loi⁴⁴. Afin de régulariser la situation, le gouvernement Taschereau crée la Commission des liqueurs en 1921, un monopole d'État de la vente de l'alcool. À partir de ce moment, la grande majorité des municipalités du Québec abandonnent la prohibition, à quelques exceptions près comme le village de Saint-Jérôme-de-Matane. Il maintient en effet la sienne plusieurs années après la fin généralisée de la prohibition au Canada et aux États-Unis pendant les années 1920 et au début des années 1930⁴⁵.

Dans ce contexte particulier où s'entremêle la lutte contre l'alcool et la défense des droits des travailleurs, et considérant toute l'influence des curés sur les gens de leur paroisse, il n'est pas étonnant que la question syndicale ait traîné pendant près de

⁴³ Jacques Paul Couturier, « Prohiber ou contrôler? L'application de l'Acte de tempérance du Canada à Moncton, N.-B., 1881-1896 », *Acadiensis*, vol. 17, n° 2, 1988, p. 4.

⁴⁴ Antonin Dupont, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, p. 35-37.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 54.

deux ans, d'autant plus qu'un syndicat catholique n'est pas envisageable sans l'appui du clergé local. Face à la réticence de la part du curé, les représentants syndicaux organisent une rencontre sans l'aviser. Devant la faible assistance à cette réunion d'octobre 1941 – une cinquantaine d'ouvriers seulement se seraient présentés –, la fondation du syndicat est reportée. L'année suivante, ils changent de stratégie et optent pour une rencontre préparatoire avec le curé Côté dans l'espoir d'obtenir son appui. Il semble cependant que cela n'ait pas été suffisant puisque le dossier piétine jusqu'en 1943⁴⁶.

Le cas de Matane n'est pas unique. D'autres communautés, comme Estcourt et Cap-Chat, éprouvent les mêmes problèmes de résistance du clergé local contre le syndicalisme⁴⁷. Heureusement pour le mouvement syndical, M^{gr} Courchesne, l'évêque de Rimouski de l'époque, appuie le syndicalisme catholique qu'il perçoit comme un mouvement d'action catholique pouvant contrer l'influence des syndicats internationaux dans la région. C'est pourquoi, en 1943, il écrit une lettre au curé Victor Côté dans laquelle il s'informe de l'avancement de l'organisation syndicale des ouvriers de Matane. Par la même occasion, il réitère sa confiance dans le syndicalisme catholique et demande « poliment » au curé de cesser son obstruction à l'union des travailleurs :

Il n'y a de risque qu'à différer indéfiniment ce qui s'est si simplement réglé à Rimouski et à Price. Tout le travail est fait et il n'y a aucun héroïsme à déployer pour mettre en œuvre ce qui est déjà accepté en principe. [...] Il ne serait pas bon que l'on pût dire que c'est vous qui y mettez obstacle, comme cela s'est déjà dit. [...] Je vous demande donc d'entrer dans les vues de votre évêque sur ces deux terrains : celui de l'organisation de vos ouvriers et de vos cultivateurs.⁴⁸

⁴⁶ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de François-Xavier Legaré à Hector Thibault, 18 octobre 1941; lettre de Hector Thibault à François-Xavier Legaré, 4 novembre 1941; Lettre de François-Xavier Legaré à Hector Thibault, 7 mars 1942.

⁴⁷ Engelbert Saint-Laurent, *La naissance du syndicalisme catholique dans l'Est du Québec 1941-1950*, p. 150.

⁴⁸ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Lettre de M^{gr} Courchesne au curé Victor Côté, 8 mai 1943.

Dans sa réponse, le curé Côté indique que le syndicat est fondé depuis dix jours et il attribue ce retard à l'attitude de quelques individus qui ont voulu profiter du syndicat pour promouvoir leurs ambitions politiques personnelles et faire de l'association « une machine à débaucher des gens pour obtenir de plus hauts salaires⁴⁹ ». Quelles que soient les véritables raisons de ce délai, il demeure qu'enfin, après près de deux ans, le Syndicat de l'Industrie du Bois Ouvré de Matane (SIBM) est créé en ce début du mois de mai 1943.

3.2.3 Le Syndicat de l'Industrie du Bois Ouvré de Matane en temps de guerre

La première réunion de l'exécutif syndical a lieu le 30 juin 1943, et la première assemblée générale du SIBM se déroule le 18 juillet 1943. Environ 150 ouvriers sont présents lors de ce moment historique et plus de 300 ont signé leur carte d'adhésion syndicale, ce qui représente la très grande majorité des travailleurs de la Price Brothers de Matane⁵⁰. Grâce au travail déjà effectué par les autres syndicats de l'industrie du bois, celui de Matane obtient immédiatement la reconnaissance syndicale⁵¹. Les premiers temps du SIBM sont donc moins marqués par les confrontations avec la partie patronale, contrairement à ce que les regroupements de Rimouski et de Price avaient connu à leurs débuts. En témoigne la signature de la première convention collective dès le 19 septembre. En lieu et place, les premiers mois sont occupés à organiser le syndicat et la nouvelle Fédération du bois Ouvré du Canada (FBOC) à laquelle le SIBM se joint le 15 août⁵².

⁴⁹ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Lettre du curé Victor Côté à M^{gr} Courchesne, 15 mai 1943.

⁵⁰ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'Assemblée générale du SIBM, 18 juillet 1943; « Les ouvriers de Matane se forment en syndicat », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 10^e année, n^o 20, 24 juin 1943, p. 4.

⁵¹ ABUQAR, « Entrevue de François-Xavier Legaré », 24 mars 1986.

⁵² ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'Assemblée générale du SIBM, 19 septembre et 15 août 1943.

Les deux autres dossiers prioritaires de l'année 1943 sont la mise en place de l'atelier fermé et la protection syndicale des travailleurs partis en forêt. Le 1^{er} octobre, pendant une assemblée générale, une résolution est adoptée pour demander à la direction d'inciter les ouvriers non membres du syndicat à le rejoindre le plus rapidement possible. Trois semaines plus tard, lors d'une nouvelle assemblée générale, les membres adoptent le principe de l'atelier fermé⁵³. Pourtant, durant l'été, le recrutement va bon train et les membres de l'exécutif sont sûrs qu'ils arriveront bientôt à « recruter presque entièrement les ouvriers de notre industrie⁵⁴ ». Cependant, certains ouvriers se montrent réticents à rejoindre le syndicat, et ce, même deux ans après l'adoption de ce principe⁵⁵. Le syndicat décide par ailleurs d'étendre sa protection aux travailleurs forestiers durant les mois d'hiver. Il paie ainsi la cotisation de ses membres envers la FBOC à l'avance et attend de ses derniers un remboursement une fois les travailleurs revenus en ville⁵⁶. Cette mesure aide ainsi ses membres qui sont partis sur la Côte-Nord ou dans les chantiers de la Price Brothers pendant l'hiver et qui ne peuvent verser leur cotisation qu'à la fin de la saison de coupe.

L'année 1944 se caractérise par l'expansion du mouvement syndical à Matane. En mars, les barbiers, coiffeurs et coiffeuses veulent se syndiquer comme leurs collègues de Rimouski, mais le projet n'aboutit pas puisqu'ils n'atteignent pas le nombre minimal de membres imposée par la CTCC qui se chiffre à 20⁵⁷. L'année suivante, c'est au tour des ouvriers de la construction d'amorcer des démarches qui

⁵³ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'Assemblée générale du SIBM, 1^{er} et 21 octobre 1943.

⁵⁴ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, lettre d'Alfred Deschênes à François-Xavier Legaré, 20 juillet 1943.

⁵⁵ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de Philippe St-Laurent à J.-Antoine Pelletier, 2 octobre 1945.

⁵⁶ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux du conseil exécutif du SIBM, 3 novembre 1943.

⁵⁷ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Lettre de François-Xavier Legaré à Jean-Antoine Pelletier, 15 mars 1944.

se soldent par une réussite cette fois-ci⁵⁸. Des négociations sont également enclenchées entre le SIBM et les travailleurs des scieries Gagnon et Frère et la Société Industrielle de Matane. Ces deux usines sont la propriété de la famille Gagnon, originaire de Matane. En 1910, Olivain Gagnon achète un moulin avec son fils Hector. En 1920, ils agrandissent leur installation, et en 1936, ils ouvrent une nouvelle division nommée la Société Industrielle de Matane qui opère dans l'industrie des portes, châssis et fenêtres. La famille Gagnon, avec ses différentes divisions, représente le troisième employeur de la ville, derrière Price Brothers et Hammermill Papers⁵⁹. Les premières approches visant à solliciter l'adhésion des ouvriers de la scierie Gagnon et Frère datent du mois de juillet 1943. Le SIBM reçoit alors une lettre de l'un des employés de cette usine qui réclame de l'aide du syndicat pour obtenir un ajustement de salaire. Le syndicat amorce alors des démarches pour appuyer les ouvriers de l'usine dans leur tentative de syndicalisation⁶⁰. Finalement, les négociations formelles visant l'adhésion au SIBM des travailleurs des deux usines de la famille Gagnon commencent en avril 1944⁶¹. Le 4 mai, les travailleurs de la Société Industrielle de Matane rejoignent le SIBM et obtiennent les mêmes conditions de travail que les travailleurs de chez Price Brothers après la signature de leur propre convention collective⁶².

L'année 1944 se caractérise également par un durcissement de ton entre les syndiqués et la Price Brothers. Contrairement à la première négociation de convention collective entre la compagnie et le SIBM, celle de 1944 se déroule dans

⁵⁸ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de François-Xavier Legaré à Jean-Antoine Pelletier, 5 mars 1945.

⁵⁹ Antoine Gagnon, *Histoire de Matane 1677-1977*, Rimouski, Publication de la Société d'histoire et de généalogie de Matane, Impression des associés, 1984, p. 358.

⁶⁰ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de François-Xavier Legaré à Paul-Émile Desbiens, 14 juillet 1943.

⁶¹ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux du conseil exécutif du SIBM, 26 avril 1944.

⁶² Une confusion demeure cependant dans les documents concernant les deux divisions. La scierie Gagnon et Frère est mentionnée à plusieurs reprises au début des démarches de syndicalisation et les ouvriers de la scierie semblent avoir rejoint le syndicat pendant l'été 1943. Par la suite, seul le nom de la Société Industrielle de Matane est mentionné dans les rapports et les procès-verbaux du SIBM.

un climat beaucoup plus tendu. Les deux partis n'arrivent pas à s'entendre sur l'augmentation salariale de la prochaine convention collective. Les syndicats de Rimouski, de Price et de Matane demandent une augmentation de 0.02\$ l'heure, ce que refuse la compagnie. Devant le piétinement des négociations, la FBOC, au nom des trois syndicats, demande au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province de Québec de trancher cette question. Le 11 avril 1944, soit 4 mois après le début des négociations, le conseil tranche en faveur des syndiqués et leur concède l'augmentation réclamée⁶³.

Un an plus tard, une nouvelle ronde de négociations est enclenchée et elle se heurte de nouveau à la question salariale. Le 13 avril 1945, la FBOC demande une augmentation de 0.04\$ pour les travailleurs des trois usines. Comme l'année précédente, les partis se retrouvent devant le Conseil régional du travail en temps de guerre. Cette fois, le conseil ne donne pas entièrement raison aux syndiqués et propose une hausse de salaire limitée à une certaine catégorie de travailleurs. En solidarité avec ceux qui ne bénéficient pas de l'augmentation, tous les ouvriers, sauf les employés de bureau, de Rimouski, de Price et de Matane amorcent une grève le 16 juillet 1945. Étonnamment, cette dernière est déclenchée et menée par la base syndicale puisque la FBOC se dissocie de l'action de ses membres. Après 4 jours de grève, des représentants des gouvernements provincial et fédéral sont mandatés pour régler cette crise. Le 25 juillet, les négociateurs accordent aux travailleurs ce qu'ils réclament et tous les ouvriers profitent enfin de l'augmentation⁶⁴. La Price Brothers n'abandonne pas et porte la décision en appel devant le Conseil national du travail en temps de guerre. Malgré leur victoire, les travailleurs demeurent dans l'incertitude jusqu'en novembre. Après plusieurs mois de délibération, le Conseil

⁶³ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de F.-X. Legaré à J.-A. Pelletier, 11 avril 1944.

⁶⁴ «Les employés de Price Brothers sont en grève à Rimouski, Price et Matane», *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 13^e année, n^o 23, 19 juillet 1945, p. 1; «Tous les employés de Price Bros. recevront une augmentation de salaire de .40 par jour», *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 13^e année, n^o 24, 26 juillet 1945, p. 1.

maintient l'augmentation salariale consentie à la faveur de la grève. En cette fin de l'année 1945, les ouvriers de l'industrie du bois scié de la région peuvent se réjouir. En 4 ans de lutte syndicale, ils ont vu leur salaire horaire moyen passer de 0,18\$ à 0,45\$, soit une augmentation de 150%⁶⁵. En comparaison, pendant la guerre, la moyenne des salaires dans le secteur manufacturier de l'Est-du-Québec augmente de 58%⁶⁶.

3.2.4 Le mouvement syndical matanais dans l'après-guerre

Les deux défaites encaissées par la compagnie Price Brothers en 1944 et en 1945 changent la dynamique dans les relations de travail entre la partie patronale et les ouvriers. Pendant la guerre, la Price Brothers adopte une attitude généralement hostile à la présence syndicale dans ses installations de la Rive-Sud, le cas de la première négociation du SIBM faisant cas d'exception. Pourtant, dans ses usines du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la compagnie traite avec les syndicats internationaux depuis déjà plusieurs années. Sans être ouverte à l'action syndicale, la compagnie privilégie cependant, de loin, les syndicats internationaux aux syndicats catholiques⁶⁷. Selon l'organisateur syndical François-Xavier Legaré, la compagnie préfère traiter avec les syndicats internationaux puisqu'ils ne font pas de distinction entre les ouvriers sur une base religieuse comme le font les syndicats catholiques⁶⁸. Pourtant, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les relations entre la compagnie et le syndicat se normalisent et un esprit de coopération s'installe, notamment à travers les comités de griefs et d'intérêts mutuels qui réunissent les

⁶⁵ « Les employés de Price Brothers obtiennent l'augmentation de salaire demandée », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 13^e année, n^o 40, 15 novembre 1945, p. 1.

⁶⁶ Benoît Beaucage, Serge Côté, Paul Larocque, Marie-France Paradis, Jean Saintonge et Oleg Stanek, *Les structures productives d'une région périphérique, l'est du Québec (1896-1980)*, Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, Université du Québec à Rimouski, 1984, p. 385.

⁶⁷ ABUQAR, « Entrevue de François-Xavier Legaré par Ronald Spivock », 13 avril 1974.

⁶⁸ *Ibid.*

syndiqués et la direction. De plus, de 1946 à 1958, aucune grève n'a lieu dans la région dans l'industrie du bois scié. En effet, dans la deuxième moitié des années 1940, le mouvement est bien en place et il ne semble pas dans l'intérêt de la compagnie de s'opposer aux demandes syndicales.

Ce changement soudain d'attitude n'est cependant pas dénué de calcul. En 1944, un comité est mis en place par la Price Brothers pour planifier la transition d'une économie de guerre vers une économie de paix. Rapidement, il appert que l'avenir des usines de la Rive-Sud est menacé. Dans un rapport gouvernemental datant de 1937, il est déjà mentionné « qu'en dépit des fortes réserves de cette entreprise, il y a lieu de craindre que cette industrie ne se déplace dans quelques années. On estime généralement que ces deux usines [Price et Matane] pourront produire au même rendement pendant au moins une vingtaine d'années.⁶⁹ » Le rapport conclut :

Dans l'intérêt de la population de Matane, il faut organiser l'exploitation de manière à perpétuer la forêt et à stabiliser les sources d'emplois. L'État devrait, nous semble-t-il, imposer aux compagnies un plan de coupe rationnelle, que celles-ci s'engageraient à suivre, toute infraction entraînant une forte amende. Il s'agit avant tout de subordonner le rôle économique de ces entreprises à l'intérêt général du comté.⁷⁰

La compagnie Price Brothers est bien consciente de cette situation et cherche les solutions les plus rentables pour elle. C'est dans cette perspective que le comité propose un certain nombre de scénarios qui ont chacun comme objectif de maximiser les profits : premièrement, le comité suggère d'utiliser les résidus de bois pour faire de la deuxième ou de la troisième transformation; deuxièmement, il envisage de produire de l'électricité grâce à la biomasse ou avec les turbines des scieries; troisièmement, il examine la possibilité de couper du bois sur les concessions de la Hammermill ou en provenance de la Côte-Nord pour

⁶⁹ Québec (Province), ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*, Québec, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1937, p. 43.

⁷⁰ *Ibid.*

approvisionner les usines de la Rive-Sud⁷¹. Le comité envisage également l'exploitation de la ressource jusqu'à son épuisement et la fermeture pure et simple de ses trois usines⁷².

De nombreuses idées sont lancées concernant les deuxième et troisième transformations. On pense à produire des panneaux de construction avec les copeaux, à fabriquer des boîtes de bois comme à Rimouski, à transformer des résidus de bois en alcool ou à installer une usine de fabrication de papier kraft à Matane⁷³. Dans chaque scénario imaginé par les membres du comité, un problème majeur demeure. La région ne génère pas suffisamment d'électricité pour alimenter ces projets d'usines. C'est pourquoi le comité envisage de faire de l'électricité avec de la biomasse ou à employer les turbines des scieries entre les opérations pour en produire⁷⁴. Finalement, le comité calcule les coûts d'approvisionnement de ses usines de sciage par du bois venant de l'extérieur de la région ou des concessions de la Hammermill Papers. Dans l'un de ces scénarios, l'usine de Matane est sacrifiée et la production est concentrée dans les deux autres installations⁷⁵.

Considérant qu'aucun des projets susmentionnés ne s'est réalisé après la guerre, on peut sans trop d'incertitude en déduire que la compagnie s'est résignée à faire tourner ses usines jusqu'à l'épuisement de la forêt et de les fermer une fois le temps venu. Il n'est donc pas dans son avantage d'engager des conflits avec le mouvement ouvrier puisque le compte à rebours est déjà enclenché. Entre-temps, le syndicat continue d'asseoir sa position, et la bonne entente entre la direction et le syndicat y

⁷¹ BANQ, Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, Fonds de la compagnie Price Limitée, Lettre de G. F. Layne à H.M. Wilson, 29 février 1944, p. 2.

⁷² BANQ, Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, Fonds de la compagnie Price Limitée, *Investigation in View of Arriving at a Policy for the Future Operations of the South Shore Sawmills*, 21 janvier 1944, p. 4-7.

⁷³ BANQ, Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, Fonds de la compagnie Price Limitée, Lettre de G. F. Layne à H.M. Wilson, 29 février 1944, p. 2.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ BANQ, Centre d'archive du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, Fonds de la compagnie Price Limitée, *Investigation in View of Arriving at a Policy for the Future Operations of the South Shore Sawmills*, 21 janvier 1944, p. 4-7.

est pour quelque chose. Divers comités réunissant des représentants des deux partis sont créés tels que le comité de sécurité et le comité d'intérêt mutuel, des comités qui visent à améliorer la production, la sécurité et à organiser des activités pour les travailleurs. On compte également en 1946 la tenue d'un événement important. En collaboration avec l'Université Laval et la Price Brothers, la FBOC instaure les *Journées industrielles*. De 1946 à 1949, des professeurs de l'Université Laval donnent une série de conférences une fois par année dans les villes de Rimouski, de Price et de Matane pour enseigner les principes des relations industrielles contemporaines aux ouvriers et à la population régionale. La compagnie Price Brothers paie pour le déplacement des conférenciers, verse un dédommagement monétaire aux contremaîtres et aux chefs ouvriers et accommode les horaires de travail pour qu'un maximum de travailleurs puisse y assister. Cette activité prend fin en 1949 et on ignore les raisons qui ont mené à cette décision alors qu'on en souligne la réussite et qu'on insiste sur la satisfaction des différents partis⁷⁶.

Au début des années 1950, la conjoncture devient moins favorable pour le mouvement ouvrier matanais. En 1949, le SIBM semble avoir perdu la section ouvrière de la Société Industrielle de Matane. Bien que nous n'ayons pas retrouvé de résolution qui en ferait mention, force est de constater que la SIM n'envoie plus de représentants à l'exécutif du syndicat.⁷⁷ On ne retrouve plus de traces des membres dans les dossiers. La situation ne peut s'expliquer par la fermeture de l'usine, celle-ci ne fermera ses portes qu'en 1962⁷⁸. Il faut donc conclure à une désaffiliation. La tendance à la décroissance des effectifs du SIBM se confirme dans les années subséquentes, tendance qui s'explique par la diminution graduelle du nombre d'ouvriers de l'usine Price Brothers. L'effervescence des années de guerre et de la

⁷⁶ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier FBOC, Correspondance FBOC, Lettre de la Price Brothers à F.X. Legaré, 12 avril 1946; Lettre de la Price Brothers à F.X. Legaré, 18 mai 1947; Lettre de F.X. Legaré à la Price Brothers, 7 avril 1948; Lettre de la Price Brothers à Gérard Dion, 26 avril 1949.

⁷⁷ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Rapport annuel du SIBM 1949-1950, p. 3.

⁷⁸ Antoine Gagnon, *Histoire de Matane 1677-1977*, p. 358.

deuxième moitié des années 1940 est bien terminée, et le mouvement syndical doit lutter pour conserver ses gains. Année après année, les finances du syndicat plongent de plus en plus vers le rouge en même temps que les charges liées à la caisse de décès s'alourdissent⁷⁹. En 1954, la compagnie Price Brothers envisage de transférer des emplois de son usine de Matane vers celle de Price en fermant la cour de pilage du bois. De 1954 à 1957, le syndicat de Matane s'oppose à cette décision, discute avec Price Brothers et cherche des appuis dans la communauté et auprès du député provincial, mais sans résultat sur la décision de la compagnie. En 1957, les travailleurs sentent de plus en plus que la fin de l'usine approche quand ils voient le bois scié partir directement pour l'usine de Price⁸⁰. L'année suivante, des négociations sont enclenchées entre le syndicat et la compagnie pour assurer la survie de l'usine. Price Brothers offre alors au syndicat que ce dernier gère l'usine sous la forme d'une coopérative, proposition que rejettent en bloc les syndiqués⁸¹. Le 12 septembre 1958, le gérant de l'usine annonce aux ouvriers qu'il n'y aura pas de saison de coupe et que l'usine fermera ses portes à la fin de la présente saison⁸². Les années 1950 sont donc une lente agonie pour cette usine qui a fait vivre à une certaine époque la quasi-totalité de la population matanaise. En 1943, la Price Brothers employait 475 personnes⁸³. En 1958, on ne compte plus que 100 ouvriers. Avec la fermeture de l'usine, le SIBM est emporté, et la dernière réunion de l'exécutif a lieu le 15 septembre 1958⁸⁴.

⁷⁹ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Rapport annuel du SIBM 1951-1952, p. 11; Rapport annuel du SIBM 1956-1957, p. 7.

⁸⁰ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'Assemblée générale du SIBM, 13 mars 1954, p. 139-140; Procès-verbaux de l'exécutif du SIBM, 8 novembre 1955, p. 164-165; Procès-verbaux de l'Assemblée générale du SIBM, 14 février 1957, p. 207-208; AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal de la ville de Matane, 4 mars 1957, p. 239-240.

⁸¹ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'Assemblée générale du SIBM, 11 juin 1958, p. 247-248.

⁸² ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'exécutif du SIBM, 12 septembre 1958, p. 257.

⁸³ « Le mémoire du syndicat local », *La voix gaspésienne*, vol. 38, n° 9, 6 juin 1958, p. 5 et 12.

⁸⁴ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'Assemblée générale du SIBM, 15 septembre 1958, p. 257-258.

En plus du SIBM, on compte au moins un autre mouvement syndical au cours de ses années à Matane. En 1954, les travailleurs de la Hammermill Papers se syndiquent auprès de la Fraternité Unie des Charpentiers Menuisiers d'Amérique (FUCMA)⁸⁵. L'arrivée de ce syndicat international soulève quelques craintes auprès des promoteurs du syndicalisme catholique qui favorisent l'UCC pour l'organisation des bûcherons, puisqu'une partie d'entre eux sont des cultivateurs :

Comme le temps presse et que tout retard sera certainement en faveur de Garneau et son organisation [la Fraternité des charpentiers-menuisiers d'Amérique], il me semble que l'U.C.C. diocésaine devrait procéder immédiatement à l'organisation d'un Syndicat de Bûcherons dans notre région, alors que le climat est favorable dans les chantiers de la Price. Et j'espère qu'un succès dans cette partie sera un fort atout pour supplanter Garneau chez la Hammermill.⁸⁶

Pendant quelque temps, ces deux organisations sont donc en compétition pour le recrutement des travailleurs forestiers de la Hammermill Papers. Finalement, la protection des bûcherons en général se répartit entre l'UCC pour les agriculteurs, la FUCMA pour les travailleurs de la Hammermill Papers et le SIBM pour ceux qui travaillent à l'usine Price. Cette division dans la représentation des ouvriers forestiers résulte de plusieurs années de désaccord entre la CTCC et l'UCC tout d'abord pour l'organisation des bûcherons. En effet, on doit attendre jusqu'en 1948 pour qu'un accord intervienne entre les deux organisations. Il est alors décidé de procéder à une division qui suivrait la ligne de partage entre les paroisses à caractère rural et urbain. L'UCC conserve alors l'organisation des paroisses rurales et la CTCC des urbaines : Rimouski, Matane, Price, Cabano, Estcourt et Cap-Chat. La CTCC obtient également le monopole des discussions concernant les relations de

⁸⁵ « Hammermill Paper paiera de \$7.50 à \$12.50 par jour », *La Voix de Matane*, 9^e année, n^o 1, 15 juillet 1954, p. 1.

⁸⁶ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Lettre de Théodule Desrosier à M^{gr} Charles-Eugène Parent, 28 juin 1955.

travail avec les grandes compagnies forestières. Cet accord est en fait un aveu d'échec de l'UCC à recruter des membres dans ces localités⁸⁷.

Les fermetures de la Price Brothers en 1958 et de Gagnon et Frère en 1962 et le départ de la Hammermill Paper en 1960 font disparaître la presque totalité de l'industrie forestière de la région de Matane et du même coup plusieurs des syndicats de bûcherons. Au moment où disparaissent un à un les syndicats liés au domaine forestier, c'est au tour des employés municipaux de Matane de se syndiquer en mars 1958, montrant par la même occasion que le syndicalisme n'est pas mort à Matane, 15 ans après la naissance du SIBM⁸⁸.

* * *

Importante, mais éphémère, la présence de la CTCC à Matane à travers le SIBM, a transformé en profondeur la vie des travailleurs de la ville. En suivant l'exemple de leurs confrères de Rimouski et de Price, les travailleurs de Matane ont fondé un syndicat qui, par la suite, a fait boule de neige dans la ville de Matane. Déjà au fait des idéaux syndicaux avant 1940, la preuve en étant la création d'un premier syndicat matanais en 1920, les ouvriers de Price Brothers, puis ceux d'autres secteurs économiques de la ville, s'unissent pendant la Deuxième Guerre mondiale pour améliorer leur sort. La fondation du SIBM ne sera pas facile, les organisateurs syndicaux devant lutter pendant deux ans contre les réticences du curé de la paroisse qui voyait dans l'augmentation des salaires une incitation à la consommation d'alcool. Pourtant, le syndicat voit finalement le jour en 1943 et les résultats seront probants. Pendant toutes les années 1940, le SIBM sera un acteur incontournable de la ville et contribuera à une amélioration notable des salaires et des conditions de

⁸⁷ AAR, Dossier de l'Union Catholique des Cultivateurs et de l'Union des Bûcherons, Résolution adoptée par le Comité Forestier de l'UCC, 29 juillet 1947; Entente entre l'UCC et la CTCC relativement à l'organisation des ouvriers en forêt, 3 avril 1948.

⁸⁸ «La ville n'en a pas fini avec le Syndicat des employés municipaux », *La Voix gaspésienne*, vol. 37, n° 50, 21 mars 1958, p. 10.

travail des ouvriers syndiqués. Malheureusement, le rapide déclin de l'industrie du sciage dans les années 1950 coupe l'élan, pour un temps, du syndicalisme matanais.

CHAPITRE IV

MARCHÉ DU TRAVAIL ET PAUVRETÉ

La structure économique, ainsi que le marché du travail qui en découle, influence grandement les conditions et le mode de vie de la population. Elle détermine en bonne partie la qualité et la quantité des emplois disponibles; elle explique la prévalence d'un secteur économique sur les autres; elle a une influence majeure sur le type et la quantité d'emplois disponibles pour les hommes et les femmes; elle a un impact sur la mobilité de la main d'œuvre ou l'état de pauvreté de la population. Le présent chapitre observe ainsi les influences de la structure économique de Matane sur sa population. Nous abordons dans un premier temps l'évolution du marché du travail matanais des années 1930 au début des années 1960. La table étant mise, nous pouvons ensuite examiner les impacts de cette évolution sur l'augmentation du taux de chômage dans la région matanaise et la mobilité de la main-d'œuvre que cela implique. Pour ce faire, nous devons nous attarder au développement des moyens de transport qui permettent de relier les deux rives du Saint-Laurent et qui favorisent cette mobilité des travailleurs. Ce n'est qu'une fois les paramètres du marché du travail mis en lumière que nous nous intéresserons aux conditions de vie de la population ouvrière de Matane ainsi qu'aux différents facteurs qui la confinent à la pauvreté. Cette précarité de la communauté ouvrière matanaise mène à la mise en place de plusieurs formes d'entraide qui font l'objet de la dernière partie du présent chapitre.

4.1 Un marché du travail en évolution

4.1.1 Occupation de la population 1930-1961

La présence des compagnies Price Brothers et de la Hammermill Papers à Matane procure aux travailleurs de la ville de nombreux emplois reliés aux secteurs primaires et secondaires pendant les premières décennies du XX^e siècle. En effet, le retour en force de la Price Brothers dans la communauté vers 1890 et l'installation de la Hammermill Papers au début des années 1920, même si cette dernière ne fait pas de transformation du bois sur place, permettent au petit village de quadrupler sa population entre 1901 et 1931. Lors de son passage au village de Saint-Jérôme-de-Matane en 1930, Raoul Blanchard estime que ces deux compagnies emploient de 600 à 700 personnes dans les opérations de sciage et d'expédition du bois¹. La population active de 20 ans et plus en 1931 se chiffre à 1088 personnes, dont 965 hommes et 123 femmes, sur une population de 4757 habitants. Sur ce nombre, 947 personnes déclarent occuper un emploi, dont 825 hommes et 122 femmes. Les femmes représentent à ce moment 12,9% de la main-d'œuvre. Le ralentissement économique au début des années 1930 affecte donc presque qu'exclusivement les hommes du village². On doit cependant tenir compte du fait que le taux de chômage varie fortement selon la période de l'année et que le gros de la crise économique n'a toujours pas touché Matane. Dans son rapport à l'évêque en 1932, le curé de la paroisse Saint-Jérôme-de-Matane estime qu'il y a 600 journaliers, 150 gens de métier, 12 professionnels, 40 commerçants, 200 agriculteurs et 32 agents de courtoise. Il ne tient cependant compte que des chefs de famille dans son estimation et englobe tout le territoire de la paroisse, ce qui inclut un vaste territoire agricole³. On observe donc qu'entre 1931 et 1932, le marché de l'emploi est demeuré plutôt

¹ Raoul Blanchard, *L'Est du Canada français : Province de Québec*, Montréal, Beauchemin, 1935, p. 98.

² Ottawa, Dominion Bureau of Statistics Canada, *Seventh Census of Canada, 1931*, vol. 2, Ottawa, Ministry of Trade and Commerce, p. 1272.

³ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Curé Victor Côté, « Rapport de la paroisse Saint-Jérôme-de-Matane, 1932 », p. 3.

stable. En 1937, après les plus difficiles années de la crise économique, le nombre d'emplois dans le secteur forestier est revenu environ au niveau de 1930. Les données que nous possédons sur cette année-là regroupent le nombre d'employés de la compagnie Price pour les villes de Matane et de Price. Considérant que le niveau de production des deux usines est similaire, nous pouvons estimer qu'à elle seule, la compagnie Price Brothers emploie près de 500 ouvriers, 425 bûcherons et 150 draveurs à Matane⁴.

Nous possédons les données détaillées de l'occupation de la population matanaise pour 1941 grâce au recensement fédéral. Nous ne disposons cependant que d'une estimation du nombre d'employés de la Price Brothers à Matane pour la même année. Au cours des années 1940, la compagnie engage en moyenne 500 ouvriers dans ses installations de la ville⁵. Il est possible de croire que le nombre de travailleurs en forêt et de draveurs est également assez stable, puisque ce n'est qu'au début des années 1950 que l'arrivée de nouvelles technologies entraîne une diminution de la main-d'œuvre en forêt. Dans le recensement de 1941, la population matanaise totale s'élève à 4633 personnes. De ce nombre, 1595 personnes de 14 ans et plus déclarent une occupation, soit 1244 hommes et 351 femmes. Sur ce total, 384 hommes travaillent dans le secteur primaire, 130 dans le secteur manufacturier et 227 comme manœuvres, un terme qui s'apparente à celui de journalier. Le recensement relève la présence de 15 femmes parmi ces trois catégories, principalement dans le secteur manufacturier⁶.

On doit cependant être prudent avec la terminologie employée par le recensement en ce qui concerne les secteurs d'emplois. En effet, le contexte de travail de l'époque oblige la plupart des travailleurs à voguer d'un secteur à l'autre selon les périodes de

⁴ Québec (Province), ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*, Québec, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1937, p.57.

⁵ « Une industrie s'en va », *La Voix gaspésienne*, vol. 28, n° 23, 19 septembre 1958, p. 1 et 8.

⁶ Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Huitième Recensement du Canada, 1941*, vol. 2, Ottawa, ministère du Commerce, 1942, p. 284-285.

l'année. Le pourcentage des travailleurs répartis dans ces trois catégories est donc supérieur à celui rapporté en 1930 ou en 1937. En tout, ils représentent environ 50% des travailleurs de la ville. Les autres principaux secteurs d'emplois sont les transports et les communications (101), le commerce et les finances (174) et finalement les services (384). Sur les 384 personnes du secteur des services, 263 sont des femmes, dont 207 travailleuses autonomes (domestique)⁷. Le chanoine Victor Côté, dans son rapport de 1938, estime que le nombre de domestiques dans la paroisse avoisine les 150 personnes, dont une majorité de femmes⁸. Sur le marché du travail montréalais, les services personnels emploient le tiers des femmes, dont une majorité dans les services domestiques. Ces emplois sont souvent très peu payés, même selon les critères du travail salarié féminin, et exigent de longues heures de travail. Malgré tout, ce genre d'emploi s'avère important pour les femmes mariées qui y trouvent l'un des rares domaines de travail socialement accepté pour elles. De plus, durant les crises économiques, plusieurs s'en servent pour soutenir leur famille quand les emplois manufacturiers se font rares⁹. À Matane, l'absence d'industries plus favorables au travail des femmes, comme celui du textile, et l'omniprésence de l'industrie forestière, un milieu exclusivement masculin, leur laissent peu de possibilités. Les fluctuations d'emplois entraînées par la crise des années trente laissent peu de traces dans les recensements puisque l'on constate que le taux d'occupation de 1941 est similaire à celui de 1931, en tenant compte du fait que le recensement de 1941 inclut la population de 14 ans et plus et celui de 1931 la population de 20 ans et plus. Autrement dit, en 1931, la crise n'avait pas encore frappé trop durement Matane, et la guerre n'avait pas encore rapporté tous ses fruits en 1941.

⁷ *Ibid.*

⁸ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Curé Victor Côté, « Rapport de la paroisse Saint-Jérôme-de-Matane, 1938 », p. 5.

⁹ Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, « Ouvrières et travailleuses montréalaises 1900-1940 », dans *Les femmes dans la société québécoise*, dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., Montréal, Boréal Express, 1977, p.132-134.

En 1951, la population de la ville de Matane a fortement augmenté par rapport au dernier recensement, elle passe alors de 4633 à 6345 habitants, en raison notamment de l'annexion d'une partie de la municipalité de Saint-Jérôme-de-Matane en 1948¹⁰. De ce nombre, 2148 personnes déclarent une occupation, dont 1637 hommes et 511 femmes. Les emplois liés au secteur primaire, à la fabrication et les manœuvres (journaliers) regroupent 726 travailleurs, un nombre presque identique à 1941. Cependant, ces travailleurs (710 hommes; 16 femmes) ne représentent plus que 33,79% de la main-d'œuvre de la ville, des emplois occupés presque exclusivement par des hommes. Pendant cette décennie, d'autres secteurs soutiennent la croissance économique et démographique de Matane. La propriété et l'administration (269), les professionnels (125), les emplois de bureaux (187), la construction (112), les transports et communication (218) et le commerce et finance (145) ont tous connu une augmentation importante de leur effectif. Le secteur des services (327) est demeuré sensiblement le même d'un recensement à l'autre, les femmes y sont toujours majoritaires (238)¹¹. Les femmes sont les principales responsables de l'accroissement des effectifs pendant les années 1940 dans la plupart des secteurs, sauf dans la construction, les transports et les communications. Au cours de la période, le pourcentage de femmes sur le marché du travail à Matane n'a cessé de croître, passant de 12,9% en 1931, à 22,01% en 1941 et à 33,79% en 1951.

Pendant les années 1950, le marché de l'emploi à Matane connaît de profondes transformations, tellement qu'au début de la décennie suivante, la structure économique et le marché de l'emploi de la ville présentent de nouveaux visages. Les industries traditionnelles qui ont fait vivre la population de la ville depuis près d'un siècle sont presque disparues du jour au lendemain. Les anciens ouvriers de ces industries se sont éparpillés aux quatre vents en quête d'un nouvel emploi, tout en gardant leur foyer dans leur localité d'origine. Malgré tout, la population est en forte

¹⁰ Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Recensement du Canada 1961*, vol. 1, partie 1-10, Ottawa, ministère du Commerce, 1963, tableau 6-24 et 6-102.

¹¹ Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Neuvième Recensement du Canada 1951*, vol. 4, Ottawa, ministère du Commerce, 1953, tableau 9-5 et 9-6.

croissance, notamment en raison de l'annexion d'une autre partie du territoire de la municipalité de Saint-Jérôme-de-Matane en 1958. Sur les 9190 résidents de Matane déclarés au recensement de 1961, 2772 hommes et femmes âgés de 15 ans et plus déclarent une occupation. Parmi eux, 2031 hommes et 741 femmes sont au travail. Les deux sexes représentent donc, respectivement, 73,3% et 26,7% de la main-d'œuvre de la ville. Bien que ces pourcentages semblent défavorables pour les femmes, ces dernières sont maintenant 230 de plus sur le marché du travail qu'une décennie plus tôt. Les hommes ont tout simplement bénéficié d'une plus grande création d'emploi. Les emplois dans les secteurs des ressources naturelles et manufacturiers se chiffrent à 591 travailleurs, soit 21,32% de l'emploi total. Le secteur des services s'est, quant à lui, beaucoup développé pendant cette période et représente maintenant 61,25% du marché de l'emploi, pour un total de 1698 personnes. Les femmes sont les grandes bénéficiaires de cette augmentation puisqu'elle représente à ce moment 39,87% des employés de ce secteur. Elles sont cependant concentrées dans la catégorie des services sociaux, commerciaux, industriels et personnels¹².

Cette décennie voit donc la tertiarisation de l'économie de la ville s'effectuer en même temps que le déclin des anciens secteurs primaires et secondaires. Les difficultés économiques que connaît la ville en 1961 viennent cependant fausser les données sur la participation des femmes au marché du travail puisque beaucoup d'hommes travaillent à l'extérieur de la région tout en demeurant résidents de la ville et ils bénéficient également de l'accroissement du secteur des services au même titre que les femmes. Le passage vers la tertiarisation économique sera cependant douloureux pour la population qui voit ses industries traditionnelles disparaître alors que le secteur des services encore en émergence n'est pas encore en mesure de prendre complètement la relève. Le secteur des services est quant à lui encore

¹² Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Recensement du Canada 1961*, vol. 3, partie 2-5, Ottawa, ministère du Commerce, 1963, tableau 7-3 et 7-4.

incapable de prendre complètement la relève. Cela aura comme conséquence de provoquer une instabilité économique qui prendra des années à se résorber.

4.1.2 Chômage et exil des ouvriers dans les années 1950

Le début des années cinquante est encore favorable à l'économie de la ville, bien que l'industrie forestière et celle du sciage soient en perte de vitesse. Entre 1951 et 1956, la population croît rapidement, jusqu'à atteindre 8069 habitants, et la tendance se maintient jusqu'en 1961 alors que la population dépasse les 9000 habitants¹³. Derrière cette croissance se profile néanmoins des inquiétudes croissantes. Certains Matanais commencent à craindre pour l'avenir de la ville et que les exodes engendrés par les précédentes difficultés économiques ne se répètent¹⁴.

À l'échelle régionale, le chômage augmente sensiblement à partir de 1953. Dans le district de Rimouski, on dénombre 80% plus de chômeurs au début du mois de novembre qu'au même mois l'année précédente, et on constate une augmentation sensible du nombre de bûcherons « exilés » sur la Côte-Nord¹⁵. L'année suivante, le bureau de l'assurance-chômage de Matane, qui couvre le territoire allant de Métis Beach à Mont-Louis, observe que le nombre de prestataires en février atteint 3204 réclameurs, une hausse de 747 chômeurs par rapport à l'année précédente¹⁶. De 1950 à 1957, le bureau observe ainsi une hausse du nombre de prestataires de près de 10% d'une année à l'autre. Sur une année, le taux de chômage fluctue considérablement; il augmente à partir du mois de novembre pour atteindre un sommet en mars avant

¹³ Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Recensement du Canada 1961*, vol. 1, partie 1-6, Ottawa, ministère du Commerce, 1963, tableau 9-14.

¹⁴ « Exode de la ville », *La Voix gaspésienne*, vol. 28, n° 23, 19 septembre 1958, p. 1 et 8.

¹⁵ « Le chômage dans la région », *La Voix de Matane*, 8^e année, n° 16, 5 novembre 1953, p. 9.

¹⁶ « \$96,123 distribués en prestation d'assurance-chômage en janvier », *La Voix de Matane*, 8^e année, n° 28, février 1954, p. 1; « \$147,235 versés en prestation de chômage pour le mois de février », *La Voix de Matane*, 8^e année, n° 32, 4 mars 1954, p. 1.

de redescendre graduellement en avril¹⁷. L'année 1958 chamboule cependant cette tendance. En effet, la compagnie Price retarde l'ouverture de son moulin qui commence à opérer seulement le 1^{er} mai, soit environ deux semaines plus tard qu'à l'habitude. De plus, elle ne rappelle au travail qu'une centaine d'ouvriers¹⁸. Finalement, les ouvriers apprennent en septembre que la compagnie ferme son usine, écourtant la saison de sciage au passage, et qu'aucune coupe ne sera faite pendant l'hiver. En même temps, la Hammermill Papers annonce aussi qu'elle ne fera pas de coupe pendant l'hiver. Tous ces éléments font exploser le nombre de chômeurs qui se chiffre alors à près de 4500 personnes au mois d'août pour le territoire couvert par le bureau de chômage, un chiffre atteint normalement au creux de l'hiver¹⁹.

La lente diminution du nombre d'emplois dans le secteur forestier et du sciage pendant les années 1950 laisse donc peu d'options aux ouvriers de Matane. Pendant cette période, on observe un accroissement du nombre de travailleurs en « exil » sur la Côte-Nord. Bien que ce phénomène touche tout le Bas-Saint-Laurent, il est particulièrement marqué dans la région matanaise. Comme nous l'avons vu précédemment, le départ de la région, depuis le XIX^e siècle, a toujours été une solution en temps de difficultés économiques. Cette fois-ci cependant, le phénomène prend une allure différente. Les départs massifs de familles n'ont pas lieu. À la place, les ouvriers font des allers-retours hebdomadaires ou mensuels entre leur lieu de travail et leur foyer. À elle seule, la ville de Matane fournit, pour l'année 1956, 457 travailleurs forestiers à la Quebec North Shore Paper de Baie-Comeau, soit le plus grand nombre de toutes les localités du Bas-Saint-Laurent²⁰.

¹⁷ « En six mois, \$1 360 140 en prestation de chômage », *La Voix gaspésienne*, vol. 27, n° 14, 5 juillet 1957, p. 24.

¹⁸ « Brièvement », *La Voix gaspésienne*, vol. 28, n° 5, 9 mai 1958, p. 17.

¹⁹ « Rien de réglé », *La Voix gaspésienne*, vol. 28, n° 17, 8 août 1958, p. 1; « Les prestations diminuent, les chômeurs restent », *La Voix gaspésienne*, vol. 28, n° 18, 15 août 1958, p. 1; « Une industrie s'en va », *La Voix gaspésienne*, vol. 28, n° 23, 19 septembre 1958, p. 1 et 8.

²⁰ Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Collection « Les régions du Québec », 1993, p. 622- 624.

La croissance de ce phénomène est tributaire du développement des moyens de transport qui relient les deux rives depuis Matane. Les activités maritimes ne sont pas récentes dans le havre de la rivière. Depuis l'ouverture de la première scierie dans les années 1840, les installations portuaires se sont continuellement améliorées avec pour effet d'accroître le transit maritime. Le port prend sa pleine mesure avec l'arrivée de la Hammermill Papers dans les années 1920²¹. À la même époque, des compagnies s'installent sur la Côte-Nord pour exploiter les ressources forestières. Le port de Matane devient, grâce aux améliorations effectuées en 1923 et à la présence de plusieurs compagnies de transport maritime, l'un des principaux lieux d'exportation de marchandises, de biens alimentaires et de transports de passagers vers la rive nord du Saint-Laurent²². Le déclin appréhendé de l'industrie forestière dans les années 1950 incite certains hommes d'affaires à envisager l'amélioration des liens de transport entre les deux rives pour profiter du boom que connaît cette région. Un projet s'amorce donc en 1956 pour établir une traverse maritime permanente entre un point de la Gaspésie et la Côte-Nord. Cette dernière voit finalement le jour en 1962 avec l'inauguration du navire N.A. Comeau au port de Matane²³.

En même temps que plusieurs compagnies assurent le transport maritime entre Matane et la Côte-Nord, le transport aérien gagne en popularité dès les années 1930 pour répondre à la demande pendant l'hiver. En 1934, près de 1238 personnes emploient le service aérien pour rejoindre l'autre rive en partance de Matane²⁴. En 1945, le gouvernement fédéral offre une subvention pour la construction d'un aéroport plus grand et plus moderne près de la ville. Dès l'ouverture, les installations connaissent un fort succès et permettent, entre le mois de janvier et de mars 1947, 75

²¹ Louis Blanchette, *La tradition maritime de Matane*, Matane, Publication de la Société d'histoire et de généalogie de Matane, 1992, p. 62-63.

²² *Ibid.*, p. 66.

²³ *Ibid.*, p. 74-76.

²⁴ Andrée-Anne Côté, Perry Fournier, André Lavoie et Claude Otis, *Matane en histoire et en image*, Matane, Ville de Matane, 2012, p. 39.

atterrissages et le transit d'environ 600 passagers entre Matane et la Côte-Nord²⁵. En 1956, une deuxième piste est construite à l'aéroport. Devant la hausse soutenue de la demande, les autorités municipales n'ont d'autre choix que d'envisager très rapidement un nouvel agrandissement. L'année suivante, le conseil municipal demande donc une aide financière supplémentaire au gouvernement fédéral pour un agrandissement général de l'aéroport, une initiative soutenue par la Chambre de Commerce de Matane²⁶.

4.2 Condition de vie ouvrière

4.2.1 Pauvreté en milieu urbain

La pauvreté en milieu agricole est un phénomène particulier qui peut se manifester sous plusieurs formes. Pendant la colonisation d'une nouvelle région, la pauvreté, la débrouillardise et la vie en relative autarcie deviennent une seconde nature pour les nouveaux arrivants. Une fois les premiers pas de la colonisation franchis, une région agricole peut devenir prospère pendant une génération ou deux, selon la qualité et la quantité de sols arables, le climat et les techniques agricoles mises en œuvre. Une fois la saturation des terres arables d'une région atteinte, la pauvreté peut s'installer de nouveau. Si les terres sont fractionnées indûment en fonction des règles d'héritage, elles n'arrivent plus à subvenir aux besoins des familles qui y sont installées. L'exode subséquent des familles ou des jeunes, soit vers de nouvelles zones de colonisation, ou vers la ville est alors presque inévitable²⁷. Ce scénario peut facilement être transposé à la région matanaise. Au début du XX^e siècle, une

²⁵ « Entre Matane et la Côte-Nord », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 15^e année, n° 2, 6 mars 1947, p. 16.

²⁶ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal de la ville de Matane, 4 mars 1957, p. 248-249; « La Chambre de Commerce demande le prolongement et l'amélioration des pistes à l'aéroport de Matane », *La Voix de Matane*, 11^e année, n° 13, p. 1.

²⁷ Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, p. 478-480.

nouvelle variable vient toutefois modifier ce cycle : l'avènement de l'industrialisation et de l'urbanisation. Les jeunes et les moins jeunes ont une nouvelle option à leur disposition et peuvent espérer travailler dans l'industrie du sciage en tant que journalier.

Ces ouvriers de première génération peuvent difficilement aspirer à la fortune. La plupart d'entre eux viennent grossir les rangs des travailleurs pauvres, victimes impuissantes des aléas économiques. En effet, malgré des semaines de travail de 60 heures, la grande majorité des ouvriers non qualifiés ne reçoivent pas un salaire suffisant pour subvenir aux besoins élémentaires de leur famille²⁸. En 1911, un travailleur masculin montréalais gagnait en moyenne 549\$ par année ou 10,55\$ par semaine, alors qu'il lui aurait fallu consacrer 12,82\$ aux dépenses essentielles du ménage et bénéficier d'un budget total de 18,31\$ pour « mener une vie honnête ». Les femmes et les enfants gagnaient quant à eux 6\$ et 4\$ par semaine respectivement. Les travailleurs ne pouvaient espérer disposer de ces revenus que si leur emploi était constant et non entrecoupé par les cycles saisonniers ou la maladie²⁹. En 1921, un journalier gagnait en moyenne 900\$ par année, soit 17,30\$ par semaine et le salaire moyen des travailleurs rémunérés à l'heure se chiffrait à 1100\$ ou 21,25\$ par semaine. En 1926, le ministère fédéral du Travail établissait que le seuil de pauvreté pour une famille de cinq personnes se situait à 1590\$ par année, ce qui inclut les coûts liés aux besoins fondamentaux que sont l'alimentation, le logement et l'habillement. À l'époque, ce budget ne permettait pas à une famille d'atteindre la simple subsistance. En 1928-1929, le salaire moyen de 67% des travailleurs montréalais se trouve sous la barre des 1300\$, soit bien en dessous du seuil de pauvreté établi en 1926³⁰.

²⁸ Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, p. 30.

²⁹ *Ibid.*, p. 32.

³⁰ *Ibid.*, p. 40.

Il est difficile d'établir une comparaison directe entre le revenu et le coût de la vie des travailleurs montréalais et matanais puisque les données sur ces derniers à cette époque sont rares. Mais certains éléments nous permettent néanmoins de nous faire un portrait du niveau de vie des familles ouvrières matanaises. Dans un premier temps, on peut constater une forte concentration de la population ouvrière à Matane en observant le milieu de vie urbain. Le développement industriel du village de Saint-Jérôme-de-Matane attire pendant les trois premières décennies du XX^e siècle une population nombreuse de futurs membres de la classe ouvrière. Nous avons noté au chapitre deux une manifestation de cette croissance urbaine : les investissements en infrastructures de la municipalité. Jusqu'au début des années 1930, les autorités municipales sont préoccupées par la construction de nouvelles rues et l'aménagement de l'aqueduc. La population en croissance se concentre très près des lieux de travail, plus spécifiquement autour de l'usine de la Price Brothers. En observant certains clichés photographiques du noyau villageois en 1927 (annexe figure 1.3), on peut voir que la très grande majorité de la population se retrouve sur un territoire restreint. On constate également que l'église, habituellement sise au cœur du village, est ici excentrée, situation qui s'explique par le fait qu'elle a été construite avant l'usine et qu'elle en est relativement éloignée³¹. Jusqu'en 1948, année où la ville accroît quelque peu son territoire, la population habite un territoire de 1,165 km² (annexe figure 1.4). En 1931, la concentration de la population est de 4083 habitants/km², mais ce chiffre est trompeur³². En effet, la photographie nous montre qu'une partie non négligeable de ce territoire est toujours consacré à l'agriculture, ce qui accroît d'autant la concentration de la population dans un petit territoire très urbanisé. À titre de comparaison, les villes de Montréal et de Québec possèdent respectivement une concentration de 7825 habitants/km² et de 7045 habitants/km² à la même époque. Des villes industrielles comme Sherbrooke (1853

³¹ « Photo du village Saint-Jérôme-de-Matane en 1927 », Société d'histoire et de généalogie de Matane, album 37.1.

³² Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Neuvième Recensement du Canada 1951*, vol. 1, 1953, tableau 3-2.

habitants/km²), Trois-Rivières (3037 habitants/km²), Hull (2686 habitants/km²), Chicoutimi (2800 habitants/km²) et Jonquière (2929 habitants/km²) présentent quant à elles des concentrations urbaines de loin inférieures à celle de Matane³³.

Comme nous l'avons vu au chapitre trois, en 1941, le salaire moyen des ouvriers des scieries de la compagnie Price Brothers est de 10,80\$ pour une semaine de 60 heures, soit un peu plus que ce que gagnait un travailleur montréalais trente ans plus tôt. Un journalier, s'il habite Montréal, peut espérer gagner entre 19,36\$ et 22,00\$ pour une semaine de 44 à 50 heures, alors que s'il habite Québec, son salaire se situe entre 17,60\$ et 19,20\$ pour une semaine à peu près équivalente³⁴. En tenant compte que la saison de travail se limite à 32 semaines dans les scieries, on peut estimer qu'un ouvrier matanais gagne un salaire de 345,60\$ pour une saison complète de sciage. On doit ajouter à cela le salaire gagné, le plus souvent, dans les chantiers forestiers durant la saison hivernale. Ce dernier a beaucoup fluctué selon les époques et les périodes de prospérité ou de crise économique. Les salaires, sur une base mensuelle et brute, passent de 18\$ à 20\$ en 1901 à 90\$ à 120\$ en 1919. Puis, pendant la récession de 1920-1921, ils chutent de 30% pour s'établir à environ 70\$ mensuellement. On doit cependant soustraire de ces montants le coût de logement et de transport des bûcherons. Les salaires se rétablissent progressivement jusqu'au déclenchement de la Grande Crise, pour chuter à nouveau radicalement en 1931. Durant les pires années de la crise, il n'est pas rare qu'un bûcheron soit payé 1\$ par jour et peut-être moins³⁵. Pour la saison 1933-1934, le gouvernement établit finalement un salaire minimum de 26\$ net par mois³⁶. En présumant que la situation s'est maintenue durant quelques années, il faut ajouter un salaire de 104\$ pour quatre mois de travail forestier aux 345,60\$ gagnés pendant les 8 mois d'opération

³³ *Ibid.*, tableau 3-1.

³⁴ Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express et CSN, 1981, p. 164.

³⁵ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie : la formation de la région de Trois-Rivières 1830-1930*, Montréal, Septentrion, 2011 (2^e édition 1984), p. 216.

³⁶ Louise Proulx, *Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle*, Rimouski, Les cahier du GRIDEQ, 1985, p. 50.

de la scierie en 1941. On obtient alors un salaire annuel de 449,60\$ pour une année complète de 12 mois de travail, soit 8,65\$ par semaine.

Le nombre de locataires est également en forte croissance pendant les premières décennies du XX^e siècle. Pour compenser la perte de revenu dû à la diminution du nombre de propriétaires terriens, les autorités municipales instaurent une taxe aux locataires³⁷. De plus, certains clichés photographiques montrent clairement les caractéristiques du quartier ouvrier de Matane : composé d'imposantes maisons à deux étages collées l'une à l'autre, une entrée qui donne directement sur la rue, des rues étroites à sens unique et des cours arrière restreintes³⁸ (annexe figures 1.5 et 1.6). En se fiant à ces informations et en prenant en compte le nombre d'habitants au km², on peut penser qu'un nombre appréciable d'habitants du village sont des locataires.

On peut conclure que la population matanaise connaît, pour une bonne part, la pauvreté et doit vivre son quotidien dans des conditions parfois difficiles. La rareté des logements dans une ville en croissance démographique et l'éloignement des grands centres industriels, tirant vers le haut les prix des biens manufacturés, augmentent les coûts de la vie. En 1958, un rapport gouvernemental indique que les prix de la viande et des logements sont les deux seuls éléments dont les coûts sont inférieurs à ceux prévalant à Québec. Autrement, le prix des légumes, des fruits, de l'épicerie en général, du combustible et des vêtements est supérieur³⁹. On cultive dans le comté de Matane majoritairement du foin, de l'avoine et des pommes de terre principalement pour l'alimentation du bétail tandis que les cultures maraîchères

³⁷ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village Saint-Jérôme-de-Matane, 3 avril 1911, p. 240-241.

³⁸ « Matane, 1950, Vue de l'aréna et ses alentours », Société d'histoire et de généalogie de Matane, album 37.1; « Inondation de la rue St-Jean à Matane, mai 1947 », Société d'histoire et de généalogie de Matane, album 37.1.

³⁹ Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire économique et industrielle de la ville et de la paroisse de Matane*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1958, p. 5.

et fruitières ne suffisent pas à fournir les marchés locaux⁴⁰. Cette situation oblige ainsi l'importation d'une grande quantité d'aliments. Considérant les tarifs élevés pratiqués par la compagnie ferroviaire Gulf and Stream Railways, les coûts de l'alimentation, de l'habillement et de tout produit importé sont donc élevés.

Or si le coût de la vie semble plus élevé à Matane qu'à Québec et même qu'à Montréal au même moment, les possibilités de revenus complémentaires au budget familial sont restreintes. En effet, les femmes ont assez peu d'occasions d'emplois rémunérés. L'industrie forestière, l'employeur principal de la population de Matane, n'emploie pas de femmes, et le secteur des services n'en est qu'à ses débuts. Également, bien que la pêche ne soit pas une activité économique importante à Matane à l'époque, de nombreux ouvriers s'adonnent à la pêche à l'éperlan et à la morue pendant leurs quelques temps libres dans l'espoir d'apporter un peu de nourriture sur la table⁴¹.

4.2.2 Les organismes de bienfaisance et la lutte à la pauvreté

La faiblesse des salaires des hommes, l'instabilité économique saisonnière et l'absence relative de travail pour les femmes et les enfants à Matane laissent très peu de marge de manœuvre pour de nombreuses familles, et ce, même en période de plein emploi. Les salaires sont déjà insuffisants pour assurer un niveau de vie adéquat pour une famille. Des études antérieures ont déjà démontré que dans ces cas, ce sont souvent les femmes qui mettent en œuvre des stratégies pour en arriver à joindre les deux bouts. Parmi celles-ci, les ménagères peuvent décider de couper dans la qualité de la nourriture, de réduire les dépenses au maximum ou encore

⁴⁰ Québec, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*, Québec, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1937, p. 14-24.

⁴¹ Raoul Blanchard, *L'Est du Canada français : Province de Québec*, p. 98.

d'effectuer certains travaux rémunérés⁴². Dès qu'un imprévu se dessine (chômage, maladie, décès), elles n'ont souvent d'autre choix que de se tourner vers une aide extérieure. La plus simple et la plus rapide demeure le recours à la famille élargie, qu'elle soit à la ville ou à la campagne⁴³. Quand ce réseau « naturel » fait défaut, et en l'absence de tout filet social gouvernemental, les plus pauvres doivent se tourner vers les organismes de bienfaisance. La première preuve de la présence d'un tel organisme à Matane remonte à 1922 quand le conseil municipal accorde 100\$ à la Société Saint-Vincent de Paul (SSVP).

Cette société est l'organisme central qui chapeaute la grande majorité des associations de bienfaisance catholiques de la province. Fondée en 1833 en France par des laïques, la Société avait comme mandat de « fortifier la foi de ses membres par la pratique en commun de la charité, et en second lieu [...] donner aux pauvres des secours immédiats, sans aucune préoccupation théorique⁴⁴. » Elle s'installe à Québec en 1846, et à Montréal deux ans plus tard. Dès le départ, elle obtient un grand succès, et en 1930, on compte près de 300 conférences dont la moitié est située à Montréal. Les interventions des membres des conférences se limitent, la plupart du temps, à des visites à domicile des familles défavorisées et à offrir la charité sous la forme d'une assistance matérielle, morale, éducative et religieuse. L'assistance matérielle ne prend généralement pas la forme de dons en argent. Les membres distribuent plutôt des bons sur lesquels sont inscrits « le nom et l'adresse de la famille à secourir, le nombre des personnes qui la composent, leur état de santé, l'âge des enfants, l'indication de la nature et de la quantité de secours nécessaire, enfin la signature des visiteurs et la date de leur visite⁴⁵. » Ces bons sont ensuite échangeables chez les fournisseurs avec lesquels la SSVP s'est

⁴² Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la Crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, p. 157-158.

⁴³ *Ibid.*, p. 216-217.

⁴⁴ Éric Vaillancourt, *La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal : Reflet du dynamisme du laïcat catholique en matière d'assistance aux pauvres (1848-1933)*, Ph. D (histoire), Université du Québec à Montréal, 2005, p. 27.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 222.

préalablement entendue. La distribution de biens en nature est également une pratique courante. C'est ainsi que l'on donne de la nourriture, des vêtements, des médicaments au besoin et, en hiver, du bois et du charbon pour le chauffage. La distribution de combustible pour l'hiver accapare bien souvent la majorité des ressources des conférences. Après 1910, la SSVP offre de l'aide monétaire, dans des cas particuliers, pour payer le loyer ou la taxe des eaux d'une famille pauvre. Dans ces cas, elle transige directement avec le débiteur. Quand un membre rencontre une famille jugée dysfonctionnelle selon les normes de l'époque (pauvreté, alcoolisme, sous-éducation, défaillance d'hygiène, violence, etc.), il a le devoir d'en avertir les autorités compétentes qui retirent les enfants pour les placer dans des écoles ou des orphelinats. La SSVP paie alors les frais d'hébergement des enfants. Finalement, elle offre des services de recherche d'emploi pour les chômeurs, puisqu'elle considère que c'est la meilleure façon de remettre une famille sur les rails⁴⁶.

L'arrivée d'une telle société de bienfaisance à Matane illustre la paupérisation d'une tranche de la population qui n'arrive pas, malgré le travail, à subvenir à ses besoins. En 1925, la conférence de Matane de la société Saint-Vincent-de-Paul dépense un montant de 916,52\$ pour venir en aide aux démunis de Matane. À titre de comparaison, elle dépense des montants de 594,76\$ à Rimouski et de 640,80\$ à Mont-Joli. Pourtant, la population matanaise est moins nombreuse que celle de Rimouski et à peu près équivalente à celle de Mont-Joli⁴⁷. De nombreux travailleurs du secteur forestier habitent à Rimouski, mais la présence d'un important secteur des services et d'un grand nombre d'institutions et de communautés religieuses atténue les effets de la pauvreté⁴⁸. Du côté de Mont-Joli, c'est l'industrie ferroviaire qui représente le secteur économique principal. On y retrouve donc des emplois plus stables et moins saisonniers.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 222-226.

⁴⁷ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Bilan 1925 de la Société Saint-Vincent-de-Paul.

⁴⁸ Paul Larocque dir., *Rimouski depuis ses origines*, Rimouski, Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent, Société de généalogie et d'archives de Rimouski et GRIDEQ, 2006, p. 224.

La SSVP de Matane reçoit annuellement un don de la municipalité. Ces dons montrent que le conseil municipal reconnaît ce problème et qu'il appuie la société dans ses actions de lutte contre la misère. En plus de l'aide municipale, la conférence de Matane peut compter sur les contributions de particuliers. En 1925, elle reçoit 1282,43\$ alors que Rimouski en comptabilise 638,67\$ et Mont-Joli 824,67\$⁴⁹. La situation stable des années 1920 s'effondre cependant en 1930 quand l'usine Price Brothers ralentit brusquement ses activités. Des centaines de travailleurs se retrouvent alors au chômage et sans revenu. Puisque les salaires à l'époque ne sont pas suffisamment élevés pour que les ouvriers puissent mettre de l'argent de côté, la misère ne tarde pas à se manifester dans la ville. Les autorités n'ont alors que deux solutions à proposer : organiser des travaux publics et donner de l'argent à la SSVP, qu'elle redistribue par la suite sous la forme de dons en nature. Comme la situation ne s'améliore pas l'année suivante, la compagnie Price Brothers étant au bord de la faillite, la SSVP reçoit de la part du conseil municipal une somme de 802,67\$, et deux membres du conseil municipal se joignent à un comité spécial de la société pour organiser la distribution de l'aide⁵⁰.

Pendant toute cette décennie, le conseil municipal demande de l'argent aux gouvernements provinciaux et fédéraux pour la réalisation de travaux publics. Également, il offre annuellement une aide financière à la SSVP puisque le chômage et la pauvreté demeurent encore élevés. D'une année à l'autre, pendant les années de la Crise, la société bénéficie d'un budget de 3000\$ qu'elle distribue par la suite sous différentes formes. En plus de cette aide financière, la municipalité met en place une nouvelle réglementation visant à restreindre l'accès au marché du travail matanais par les travailleurs de l'extérieur de la municipalité. Au printemps 1931, au moment où la crise économique atteint son paroxysme, le conseil municipal impose l'achat d'une licence de travail pour toute personne travaillant à Matane. Le montant de

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 2 janvier 1931, p. 130-131; 1^{er} juin 1931, p. 170-171.

cette licence est de 0,25\$ pour les travailleurs résidants en ville depuis au moins 12 mois et de 25\$ pour toute autre personne de l'extérieur⁵¹. Cette nouvelle réglementation a deux objectifs : renflouer les coffres du village, qui sont passablement vides à ce moment et réserver les quelques emplois toujours disponible au village à la population de celui-ci en demandant une taxe exorbitante pour l'époque aux travailleurs étrangers.

Cette forme d'aide ne suffisant pas toujours, d'autres moyens doivent être mis de l'avant par les familles concernées. Certaines familles profitent de l'aide de leur parenté située à la campagne qui leur offre alors des provisions. D'autres optent pour la colonisation et s'installent dans les hautes terres de la région. La grande majorité des villages fondés durant cette période, Saint-René-de-Matane, Saint-Nil, Saint-Paulin-Dalibaire par exemple, le sont par des gens qui viennent du comté de Matane ou des environs. Ce phénomène d'émigration interne permet au comté de Matane de conserver une grande part de sa population urbaine réduite au chômage et même d'accroître sa population de 9,6% entre 1931 et 1937⁵². Les mouvements migratoires extérieurs sont avant tout dirigés vers la Côte-Nord où des centres comme Baie-Comeau, Shelter Bay et Trinity Bay, grâce à l'industrie forestière, sont en plein essor et offrent beaucoup d'emplois. Finalement, un certain nombre d'habitants décident de partir pour d'autres centres urbains dans l'espoir d'y trouver un emploi⁵³. Toutes ces initiatives individuelles, gouvernementales ou institutionnelles n'ont pourtant pas permis d'enrayer la pauvreté et la précarité de la communauté ouvrière matanaise. C'est pourquoi, au déclenchement de la grève de 1941, et malgré le retour du plein emploi, les ouvriers de la compagnie Price Brothers de

⁵¹ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 7 avril 1931, p. 153-154.

⁵² AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Rapport de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane 1932, p. 3; Rapport de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane 1938, p. 4; Québec, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*, p. 10-11.

⁵³ Québec, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*, p. 11.

Rimouski, de Price et de Matane optent pour une solution collective et réclament la même chose : des salaires décents qui leur permettront de sortir de la pauvreté dans laquelle ils sont plongés depuis trop longtemps, et ce, bien avant le déclenchement de la crise économique des années 1930⁵⁴.

* * *

Pour conclure, le modèle économique mis en place à Matane et dans de nombreuses localités de la région est une arme à double tranchant. Il a permis dans un premier temps d'industrialiser cette petite localité et d'en faire un centre urbain dans une région qui en était, jusqu'au début du XX^e siècle, presque entièrement dépourvue. Pendant trente ans, ce modèle économique, malgré les hauts et les bas des conjonctures, a porté fruit et permis à Matane de devenir une petite ville industrielle fortement urbanisée. En mettant l'accent sur l'exploitation primaire des ressources naturelles, il a suscité une forte croissance économique et ainsi rendu possible la création de nombreux emplois, mais il a caché de grandes faiblesses. En priorisant l'industrie forestière et du sciage, l'économie matanaise est devenue dépendante des cycles saisonniers qui plongent sa population dans une recherche constante d'un emploi pour combler le manque à gagner de l'hiver. Grâce à la croissance économique générale observée au Québec jusqu'à la fin des années 1920, les ouvriers matanais pouvaient trouver facilement des emplois dans l'industrie forestière pour compenser le chômage hivernal.

Après les bouleversements provoqués par la crise économique des années 1930, la guerre relance la production et permet, pendant un temps, de rétablir la prévalence de l'industrie du sciage dans l'économie matanaise. Au début des années 1950, cette industrie ralentit de nouveau, le nombre d'ouvriers nécessaire à son maintien chute en conséquence, faisant du coup augmenter fortement le chômage. En même temps, le secteur des services prend de l'ampleur. On observe alors un changement dans la

⁵⁴ ABUQAR, Fernand Harvey, Entrevue de François-Xavier Legaré, 1974.

structure économique de la ville. Les femmes sont de plus en plus nombreuses sur le marché du travail, elles qui étaient confinées jusqu'alors presque exclusivement dans les services domestiques. Les hommes doivent quant à eux effectuer une reconversion professionnelle ou faire la navette sur une base hebdomadaire ou mensuelle vers la Côte-Nord. Ce phénomène, de plus en plus important à partir des années 1930, se manifeste entre autres par l'accroissement des services de transports reliant les deux rives.

Cette structure économique particulière a des impacts importants sur le niveau de vie de la population matanaise. En plus de l'instabilité saisonnière, l'industrie du sciage verse de faibles salaires qui sont très loin de suffire pour assurer la subsistance d'une famille. L'urbanisation et les coûts de transport des biens manufacturés et de nombreux produits alimentaires imposent un coût de la vie plus élevé que dans d'autres centres urbains de la province. Finalement, le monopole de l'industrie forestière et du sciage sur la ville de Matane limite la multiplication des revenus pour les familles, les femmes et les enfants trouvant rarement du travail. Tous ces éléments viennent confirmer la précarité économique dans laquelle est plongée la communauté ouvrière matanaise à cette époque.

Jusqu'au début des années 1930, conformément au libéralisme classique répandu à l'échelle québécoise à l'époque, les autorités municipales ne s'impliquent pas dans l'aide aux pauvres. Elles laissent cette tâche à des organismes de bienfaisance, la principale à Matane étant la Société Saint-Vincent-de-Paul. La crise des années 1930 bouleverse cependant l'équilibre précaire observé pendant les trente premières années du XX^e siècle. Les actions collectives commencent petit à petit à prendre l'ascendant sur les actions individuelles dans la lutte à la pauvreté et à la précarité. La SSVP est incapable d'assumer entièrement son rôle. Les autorités municipales, grâce aux fonds versés par les gouvernements provincial et fédéral, instaurent alors des programmes de travaux publics, versent de l'argent aux sociétés de bienfaisance et votent un règlement visant à limiter l'accès au marché du travail aux gens de

l'extérieur de la municipalité. La population ouvrière ne demeure pas inerte devant la crise et met en œuvre un certain nombre de stratégies de survie. Elle fait alors appel à la famille élargie, participe à l'effort de colonisation de l'arrière-pays ou s'exile sur la Côte-Nord où le travail est encore abondant. Malgré la reprise économique observée au déclenchement de la guerre, la pauvreté demeure importante, ce qui pousse ceux demeurés en ville à réclamer une hausse de leur salaire et mène à la fondation d'un premier syndicat. Devant un marché du travail précaire, instable, saisonnier et principalement masculin, la population matanaise doit alors serrer les rangs et s'entraider. Il en ressort un sentiment communautaire chez les matanais qui se manifeste notamment d'un point de vue culturel et identitaire.

CHAPITRE V

CULTURE OUVRIÈRE

La présence d'une culture ouvrière au sein d'une communauté de travailleurs peut s'observer de plusieurs façons. Elle s'exprime à travers les différentes manifestations publiques des instances ouvrières comme des congrès, des parades et la participation à des activités sportives ou communautaires qu'elles soient organisées par les syndicats ou par le patronat. Il est possible d'observer la genèse de cette culture ouvrière avant l'apparition formelle d'organisations ouvrières. Ainsi, l'élection de représentants de ce groupe social dans les instances municipales, la paupérisation de la population qui accompagne parfois l'apparition d'industries ou encore l'élaboration de stratégies de survie par les familles sont des témoins de l'émergence de cette culture ouvrière. Une telle culture ouvrière comporte par ailleurs des caractéristiques genrées qui font écho à la structure économique qui la soutient. De plus, nous porterons notre attention sur la question de la masculinité des travailleurs, à la manière dont Joy Parr l'a fait dans ses études¹. Nous observerons finalement les signes d'unité et de division chez les ouvriers et dans la communauté matanaise dans son ensemble.

¹Joy Parr, *The Gender of Breadwinners: Women, Men, and Change in Two Industrial Towns, 1880-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, 314 p.

5.1 Présence publique ouvrière

5.1.1 Participation politique

L'action politique syndicale, selon l'auteur Louis-Marie Tremblay, se décrit comme étant « l'ensemble des comportements (attitudes et actions) des organisations syndicales (locales, intermédiaires, centrales) au niveau du système politique² ». La finalité et la méthode sont les deux critères principaux de l'action syndicale. Trois finalités peuvent être considérées : protéger et promouvoir les intérêts professionnels (matériels, économiques et sociaux) de leurs membres; participer, comme groupe d'intérêt ou corps intermédiaire, au pouvoir politique; faire valoir ou mettre en œuvre une philosophie ou une conception idéologique de la société et de ses structures socioéconomiques, de type socialiste ou communiste. Les deux méthodes privilégiées sont la partisane ou la non-partisane³. La première vise à obtenir des gains par la création d'un parti ouvrier ou par l'affiliation avec un parti politique existant. Par le recours à la seconde, les syndicats souhaitent accomplir leurs objectifs par l'influence et la pression sur les organes gouvernementaux sans s'affilier officiellement avec un parti politique quelconque.

L'action politique syndicale se manifeste peu après l'émergence de l'industrialisation du Québec. À partir des années 1880, des clubs ouvriers apparaissent dans plusieurs quartiers de la ville de Montréal et, en 1886, le Conseil central des métiers et du travail de Montréal est créé avec pour mission de défendre les droits et de protéger les intérêts de la classe ouvrière. Dans sa déclaration de principes, il se propose d'obtenir du pouvoir législatif des mesures touchant l'éducation, la justice, le travail, la santé publique et les droits politiques⁴. Les premiers mouvements politiques ouvriers apparaissent donc à Montréal, et c'est

² Louis-Marie Tremblay, « L'action politique syndicale », *Relations industrielles/ Industrial Relations*, vol. 21, n° 1, 1996, p. 46-47.

³ *Ibid.*, p. 47, 50.

⁴ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, p. 31.

également dans cette ville qu'ils obtiendront les meilleurs succès, surtout au niveau municipal, avec la création du Parti Ouvrier de Montréal (1899) et l'élection de J. Ainey, président du Congrès des métiers fédérés et du travail et candidat du Parti ouvrier, aux plus hautes instances du gouvernement montréalais (1910)⁵. Le monde politique municipal se prête bien à l'émergence d'une action politique ouvrière, puisque c'est à ce niveau que se discutent les problèmes sociaux : le chômage, la pauvreté, le logement, la santé publique, ainsi que tout ce qu'on appelle à l'époque les services d'utilité publique (transport, chauffage, eau, éclairage)⁶. Entre autres, les milieux urbains deviennent des lieux où « indépendamment de la capacité de gestion effective du gouvernement local, c'est dans la ville qu'affleurent les contradictions sociales majeures, c'est là que se cristallise l'aménagement des rapports sociaux⁷. » C'est pourquoi, en plus des mouvements ouvriers, on voit naître à la même époque à Montréal des associations réformistes. Animé principalement par la bourgeoisie montréalaise anglophone, ce mouvement vise à combattre la corruption municipale, changer l'organisation municipale en s'inspirant de l'entreprise privée et améliorer les conditions sanitaires déplorables de l'époque⁸.

En dehors de Montréal, on retrouve peu d'exemples d'une action politique syndicale aussi importante, structurée et engagée. En fait, tout dépend, le plus souvent, de la politique interne des différentes centrales syndicales auxquelles sont affiliés les syndicats locaux. Dès sa fondation en 1921, la CTCC souhaite demeurer neutre et non-partisane sur la scène politique. De plus, aucun membre ne peut se servir des congrès ou des assemblées syndicales pour promouvoir un parti politique. Cette position s'explique de trois façons : le caractère confessionnel de la centrale l'oblige à éviter tout lien avec le parti travailliste canadien, réputé pour avoir des

⁵ Annick Germain, « L'émergence d'une scène politique : mouvement ouvrier et mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle — Essai d'interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983, p. 185 et 189.

⁶ *Ibid.*, p. 185.

⁷ *Ibid.*

⁸ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 657.

communistes dans ses rangs; considérant la relative faiblesse de la centrale à cette époque, elle cherche à ne pas diviser ses membres; elle est influencée par la Fédération américaine du Travail, un syndicat international très présent au Canada, qui adhère à cette même neutralité politique⁹.

Les membres de la CTCC sont cependant libres d'appuyer la formation politique ou les candidats qu'ils souhaitent. Ces prises de position sont la cause de certaines confusions puisqu'il devient difficile de distinguer celles défendues officiellement par le syndicat et celles promues par certains individus à titre personnel. Cette situation oblige donc la centrale à préciser, en 1923, sa position :

Il est interdit à cette confédération comme à chacun de ses groupements de s'occuper comme corps, de politique fédérale, provinciale et municipale. Elle ne présentera ni n'appuiera jamais aucun candidat politique, fut-il un de ses membres. Ceux-ci, toutefois, sont libres d'avoir et de professer leur opinion politique; ils peuvent comme tout citoyen briguer les suffrages populaires, mais il ne leur sera jamais permis d'engager cette confédération dans leurs luttes ou leurs attitudes politiques personnelles. Cette confédération pourra cependant prendre parti pour ou contre des mesures de doctrine, des théories et des lois qui affecteraient ses intérêts professionnels¹⁰.

Cet article de la constitution reste tel quel jusqu'en 1953, bien que pendant ces 30 années il revienne à l'ordre du jour de chaque congrès annuel. De plus, bien que la centrale refuse de s'affilier à un quelconque parti, il n'est pas dit qu'elle refuse de critiquer le gouvernement ou de collaborer quand le besoin s'en fait sentir pour défendre les intérêts de ses membres. Elle se donne le mandat de surveiller les actions gouvernementales et, pour se faire entendre, dépose à de nombreuses occasions des mémoires ou des réclamations. Enfin, elle veille à ce que le

⁹ Guy Lortie, « L'évolution de l'action politique de la CSN », *Relations industrielles/ Industrial Relations*, vol. 22, n° 4, 1967, p. 533-534.

¹⁰ CTCC, *Règlements et Constitution*, 2e édition, 1923, article 30; cité dans Guy Lortie, « L'évolution de l'action politique de la CSN », p. 534.

gouvernement agisse en conformité avec la législation ouvrière et informe ses membres sur les projets de loi proposés et adoptés par les députés¹¹.

En 1946, une nouvelle génération de chefs syndicaux s'installe à la tête de la CTCC. Plus revendicateurs et militants que leurs prédécesseurs, ces nouveaux dirigeants veulent repenser le rôle de la CTCC dans l'après-guerre. L'hostilité du gouvernement Duplessis envers les syndicats mise en lumière avec la grève de l'amiante de 1949 les pousse à envisager une réforme des positions politiques de la centrale. Un comité dont le mandat est justement d'étudier cette question est alors formé l'année suivante. Ce Comité d'orientation politique a comme objectif de « bien éduquer les membres et [à] les informer adéquatement sur ce qui se passe dans le domaine politique¹². » Lors des élections provinciales de 1952, le comité élabore une liste de demandes politiques qui s'opposent aux positions du gouvernement de Duplessis. Les actions du comité poussent alors certains membres à se questionner sur la neutralité politique de la centrale syndicale. Lors des congrès de 1953 et 1954, on modifie certains articles de la constitution pour y enchâsser les rôles, pouvoirs et obligations du comité. On réitère alors la non-partisanerie de la CTCC et la liberté d'association politique des membres, on instaure un programme d'éducation politique par les ouvriers et on donne le pouvoir aux conseils centraux d'agir politiquement sur le plan régional¹³.

L'action politique de la classe ouvrière matanaise prend véritablement de l'ampleur avec la fondation du SIBM en 1943. Avant cela, on trouve quelques mentions d'ouvriers qui désirent, de façon individuelle, s'engager politiquement dans les débats locaux. Il nous est cependant difficile, en raison du type de sources disponibles, de déterminer les motivations qui les ont incités à sauter dans l'arène politique. De 1893 à 1937, les élections municipales ont lieu chaque année et les

¹¹ Guy Lortie, « L'évolution de l'action politique de la CSN », p. 536.

¹² *Ibid.*, p. 541.

¹³ *Ibid.*, p. 541-542 et 547.

candidats doivent, dans un premier temps, être proposés par un tiers parti le jour des élections. Il ne semble pas exister de limite dans le nombre de mandats d'un élu. Si jamais il n'y a qu'un candidat pour un siège, ce dernier est alors élu par acclamation. Le vote a lieu pendant une seule journée et se termine quand le secrétaire d'élection le décide, le plus souvent après qu'un certain laps de temps se soit écoulé sans qu'un électeur se soit présenté au bureau de vote. Le maire est choisi, quant à lui, par les conseillers parmi les sept membres qui composent le conseil¹⁴.

Paul Savard est le premier ouvrier à intégrer le conseil municipal à la faveur des élections de 1902¹⁵. Les conseillers sont alors, le plus souvent, des marchands, des artisans et des agriculteurs. Les procès-verbaux du conseil municipal témoignent de la présence assidue de ce conseiller aux réunions et de son activité soutenue au moins durant son premier mandat. S'il reste en poste jusqu'en 1904, force est de constater qu'il s'est fait de plus en plus discret durant ses deux derniers mandats. En 1904, il est rejoint par Arthur Saint-Pierre, un autre journalier. La présence de ce dernier sur le conseil municipal n'est cependant que de courte durée puisqu'il quitte ses fonctions en cours de mandat. Devant quitter la ville pour plusieurs mois à l'approche de l'hiver, il choisit de démissionner¹⁶. Considérant son métier, son départ est probablement dû à la nécessité de rechercher un emploi pour la période hivernale. La précarité du travail de journalier et la grande mobilité que cela exige pour subvenir aux besoins d'une famille sont des freins importants à la participation de tout ouvrier au conseil municipal. À Matane, la prédominance d'une industrie saisonnière dans l'économie de la ville renforce le caractère instable des emplois, puisque systématiquement, les ouvriers doivent alterner d'emploi chaque année.

¹⁴ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane 1895-1937, retranscription des élections municipales.

¹⁵ AHVM, Retranscription des élections municipales du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 12 janvier 1902, p. 285-286.

¹⁶ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 5 décembre 1904, p. 49-50.

Ange Paradis, un autre journalier, se présente comme candidat en 1908¹⁷ et demeure en poste pour quatre mandats consécutifs. Il est un membre très actif au sein du conseil. Il assiste en moyenne à dix séances par année et il est l'instigateur d'une mesure visant à rendre la vaccination obligatoire pour tous les enfants qui fréquentent les écoles du village¹⁸. Lors de l'élection de 1914, Théodore Saint-Laurent et Johnny Desjardins se joignent au conseil. La nécessité de quitter le village durant l'hiver pousse Théodore Saint-Laurent à quitter son siège en cours de la première année de son mandat¹⁹. En 1916, Paul Savard fait un retour au sein du conseil municipal et permet ainsi de conserver une présence ouvrière sur le conseil avec le départ de Johnny Desjardins. Il quitte cependant à la fin de l'année et laisse ainsi les ouvriers non représentés au sein des instances municipales jusqu'en 1919. De manière générale, ces trois conseillers ne semblent pas avoir été des membres très actifs, du moins, c'est ce qui ressort des procès-verbaux consultés. Aucune proposition d'importance n'émane d'eux et leur appui va à des motions secondaires.

À l'exception des années 1921-23, un journalier est toujours présent sur le conseil municipal pendant les années 1920. Au cours des années 1930 cependant, ces derniers se font de plus en plus rares au sein de celui-ci. Sur toute la décennie, on ne retrouve un journalier sur le conseil que pour les années 1933-34. Les perturbations économiques peuvent expliquer au moins en partie cette diminution de leur participation politique. On note également l'apparition d'une autre catégorie de conseillers municipaux en 1919 et qui s'impose de plus en plus durant les années trente. Il s'agit des « industriels ». Ces derniers occupent alors au moins trois des sept sièges du conseil qu'ils partagent avec quelques artisans, marchands et professionnels. On doit attendre jusqu'en 1943 pour voir un nouveau journalier être

¹⁷ AHVM, Retranscription des élections municipales du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 13 janvier 1908, p. 137.

¹⁸ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 27 mai 1909, p. 173.

¹⁹ AHVM, Retranscription des élections municipales du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 12 janvier 1914, p. 320 à 322.

élu. Alexandre Pelletier demeure alors en poste jusqu'en 1948 à la fin de son deuxième mandat. Il est le dernier membre de la classe ouvrière à participer à la vie politique municipale matanaise jusqu'à la fin de la période étudiée qui se termine en 1958.

Pour les années 1895-1957, nous comptons un total de 120 conseillers et maires. Sur les 62 années observées, on compte 32 artisans et travailleurs autonomes²⁰ (26,7%), 25 marchands (20,8%), 18 agriculteurs (15%), 17 professionnels (14,2%), 14 journaliers (11,7%), neuf contracteurs et industriels (7,5%), trois cadres (2,5%) et deux fonctionnaires (1,7%)²¹. Les artisans et travailleurs autonomes, les marchands et les agriculteurs sont les trois catégories les plus représentées au conseil municipal. Les cultivateurs sont bien présents au début de la période, mais ils n'apparaissent plus qu'occasionnellement dans le conseil à partir des années 1930. Les marchands, quant à eux, sont surreprésentés et continuent de posséder une forte influence sur le conseil pendant toute la période. Finalement, les artisans, peu nombreux au début de la période étudiée, prennent de l'importance au fur et à mesure que le village s'accroît, surtout au détriment des agriculteurs.

Cette analyse de la profession des conseillers de 1904 à 1957 nous montre que la classe ouvrière est sous-représentée dans les instances municipales, mais qu'elle n'en est pas complètement absente. Les horaires de travail surchargés, l'absence d'une rémunération pour l'occupation de cette fonction et la mobilité saisonnière d'un grand nombre de journaliers peuvent expliquer en partie une telle sous-représentation. Les professionnels et les représentants du patronat local (marchands, avocats, médecins, comptables, industriels, commerçants) sont pour leur part surreprésentés par rapport à leur poids démographique dans la municipalité.

²⁰ La catégorie des travailleurs autonomes est composée de navigateurs, livreurs, pêcheurs, mécaniciens ou garagiste.

²¹ Nous avons obtenu l'ensemble des professions des membres du conseil municipal par l'entremise des retranscriptions des élections municipales, des registres paroissiaux, des recensements nominatifs du village Saint-Jérôme-de-Matane puis de la ville de Matane et de l'annuaire de Matane 1955.

Cependant, il ne fait aucun doute que l'intérêt pour la politique municipale était déjà présent chez les ouvriers avant les mouvements de syndicalisation. On remarque toutefois une certaine baisse d'intérêt pour la participation politique directe des ouvriers de la ville après la fondation du syndicat. Dans les années suivantes, les professionnels et l'élite économique occupent une place encore plus prépondérante au sein du conseil municipal.

L'action politique ouvrière matanaise ne se résume cependant pas qu'à la représentation politique. Avec l'arrivée du syndicalisme catholique en 1943, différentes actions sont entreprises pour défendre les droits et les intérêts de la classe ouvrière. En plusieurs occasions, les dirigeants syndicaux, avec l'appui de l'assemblée générale, font parvenir des lettres et des mémoires au conseil municipal réclamant une baisse du coût de l'électricité, du lait et des loyers ou la construction d'un nouveau bureau de poste²². Le syndicat prend également position sur des sujets économiques et politiques, comme la construction d'un aéroport, la mise en place d'une allocation familiale et il critique l'utilisation de l'alcool pendant les campagnes électorales²³. En dehors de ce genre d'implication, le syndicat ne semble pas se mêler de politique municipale directement. Comme l'exigent les directives de la CTCC, la politique partisane n'est pas la voie privilégiée. Par exemple, dès les premières démarches pour fonder le syndicat, le chanoine Victor Côté critique ouvertement quelques leaders syndicaux locaux. Il affirme que certains d'entre eux détournent ce mouvement pour appuyer leurs revendications politiques. Le mouvement syndical reçoit les appuis nécessaires de la part des ouvriers quand les

²² ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIMB Procès-verbaux du conseil exécutif du SIBM, 13 avril 1944, p. 70 et 71; Correspondance du SIBM, Résolution de l'assemblée générale du SIBM au député Onésime Gagnon, 7 février 1948; Résolution de l'assemblée générale du SIBM au conseil municipal de la ville de Matane, 12 février 1948; Procès-verbaux du conseil exécutif du SIBM, 13 avril 1944, p. 70 et 71.

²³ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal de la ville de Matane, 7 mai 1945, p. 20; ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre d'Oscar Drouin à J.-Antoine Pelletier, 21 juin 1945.

réticences du chanoine sur cette question sont apaisées et que ces éléments perturbateurs sont écartés²⁴.

L'apparition du syndicat offre aux ouvriers matanais de nouveaux outils pour faire entendre leurs doléances sur la scène publique. De plus, ils ont maintenant accès à une nouvelle force de négociation pour améliorer leur rémunération et leurs conditions de travail auprès du patronat, un chemin plus aisé pour améliorer leur qualité de vie et qui touche un plus grand nombre de personnes. Ceci coïncide avec la diminution de la participation des ouvriers à la vie politique municipale. L'apparition de ce nouvel interlocuteur sur la scène municipale et l'interdiction de faire de la politique active pour les représentants syndicaux membres de la CTCC, qui privent alors la classe ouvrière matanaise de ses leaders ayant les compétences et l'intérêt pour l'activité politique municipale, peuvent expliquer ce changement important au sein de la représentativité politique de la population matanaise. Il nous faudrait effectuer le même genre de recherches dans d'autres localités pour confirmer cette hypothèse.

5.1.2 Activités sportives

Avant la fondation du SIBM en 1943, il est difficile de trouver des traces de manifestations publiques ouvrières. Par ailleurs, l'absence de journaux locaux avant 1945 rend la recherche de ce genre d'information difficile. On retrouve cependant dans *L'Écho du Bas-Saint-Laurent* un article sportif de 1941 qui mentionne l'existence d'une ligue de cité de hockey à Matane qui rassemble 3 équipes : l'équipe Price, les Pirates et le Royal²⁵. Il est possible de croire que l'équipe Price

²⁴ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, lettre du chanoine Victor Côté à M^{gr} Courchesne, 13 mai 1943.

²⁵ « Ligue de cité à Matane », *L'Écho du Bas Saint-Laurent*, 9^e année, n° 47, 31 décembre 1941, p. 12.

est formée de travailleurs de l'usine ou à tout le moins qu'elle est commanditée par la compagnie.

La pratique du hockey est documentée au Bas-Saint-Laurent dès le début du XX^e siècle. À cette époque, les équipes locales s'affrontent amicalement – les ligues régionales étant moins développées en raison des difficultés de transports durant l'hiver et des coûts associés aux déplacements²⁶. On compte cependant certaines exceptions à cela. En effet, certaines photos montrent un match de hockey ayant lieu vers 1909 à Matane (annexe figures 1.7 et 1.8). Se jouant sur la rivière près de l'usine Price, ce match attire une foule nombreuse de curieux et d'amateurs de sport qui sont venus voir leur équipe affronter celle de Métis. Pendant la saison 1910-1911, l'équipe de Matane remporte le championnat de la première saison de la ligue de hockey du Bas-Saint-Laurent. Cette ligue connaît un succès instantané, mais elle doit cesser ces activités au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Au début des années 1920, une nouvelle ligue est créée. Elle perdure durant toute la décennie, mais cesse ses activités au début de la grande crise économique. Une photo nous montre un match qui a lieu en face du Palais de Justice de Matane en 1920 (annexe figure 1.9). Encore une fois, la foule est nombreuse et une clôture érigée autour des installations extérieures laisse croire que le match était payant²⁷. Pendant la crise, on priorise la pratique du hockey au niveau local qui est beaucoup plus abordable (annexe figures 1.10 et 1.11). Puis, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, une ligue régionale renaît et donne l'occasion à ce sport de devenir le plus populaire auprès de la population bas-laurentienne. Dans la plupart des journaux régionaux, le hockey occupe une place importante et les matchs attirent des foules importantes²⁸. Les comptes rendus qui sont fait de ces matchs dans les journaux locaux insistent

²⁶ Mathieu Noël, « Histoire du hockey amateur au Bas-Saint-Laurent 1910-1955 », *L'Estuaire*, n° 71, juin 2011, p. 4.

²⁷ Société d'histoire et de généalogie de Matane, « Des images de notre passé qui en disent long », *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 29, n° 2, décembre 1984, p. 20-21 et 24; Georgy Bouffard, « Quelques pionniers du hockey à Matane », *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 20, n° 11, novembre 1985, p. 29-31.

²⁸ Mathieu Noël, « Histoire du hockey amateur au Bas-Saint-Laurent 1910-1955 », p. 7-9.

surtout sur les résultats sportifs des différentes équipes locales et régionales. Les joueurs étoiles, ceux recrutés à l'extérieur par l'équipe matanaise de la ligue de hockey du Bas-Saint-Laurent, font l'objet d'articles spécifiques, mais de manière générale, les journaux ne participent pas vraiment à la diffusion d'un «culte de la vedette».

À Matane, les gérants de l'usine Price participent activement à l'organisation d'associations sportives de hockey et de balle-molle²⁹. La compagnie finance entre autres la création d'équipes de hockey féminin dans les années 1920 (annexe figure 1.12) et organise régulièrement des activités familiales comme des journées de glissades³⁰. Le sport organisé et collectif fait donc partie de la vie des habitants de Matane.

Comme ailleurs, la population, peu importe les classes sociales, s'intéresse aux activités sportives, soit comme sportif ou comme spectateur. Cependant, le mode de vie urbain et industriel, avec des semaines de travail de 55 à 60 heures, laisse très peu de place à la classe ouvrière pour le sport. La plupart du temps, la pratique sportive est le fait de membres de la classe aisée ou moyenne et des travailleurs des services municipaux ou les ouvriers qualifiés, c'est-à-dire ceux qui ont le plus d'argent et qui ont des temps libres³¹. Les loisirs des travailleurs non qualifiés au début du XX^e siècle peuvent se résumer ainsi : « to whom leisure was sleep, to whom recreation was a half hour at the nickelodeon, or a drink in the saloon after work, to whom contentment was a full pipe of tobacco or a Sunday afternoon spent gambling³². » Le ralentissement économique hivernal offre cependant le temps nécessaire pour la pratique d'activités sportives par les gens demeurés à Matane. De

²⁹ J.-A. Vézina, « La compagnie Price à Matane (4) », *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 3, n° 2, juillet 1968, p. 16-17.

³⁰ Andrée-Anne Côté, Perry Fournier, André Lavoie et Claude Otis, *Matane en histoire et en image*, Matane, Ville de Matane, 2012, p. 56.

³¹ Steven A. Riess, *City Games. The Evolution of American Urban Society and the Rise of Sports*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1991, p. 68.

³² *Ibid.*

plus, le hockey est un sport relativement peu dispendieux, puisque l'équipement est minimal à l'époque et que la rivière Matane offre une surface glacée à proximité des habitations. C'est pourquoi on retrouve des manifestations fréquentes de la pratique de ce sport dès le début du XX^e siècle.

À partir de 1943, le SIBM appuie, par l'entremise de son Comité d'Intérêt mutuel, la création de plusieurs équipes sportives portant les couleurs du syndicat. L'objectif premier de ces équipes est de renforcer les liens qui unissent les travailleurs d'une même usine. La première inscrite dans la ligue de la cité de Matane est une équipe de hockey, fondée en 1946 et formée uniquement d'ouvriers de la Price Brothers. Elle affronte alors les Chevaliers de Colomb et la Chambre de Commerce. Des équipes similaires sont également créées aux quilles et dans la Ligue de cité de balle-molle. La popularité de la balle-molle mène à la formation de trois équipes composées uniquement d'ouvriers de la compagnie pour la saison 1949. De plus, c'est la compagnie qui fournit l'équipement nécessaire pour les trois formations³³. Les affrontements sportifs ont cours, le plus souvent, les dimanches et quelques fois les soirs de semaine, et ce, au hockey comme au baseball. On observe deux niveaux de compétitions sportives à Matane : une première qui se déroule au niveau régional dans des ligues organisées qui donne place à une forte compétition entre les différentes municipalités, et une deuxième qui intègre les équipes locales dans la ligue de cité dans un esprit de compétitions amicales. Les équipes syndicales s'insèrent dans cette deuxième catégorie. L'historienne Joan Sangster aborde cette question dans ses recherches sur la ville de Peterborough. L'équipe de balle-molle féminine de l'usine Westclox y est une véritable institution adulée par la population. Appuyée et financée par la compagnie, l'équipe vise:

[...] to create a sense of company loyalty, suggesting competition with the outside, but team effort inside; they were supposed to create a loyal, disciplined, and committed workforce that strove to give its best

³³ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbal de la séance du 23 mars 1948 du Comité d'intérêt mutuel.

performance on and off the job. [...] the company also saw sports teams as a good source of advertising: they made the Westclox name known outside of Peterborough, and reinforced a positive view of the company in the town³⁴.

En plus du hockey et de la balle-molle, qui sont des sports populaires ouverts à la classe ouvrière, Matane possède depuis 1926 un club de curling, le *Matane Curling Club*. Fondé par William Russel, gérant de la Price Brothers à l'époque, ce club rassemble plusieurs notables et gens d'affaires locaux. En 1949, l'équipe de Matane, dirigée par le docteur Maurice Piuze, remporte le Championnat provincial³⁵. La compagnie Price Brothers organise également, à partir de 1943, un tournoi de curling où s'affrontent des équipes de chaque usine, composées principalement de cadres. À Matane, le gérant Léopold Hamel est d'ailleurs membre de l'équipe locale³⁶. Une photo nous montre également qu'une équipe féminine de curling existe et qu'elle a notamment remporté un championnat en 1944 (annexe figure 1.13).

Les journaux locaux offrent une couverture importante des activités sportives à l'échelle locale ou provinciale. Les différents articles qu'ils publient prennent parfois plusieurs pages, et on compte à chaque numéro une rubrique sportive très complète. On voit donc que le sport prend une place importante dans la vie de la population. Les activités sportives servent souvent à renforcer la solidarité au sein d'une communauté, et agissent du coup comme vecteur identitaire. Pour la classe ouvrière, le sport peut jouer le rôle de soupape. Qu'ils y prennent part comme athlète ou qu'ils y assistent à titre de spectateur, les ouvriers peuvent envisager le sport comme un temps d'arrêt après une dure semaine d'ouvrage, un moment où la vie à l'usine laisse place au plaisir. Un plaisir où règne l'esprit de compétition, la fierté d'appartenir à une équipe ou de la supporter. Autant de valeurs qui viennent

³⁴ Joan Sangster, « The Softball Solution: Female Workers, Male Managers and the Operation of Paternalism at Westclox, 1923-60 », *Labour/Le Travail*, vol. 32, automne 1993, p. 190.

³⁵ C.E. Vézina, « Le Club de Curling de Matane », *Au pays de Matane*, vol. 1, n^o 1, décembre 1971, p. 27-28.

³⁶ BANQ, Centre d'archive du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, Fonds de la compagnie Price Limitée, Résumé du Tournois 1945; Liste des gagnants depuis 1967.

renforcer tout un discours de valorisation de la masculinité des ouvriers et de leur solidarité.

5.1.3 Manifestations et implications publiques

Le sport demeure l'implication publique la plus visible du syndicat et des ouvriers matanais. Cependant, le SIBM pilote pendant son existence des dossiers importants pour ses membres et la population de la ville. Dès l'année 1944, le SIBM planifie un ambitieux projet qui vise à construire un centre ouvrier. Ce centre doit servir de lieu de rencontre, de détente, de loisir et de discussions pour tous les travailleurs de la ville et pas uniquement pour les membres du syndicat³⁷. Pendant plusieurs années, le SIBM consacre beaucoup d'énergie à la réalisation du projet. Dans l'espoir d'accélérer sa réalisation, une délégation est mandatée pour discuter avec le ministre du Travail de l'époque, Antonio Barrette, et le député de Matane, Onésime Gagnon, ministre du Trésor³⁸. Les appuis au projet au niveau local sont nombreux. La Chambre de Commerce des jeunes de Matane, la Société Saint-Jean-Baptiste, les Chevaliers de Colomb, partenaire dans la construction du centre, et la Légion canadienne s'y intéressent activement. Malgré de nombreux appuis, une collecte de fond ayant réussi à amasser plusieurs milliers de dollars et la révision à la baisse des coûts, le gouvernement provincial refuse de verser les fonds promis et le projet ne se concrétise jamais³⁹. Le gouvernement décide plutôt de prioriser la construction d'un aréna et d'un centre civique qui pourront rassembler sous le même toit tous les organismes communautaires de Matane, dont le SIBM. Sur la scène matanaise, cette

³⁷ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, lettre de Jean Antoine Pelletier à Onésime Gagnon, 27 octobre 1944.

³⁸ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, lettre de Jean Antoine Pelletier à Antonio Barette, 4 décembre 1944.

³⁹ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de Léonce Desjardins à Alfred Deschênes, 23 novembre 1944; Lettre de Jean Antoine Pelletier à Alfred Pelletier, 27 décembre 1944; Lettre d'Ernest Desjardins à Léopold Vézina, 27 février 1947; Lettre de Fernand Dugas à Léopold Vézina, 27 février 1947; Lettre de Jean Antoine Pelletier à Onésime Gagnon, 16 août 1947.

idée ne suscite pas beaucoup d'enthousiasme puisque le projet est finalement mis sur la glace au début de l'année 1948. Le syndicat ne perd cependant pas espoir de voir renaître le projet initial puisque les dons amassés sont conservés à la banque au moins jusqu'en 1951⁴⁰. Cet épisode permet de constater que les projets émanant du milieu ouvrier et syndical peuvent réussir à mobiliser des intervenants de différents horizons et que la collaboration avec les instances municipales, communautaires et économiques est tout à fait possible. Que le projet n'ait pas vu le jour en est même une manifestation : l'alternative suggérée par le gouvernement n'a pas réussi à susciter autant d'enthousiasme.

Le syndicat s'investit également dans l'organisation d'activités à caractère religieux. En 1946, un voyage est proposé aux membres intéressés à assister au Congrès eucharistique qui se tient à Montmagny. L'employeur accepte même que le congé du 1^{er} juillet soit déplacé le 6 juillet pour que les travailleurs puissent y participer⁴¹. De plus, considérant l'affiliation du SIBM avec la CTCC, il n'est pas étonnant que plusieurs messes soient chantées à la mémoire des membres décédés ou pour célébrer la Fête du Travail⁴². Le syndicat se fait également voir pendant des activités civiques. À deux reprises au moins, il participe à la parade de la Saint-Jean-Baptiste, en 1948 et en 1957, en construisant un char allégorique. À la première parade, le char affiche le slogan « Justice, Charité et Paix » (annexe figure 1.14). Pour la deuxième, le syndicat illustre sur son char une assemblée de l'exécutif syndical. À ses côtés, la compagnie Price Brothers présente un char intitulé « Événement

⁴⁰ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de Jean Antoine Pelletier à Onésime Gagnon, 17 février 1948; Rapport annuel du SIBM 1950-1951.

⁴¹ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre de Jean Antoine Pelletier à Léopold Hamel, 13 juin 1946.

⁴² ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Rapport annuel du SIBM 1948-1949; Procès-verbaux de l'assemblée générale du SIBM, 18 octobre 1953, p. 85-86; 25 août 1954, p. 122; 12 août 1955, p. 157-158; 17 août 1956, p. 191-192; 23 août 1957, p. 226-227.

industriel, trille et flottage »⁴³. En 1954, l'exécutif vote une motion visant à créer une « pancarte » pour célébrer la Saint-Jean-Baptiste⁴⁴.

Chaque année, des représentants syndicaux sont présents à la cérémonie de la célébration de l'Armistice. Au nom du SIBM, ils déposent une couronne de fleurs au Monument des soldats disparus⁴⁵. Vers la fin des années 1950, malgré le déclin du SIBM, le syndicat continue à appuyer les activités publiques, et jusqu'à la fin, il tient à organiser des célébrations et des messes pour la Fête du Travail, à organiser des soirées syndicales pour les ouvriers visant à les « récréés » pendant certains jours de congé et à participer à la parade de la Saint-Jean-Baptiste⁴⁶. On note cependant qu'il n'est fait à aucun moment mention d'activités organisées par le syndicat visant à réunir les familles des travailleurs dans les différents documents consultés et dans les journaux. Cela nous semble surprenant, mais nous n'avons pu consulter qu'une infime partie des rapports du Comité d'intérêt mutuel, les autres ayant disparu.

En dehors des grands événements qui font la une des journaux, nous espérons y trouver un certain nombre de faits divers qui aurait impliqué des activités syndicales publiques. Cependant, la presse écrite locale offre peu d'espace pour ceux-ci, une grande partie étant réservée aux nouvelles provinciales, à la politique, aux nouvelles économiques et aux sports. Elle offre cependant une place pour annoncer de nombreuses nouvelles qui touchent les syndicats pendant toute la période étudiée. Au cours de ses deux premières années d'existence, *La Voix de Matane* donne une tribune au SIBM pour faire certaines annonces et offre, en 1948, une chronique

⁴³ « Matane est le théâtre d'un déploiement patriotique admirable », *La Voix de Matane*, 3^e année, n° 28, 1^{er} juillet 1948, p. 1; « Saint-Jean-Baptiste », *La Voix de Matane*, 11^e année, n° 24, 27 juin 1957, p. 6.

⁴⁴ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbal de l'exécutif du SIBM, 19 juin 1955, p. 149-150.

⁴⁵ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Rapport annuel du SIBM 1948-1949; Rapport annuel du SIBM 1956-1957; Procès-verbal de l'assemblée générale du SIBM, 9 novembre 1952, p. 43-44; 11 mai 1952, p.17; 18 octobre 1953, p. 85-86; 13 octobre 1954, p. 126; 22 octobre 1957, p. 232-233; « Matane se souvient », *La Voix de Matane*, 4^e année, n° 47, 17 novembre 1949, p. 1.

⁴⁶ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Rapport annuel du SIBM, 1956-1957; Procès-verbaux de l'assemblée générale du SIBM, 19 juin 1955, p. 149-150.

syndicale qui vise à expliquer à la population certaines positions du syndicalisme catholique, son importance pour la société et à informer sur divers sujets touchant la CTCC :

Personne ne veut le désordre; tout le monde désire la paix. Voilà pourquoi il existe chez nous des organisations syndicales. Le problème économique, le problème ouvrier, le problème des familles ouvrières, le problème de la restauration sociale, voilà ce à quoi s'intéressent principalement les membres des **Syndicats Catholiques** (sic). Voilà aussi ce qui doit intéresser tous les salariés et chaque employeur⁴⁷.

On note l'absence de toute trace officielle d'associations de ménagères vouée au soutien du mouvement ouvrier ou à l'organisation des activités ouvrières. Comme l'a montré l'historienne Sylvie Murray, de nombreuses femmes d'ouvriers dans plusieurs villes canadiennes se sont engagées socialement et politiquement au sein d'associations auxiliaires liées à certains syndicats. Ces associations ou ligues ont comme objectif :

assister les fils, les frères, les pères et les époux dans leur lutte pour l'obtention de meilleures conditions de travail et de salaires décents; promouvoir les rencontres sociales entre les camarades de travail et leur famille; soutenir les syndiqués en cas de conflits de travail, de même que les familles éprouvées par une maladie ou un décès; favoriser l'éducation syndicale et politique des travailleurs et de leurs parentes; encourager la production et la vente des produits de fabrication syndicale⁴⁸.

On retrouve cependant quelques organismes communautaires féminins à Matane. L'Ordre des Filles d'Isabelle, groupe de femmes à caractère religieux présent à Matane depuis 1944, est le pendant féminin des Chevaliers de Colomb et s'occupe, entre autres, de la gestion des parcs de jeux de la ville. En 1952 et 1954, elles reçoivent des dons de 25\$ du SIBM pour l'entretien des parcs⁴⁹. La vocation

⁴⁷ « Chronique syndicale : La restauration sociale », *La Voix de Matane*, 3^e année, n° 15, 1^{er} avril 1948, p. 3.

⁴⁸ Sylvie Murray, « Quand les ménagères se font militantes: la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, 1905-1980 », *Labour/Le Travail*, n° 29, printemps 1992, p. 159.

⁴⁹ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Procès-verbaux de l'assemblée générale du SIBM, 15 juin 1952, p. 22-23; 11 juin 1954, p. 117.

principale de l'Ordre est cependant l'aide aux jeunes des familles pauvres, des personnes âgées et des handicapés⁵⁰. La dernière association féminine d'importance à Matane s'installe en 1953. Née à Rimouski en 1938, l'Union catholique des fermières voit le jour pour concurrencer le Cercle des Fermières auprès des épouses d'agriculteurs. L'UCF ne prend cependant son envol qu'après la Deuxième Guerre mondiale. L'organisation poursuit alors deux objectifs principaux : l'éducation (religieuse, morale et technique) et l'action sociale catholique⁵¹. À Matane, L'UCF se concentre dans la paroisse Saint-Rédempteur et le nombre de ses membres connaît une bonne croissance, passant de 17 en 1953 à 72 en 1962⁵². L'association change de nom à deux reprises dans les années suivantes : elle prend le nom d'Union catholique des femmes rurales (UCFR) en 1958 et, à la suite de son alliance avec les Cercles d'économie domestique en 1966, elle devient l'Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS)⁵³.

Au début de notre recherche, nous avons avancé l'idée que dans ce contexte particulier d'une économie fondée sur l'industrie du bois qui implique qu'une bonne partie des ouvriers doivent quitter la ville durant les quatre mois d'hiver pour les chantiers, que les femmes auraient pu jouer un rôle conséquent dans l'établissement de la vie ouvrière et communautaire de Matane. Malheureusement, les sources ne nous ont pas permis de confirmer cette hypothèse. Bien que nous sachions que des organismes féminins ont existé (UCF et Filles d'Isabelle notamment), elles sont presque invisibles de la scène publique, du moins des sources qui en témoignent.

⁵⁰ Antoine Gagnon, *Histoire de Matane 1677-1977*, Rimouski, Publication de la Société d'histoire et de généalogie de Matane, Impression des associés, p. 475.

⁵¹ ARR, Dossier de l'Union des Cultivateurs Catholiques et de l'Union des Bûcherons, Lettre de L. Lebel à M^{gr} Courchesne, 15 juin 1938; Mémoire aux archevêques et évêques de la province civile de Québec concernant la création d'une association catholique de fermières, 14 septembre 1944; Lettre du prêtre Léon Beaulieu à l'Union Catholique des Fermières du diocèse de Rimouski; Lettre de L. Lebel à M^{gr} Courchesne, 1 mai 1945.

⁵² *Ibid.*, Effectif des cercles de l'UCF 1945-1955; Effectif de l'Union Catholique des Femmes Rurales 1960-1962.

⁵³ Antoine Gagnon, *Histoire de Matane 1677-1977*, p. 481-482.

Pour combler ces lacunes, nous aurions besoin d'utiliser des sources orales, ce qui dépasse de loin le cadre de notre mémoire de maîtrise.

5.2 Division et coopération

5.2.1 Rivalité entre les travailleurs

Les éléments de division et les rivalités entre les ouvriers ont été mis de l'avant par certains chercheurs pour remettre en question l'existence d'une culture ouvrière. En effet, la religion, la langue et l'ethnie sont souvent perçues comme des éléments de friction pouvant faire éclater la cohésion de la classe ouvrière. D'autres fois, ce sont les conditions économiques qui poussent les ouvriers à se désolidariser dans l'espoir de conserver leur emploi⁵⁴. À Matane, l'homogénéité culturelle et religieuse que l'on retrouve au XX^e siècle écarte en bonne partie le premier groupe de facteurs comme source de division puisque les ouvriers sont très majoritairement des Canadiens français catholiques. Contrairement à la diversité ethnoculturelle constatée aux débuts de la colonisation, de 1911 à 1941, la population de Matane est composée à plus de 95% de Canadien français, exception faite de 1941 où ce pourcentage diminue très légèrement à 93,74%, et à plus de 99% de catholique⁵⁵. On doit surtout regarder du côté de la structure économique pour trouver une source potentielle de division.

Nous avons déjà vu que l'industrie du sciage se caractérise par un cycle saisonnier qui force les travailleurs à chercher d'autres emplois pendant la saison hivernale. Les

⁵⁴ David J. Bercuson, « Through the Looking Glass of Culture: An Essay on the New Labour History and Working-Class in Recent Canadian Historical Writing », *Labour/ Le Travailleur*, vol. 7, 1981, p. 108.

⁵⁵ Ottawa, ministère du Commerce, Bureau de la Statistique du Canada, *Cinquième Recensement du Canada 1911*, vol. 2, Ottawa, ministère du Commerce, 1912, p. 304-305 ; Ottawa, ministère du Commerce, Bureau de la Statistique du Canada, *Sixième recensement du Canada 1921*, vol. 1, Ottawa, ministère du Commerce, 1924, p. 430-431 ; Ottawa, Ministry of Trade and Commerce, Dominion Bureau of Statistics Canada, *Seventh census of Canada 1931*, vol. 2, Ottawa, Ministry of Trade and Commerce, 1933, p. 370-371 ; Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Huitième recensement du Canada 1941*, vol. 2, Ottawa, ministère du Commerce, 1944, p. 376-377.

ouvriers passent donc annuellement d'un milieu relativement solidaire (la scierie) où la plupart vivent près l'un de l'autre, dans des conditions similaires, à un milieu éclaté (les camps forestiers) où la compétition entre les ouvriers est souvent poussée à son extrême. On doit cependant faire une distinction entre les différents camps forestiers. Comme Gérard Bouchard le rapporte, les petits camps forestiers, souvent opérés par les membres d'une même famille, sont moins sujets à cette forme de compétition⁵⁶. C'est en effet dans les camps des grandes compagnies forestières que les ouvriers ont le plus de chances d'être mis en compétition directe pour augmenter la production. Ce désir de créer un esprit de compétition de la part des employeurs se heurte cependant à certaines difficultés. En effet, la proximité des travailleurs dans les camps forestiers peut favoriser la création d'un sentiment de groupe et de solidarité. Ils peuvent ainsi mettre en place plus facilement des stratégies pour améliorer leurs conditions de travail ou, au moins, mettre de la pression sur les contremaîtres et les patrons.

À partir des années 1920 et 1930, on introduit la rémunération à la pièce, dite à forfait. Les bûcherons payés selon ce régime sont donc incités à couper le plus de bois possible pour augmenter leur salaire. Ceux rémunérés sur une base mensuelle, surtout à partir de l'instauration d'un salaire minimum durant les années 1930, se voient imposer un plancher de production qu'ils doivent respecter. En cas contraire, ils sont menacés d'être renvoyés ou de ne pas être réengagés à la prochaine saison de coupe⁵⁷. Il arrive bien souvent que les véritables taux salariaux dans les deux modes de rémunération soient fixés par des ententes secrètes entre l'entrepreneur et le bûcheron. L'entrepreneur peut ainsi offrir un meilleur salaire à un homme reconnu comme étant un bon bûcheron⁵⁸. Le « tally » du soir est un évènement important de la journée. À haute voix dans la salle commune, le contremaître récite la production

⁵⁶ Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique : population, économie, famille au Saguenay : 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, p. 110.

⁵⁷ Louise Proulx, *Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle*, Rimouski, Les cahiers du GRIDEQ, 1985, p. 58.

⁵⁸ *Ibid.*

journalière de chaque bûcheron. Cette pratique a comme objectif de mettre en valeur les qualités des individus et faire naître la compétition entre eux⁵⁹.

Chaque hiver, les ouvriers de la scierie Price Brothers de Matane se retrouvent ainsi en compétition pour les emplois dans les chantiers forestiers. La réputation de bon travailleur est souvent cruciale pour obtenir ce genre de travail, d'autant plus que la main-d'œuvre à ce moment de l'année est abondante, mais l'offre d'emploi rarement suffisante. L'esprit de compétition est donc constamment valorisé et une telle situation peut mener à des affrontements d'orgueil entre les ouvriers. Le soir, les hommes attablés discutent de leur production de la journée pour se mesurer l'un à l'autre : « Cette course à celui qui ferait le plus d'ouvrage [...] rendait les hommes malades, près de l'épuisement total [...] »⁶⁰. Certains, l'orgueil piqué à vif, se lèvent plus tôt, avant même le lever du soleil, dans l'espoir de remporter la compétition. Ils espèrent ainsi obtenir un salaire plus élevé auquel leur effort et leur réputation leur donnent droit⁶¹.

Ceux qui sont incapables d'obtenir ce genre d'emploi pendant l'hiver doivent le plus souvent se battre avec leurs collègues d'usine pour les rares emplois disponibles en ville ou dans d'autres secteurs économiques. Le déneigement des rues et quelques travaux de construction peuvent occuper quelques-uns d'entre eux pendant la saison morte. L'usine Price Brothers offre également un certain nombre d'emplois à l'automne et en hiver. À la fin de la saison, on met en hibernation la machinerie dans les meilleures conditions possible. Puis, en hiver, on effectue des réparations à l'usine, on remplace certaines pièces usées et on entretient le canal qui apporte l'eau à la turbine génératrice⁶². Les conditions économiques saisonnières difficiles, les

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie : la formation de la région de Trois-Rivières 1830-1930*, Québec, Septentrion, 2011 (2^e édition 1984), p. 211.

⁶¹ *Ibid.*, p. 211-212.

⁶² J.-A. Vézina, « La compagnie Price à Matane (4) », p. 18 et 25; ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Comité des griefs du SIBM, Procès-Verbal de la séance du 17 octobre 1950; Procès-Verbal de la séance du 23 janvier 1952.

rivalités et l'orgueil des travailleurs nous font entrevoir un monde du travail potentiellement très divisé.

5.2.2 Travail, pourvoyeur et masculinité

Les rivalités imposées par les contraintes économiques n'enlèvent rien au fait que tous les travailleurs, à l'usine Price Brothers de Matane, partagent une expérience et un mode de vie similaire. Ils sont parfois voisins, discutent du match de hockey de la veille après la messe, participent à des activités sportives et surtout, ils sont tous des hommes. L'industrie du sciage est exclusivement masculine contrairement à d'autres industries comme celle du textile qui emploient bien souvent une majorité de femmes. Elle est exigeante physiquement, risquée et elle nécessite de posséder des compétences particulières pour assurer le bon fonctionnement de l'usine. Par exemple, les aiguiseurs et batteurs de scie sont des travailleurs indispensables dans les opérations d'une scierie. Leur savoir-faire permet ainsi d'améliorer la productivité et d'assurer la sécurité de leurs collègues⁶³. Près de la pratique artisanale, ce travail requiert des années de formation, ce qui assure un salaire conséquent à celui qui l'occupe. Les salaires varient ainsi selon l'importance du poste et selon le danger auquel le travailleur est exposé⁶⁴.

Dans la convention de travail du SIBM de 1944, on retrouve tout en bas de l'échelon salarial les postes de broyeurs de croûtes (0,27\$/heure), de charretier (0,275\$/heure), de nettoyeur de graisse des appareils (0,33\$/heure) et d'empaqueteur de lattes (0,345\$/heure). On voit au milieu de l'échelle certains postes comme les mesureurs (0,43\$/heure), les claireurs (0,42\$/heure) ou les hommes d'étables (0,48\$/heure). Finalement, au sommet de l'échelle salariale se trouvent les contremaîtres

⁶³ J. A. Vézina, « La compagnie Price à Matane (2) », *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 2, n° 2, juillet 1967, p. 24.

⁶⁴ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Entrevue de F.-X. Legaré par Donald Spivock, 1974.

(0,68\$/heure), les ingénieurs (0,74\$/heure), les scieurs et les limeurs. Dans le cas des deux derniers postes, les salaires vont varier selon l'appareil utilisé. Par exemple, les scieurs sur les scies à bande obtiennent un salaire de 0,91\$/heure alors que celui des scieurs sur les scies rondes se chiffre à 0,555\$/heure. Le premier limeur possède quant à lui le plus haut salaire de tous les employés à 1,12\$/heure, alors que le salaire des autres limeurs se situe à 0,56\$/heure et celui de l'usine à bardeau à 0,6555\$/heure⁶⁵. On voit ici que les salaires varient selon la complexité des tâches à accomplir, les responsabilités, la formation et le niveau de risque.

Cette capacité à obtenir un meilleur salaire, soit par son courage, sa force physique ou sa compétence permet d'accroître la fierté d'un ouvrier qui est ainsi considéré comme un meilleur pourvoyeur pour sa famille et de le conforter dans son rôle d'homme, d'époux et de père de famille :

A male worker views his wage as proof of his ability to endure the harsh working conditions that a woman would supposedly be incapable of surviving. For him, to be the breadwinner of the family is not simply a result of the sexual division of wage labour; it is also a confirmation of his male prowess. It is a prize won "in a masculine mode in confrontation with the 'real' world"⁶⁶.

Pour s'assurer qu'un salaire soit toujours disponible pour subvenir aux besoins des familles, les ouvriers de Matane sont donc prêts à endurer des conditions difficiles. C'est un peu le même sentiment qui les pousse à accepter de partir durant l'hiver pour faire vivre leur famille. De plus, le Syndicat de l'industrie du Bois de Matane s'assure, comme c'est le cas du syndicat d'Hanover étudié par Joy Parr, que les pères de famille aient la priorité sur les postes disponibles. S'attardant à la question de l'identité dans son ouvrage, Joy Parr constate que les ouvriers d'Hanover tiennent en haute considération de nombreuses valeurs qui viennent renforcer leur

⁶⁵ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Liste des gages saison 1944. Price Bros. Matane.

⁶⁶ Mark Rosenfeld, « "It Was a Hard Life": Class and Gender in the Work and Family Rhythms of a Railway Town 1920-1950 », *Historical Papers/ Communications historiques*, vol. 23, n° 1, 1988, p. 258.

masculinité. La fabrication de meubles est un art ancestral chez cette communauté d'origine allemande et plusieurs d'entre eux estiment que le travail manuel, fait avec amour, dévouement et passion, est un fondement de l'identité masculine. Cette même identité peut aller jusqu'à transcender les différences de classes. Par exemple, Daniel Knechtel, fondateur de la Knechtel Furniture Compagny et principal employeur de la ville, partage cette même conception de la masculinité. Lui-même artisan dans l'âme, il possède un profond respect pour ces ouvriers et le travail bien fait, ce qui lui vaut le respect de la part de ses employés⁶⁷.

Parr note également que dans l'usine même, le travail effectué par les ouvriers est garant de leur masculinité. Le long processus de formation, qui s'apparente à celui des apprentis formés par leur maître, fournit à tous les ouvriers un sentiment d'accomplissement et de fierté lié à la maîtrise de leurs tâches. De plus, les tâches les plus difficiles, les plus dangereuses et celles qui requièrent le plus de connaissance sont les sources d'un prestige, d'un surcroît de masculinité et d'une rémunération supérieure, de la même manière que nous venons de le voir à Matane⁶⁸. Finalement, le rôle de père de famille est un élément clé dans la communauté. Un homme se doit d'être un père de famille respectable, ayant à cœur le bien-être de celle-ci. Les pères ayant un grand nombre d'enfants ne reçoivent pas de meilleurs salaires, mais en contrepartie, travaillent plus d'heures à l'usine. Ce n'est qu'en période de ralentissement économique, comme la crise économique des années 1930, que ce principe est laissé de côté et qu'une répartition plus juste et équitable des heures est observée. En effet, les travailleurs tentent de négocier entre eux la répartition des heures, parfois à l'avantage des pères avec une plus grande famille et d'autres fois en les laissant se débrouiller avec leur responsabilité. Quant aux célibataires, ils sont toujours les premiers à perdre leur emploi⁶⁹.

⁶⁷ Joy Parr, *The Gender of Breadwinners*, p. 142 et 146.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 173-176.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 195-197 et 201.

Au sein de l'usine Price Brothers de Matane, on retrouve ces mêmes pratiques chez les ouvriers avec la complicité de l'employeur. À de nombreuses reprises, le syndicat intervient auprès de la direction pour qu'un travailleur plus expérimenté, souvent un père de famille, prenne la place d'un célibataire. La compagnie reconnaît ce principe sauf dans quelques cas particuliers où les compétences d'un ouvrier sont trop importantes pour qu'il soit remplacé⁷⁰. Ce principe est suffisamment important et communément reconnu par les deux partis pour qu'il soit inséré au sein de la convention collective⁷¹.

La compagnie connaît et exploite également à son avantage la question de la fierté chez ses ouvriers. Par exemple, le président de la compagnie Price Brothers, C.H.L. Jones, instaure en 1945 un programme qui vise à récompenser les meilleurs ouvriers qui se sont démarqués par le nombre d'années sans accident de travail. Cette remise de médaille donne place à une grande cérémonie où des dignitaires de la compagnie, pour le cas présent le vice-président de la compagnie pour les opérations forestières, M.R. Kane, se déplacent depuis Québec. Pour les années 1945 et 1946, 245 ouvriers matanais ont reçu des médailles de bronzes (5 ans), d'argent (10 ans) et d'or (15 ans)⁷².

Ces récompenses s'inscrivent dans une démarche plus large pour améliorer la sécurité au travail. Elles permettent à la compagnie à la fois de reconnaître le bon travail des employés et de les inciter à faire preuve de prudence au travail :

La prévention des accidents reçoit l'attention constante de la direction de tous les départements de la Compagnie Price Brothers, qu'il s'agisse des scieries, des moulins à papier ou des opérations forestières. Dans chaque

⁷⁰ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Comité des griefs du SIBM, Procès-verbal de la séance du 24 octobre 1954; séance du 24 février 1952; séance du 30 septembre 1953.

⁷¹ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, *Convention de travail entre Price Brothers & Compagny, Limited, Québec et Le Syndicat Catholique national de l'Industrie du Bois de Matane. Du 20 septembre 1943 au 31 décembre 1943*, p. 5.

⁷² « Price Bros. récompense 61 de ses employés », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 14 novembre 1946, 14^e année, n^o. 39, p. 2; « Belle initiative de la Cie Price Brothers », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 14^e année, n^o 40, 21 novembre 1946, p. 7.

usine il y a des comités de sécurité ou de prévention des accidents formés des employés dans le but de surveiller et conseiller ceux qui sont portés à être négligents [...] et de rapporter promptement aux contremaîtres⁷³.

Mais la reconnaissance associée à ces récompenses a également une portée symbolique. Elles sont une preuve, pour les ouvriers qui les obtiennent, de leur qualité de bon travailleur, elles témoignent de leurs prouesses et elles assoient leur autorité d'homme. Également, elles servent de « lettre de référence » aux ouvriers qui doivent entreprendre des démarches pour trouver un emploi pour l'hiver⁷⁴.

Finalement, la communauté matanaise, tout comme la société québécoise en général à cette époque, n'est pas tellement favorable à l'idée de voir des femmes joindre le marché du travail. L'idéologie du pourvoyeur est profondément ancrée dans la population, et ce, même en période de guerre⁷⁵. En 1943, une motion est votée au conseil municipal de Matane pour dénoncer le travail rémunéré fait par des femmes mariées. Le conseil demande alors au gouvernement de légiférer pour interdire le travail pour les femmes mariées ayant des enfants de moins de 16 ans, pour interdire également le travail de nuit pour les femmes et les filles et leur imposer la journée de travail de 8 heures et la semaine de 40 heures⁷⁶. Il réagit ainsi fort probablement aux campagnes menées par le gouvernement fédéral afin de pallier l'important manque de main d'œuvre qui se manifeste à partir de 1943 et qui incitent les ménagères à occuper des emplois à temps partiel⁷⁷. Cette seule motion du conseil municipal nous montre les différentes facettes de cette idéologie : le père de famille doit être le principal, sinon le seul pourvoyeur de la famille; le travail des femmes doit se limiter à la période précédant le mariage et, au pire, la naissance du premier enfant;

⁷³ «Belle initiative de la Cie Price Brothers », *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 14^e année, n° 40, 21 novembre 1946, p. 7.

⁷⁴ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Comité des griefs du SIBM, Procès-Verbal de la séance du 20 octobre 1954.

⁷⁵ Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, p. 288-289 et 298.

⁷⁶ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal de la ville de Matane, 1^{er} mars 1943, p. 246.

⁷⁷ Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, p. 386.

les femmes sont des êtres plus fragiles que l'on doit protéger en limitant leur temps de travail. Le travail des enfants – même si la définition de l'enfance est susceptible de fluctuer selon les époques – est, quant à lui, peu présent dans la ville. Ils ne vont, selon les dires du curé Côté⁷⁸, travailler que très rarement dans les chantiers forestiers. De plus, la forte présence de l'industrie forestière dans la ville et, tout comme pour les femmes, l'absence à Matane d'industries qui engagent traditionnellement des enfants découragent cette pratique. On note cependant que les recensements de 1931, 1941 et 1951 tiennent compte des adolescents de 14 et plus pour les statistiques liées au travail et de 15 ans et plus pour le recensement de 1961⁷⁹. En effet, certains jeunes commencent à travailler à la scierie autour de 13 à 14 ans, âge où plusieurs jeunes quittent l'école à l'époque⁸⁰. Par la suite, certains rejoignent leur père sur les chantiers forestiers. Ils commencent alors une formation sur le terrain de cinq ans au bout de laquelle ils pourront être considérés comme des travailleurs à part entière. Entre-temps, certains agissent comme aide-cuisiniers ou préposés aux chemins alors que d'autres assistent leur père quand celui-ci travaille à forfait. Leur travail sert généralement à compléter le salaire familial du père jusqu'au jour où ils quittent le foyer parental⁸¹.

5.2.3 Un milieu social solidaire

⁷⁸ AAR, Dossier de la paroisse Saint-Jérôme-de-Matane, Rapports paroissiaux de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane 1932, p. 7; Rapports paroissiaux de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane 1938, p. 7.

⁷⁹ Ottawa, Dominion Bureau of Statistics Canada, *Seventh census of Canada 1931*, p. 1272; Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Huitième Recensement du Canada 1941*, vol. 6, 1946, tableau 10-11; Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Neuvième Recensement du Canada 1951*, vol. 4, Ottawa, ministère du Commerce, 1953, tableau 9-5; Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique, *Recensement du Canada 1961*, vol. 3, Ottawa ministère du Commerce, 1963, partie 1-8, tableau 15-13.

⁸⁰ Louise Proulx, *Les chantiers forestiers de la Rimouski 1930-1940*, p. 47.

⁸¹ *Ibid.*, p. 57.

La communauté matanaise connaît très peu de clivages basés sur l'ethnie, la religion ou la classe. L'homogénéité culturelle et religieuse de la population offre en effet une base solide pour créer des liens entre les habitants. Bien que la compagnie Price Brothers soit l'employeur principal, le conseil municipal n'hésite pas, en plusieurs occasions, à défendre les intérêts de la population. Contrairement aux villes de compagnie comme Arvida où le conseil municipal est une créature de l'employeur qui le domine grâce à ses pions⁸², les élus de Matane sont enracinés dans la communauté et pour la plupart indépendants financièrement. Par exemple, en 1912, le conseil appuie des citoyens qui protestent contre un projet de la compagnie de modifier une rue qui semble lui nuire dans ses opérations⁸³. Il demande également à la Price Brothers d'améliorer la sécurité aux abords de l'usine en éliminant les amoncellements de bran de scie qui représentent un danger d'incendie⁸⁴; il exige en outre que la compagnie répare les dommages provoqués par ses activités aux berges et aux propriétés le long de la rivière. Ce dernier cas est même la cause d'une longue dispute qui s'étire sur trois ans entre la ville et la compagnie. Finalement, la compagnie accepte de payer pour les dégâts occasionnés par la construction de son nouveau barrage⁸⁵. En 1928, le conseil municipal impose des conditions strictes à la compagnie pour qu'elle puisse se raccorder au réseau d'aqueduc et d'égout. De plus, elle doit en assumer les coûts et les risques⁸⁶.

Il ne faudrait cependant pas croire que les relations entre la Price Brothers et les autorités municipales sont toujours conflictuelles. Au contraire, elles sont, la plupart du temps, harmonieuses. Cette collaboration remonte à 1896 alors que le village

⁸² José E. Igartua, *Arvida au Saguenay, naissance d'une ville industrielle*, Toronto, McGill-Queen's University Press, 1996, p. 38-39.

⁸³ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 14 juin 1912, p. 276-277.

⁸⁴ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 6 avril 1920, p. 49-51.

⁸⁵ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal de la ville de Matane, 4 décembre 1944, p. 5-7; 17 février 1947, p. 129-130

⁸⁶ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 27 décembre 1928, p. 5-10.

offre à la Price Brothers, au moment où la compagnie amorce les démarches pour construire une nouvelle usine, une exemption de taxe pour les 20 prochaines années⁸⁷. En 1926, la compagnie offre de paver en béton la rue Saint-Jérôme, de son usine jusqu'au quai qu'elle emploie, en échange d'une exemption de toutes nouvelles taxes et d'une utilisation gratuite de la rue. Le village s'empresse alors d'accepter l'offre⁸⁸. Dans l'après-guerre, la majorité des contacts entre les deux parties sont des transactions foncières. À ce moment, Matane a besoin de terrains pour assurer sa croissance urbaine et la compagnie vend à de nombreuses reprises certains de ses lots à la ville⁸⁹.

Au lancement du mouvement syndical à Matane, les relations entre les ouvriers, le clergé local et la compagnie sont mouvementées comme nous l'avons vu précédemment. Les autorités municipales semblent cependant appuyer la démarche des travailleurs puisque le maire agit comme président de l'assemblée de fondation du SIBM⁹⁰. De plus, le conseil ne prend à aucun moment, durant l'existence du SIBM de 1943 à 1958, des positions officielles contre les initiatives du syndicat.

L'élite locale, le milieu des affaires, les instances municipales et les ouvriers collaborent beaucoup plus qu'ils ne s'affrontent. Pendant les trente premières années du XX^e siècle, aucun conflit majeur ne vient diviser la communauté. L'économie tourne et le village prend de plus en plus les dimensions d'une ville. L'apparition d'un premier syndicat en 1920 laisse présager une certaine prise de conscience des inégalités sociales auxquelles font face les ouvriers de la Price Brothers. Cependant, les positions très modérées de ce premier syndicat, et surtout, le fait qu'il n'ait pas connu de véritable succès démontrent que les questions sociales n'ont pas encore

⁸⁷ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 2 novembre 1896, p. 98.

⁸⁸ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 3 mai 1926, p. 389-390.

⁸⁹ AHVM, Procès-verbaux du conseil municipal de la ville de Matane, 4 avril 1949, p. 288.

⁹⁰ ABUQAR, Fonds François-Xavier Legaré, Dossier SIBM, Lettre d'Hector Thibault à François-Xavier Legaré, 19 mai 1943.

d'impact important sur la population ou que l'élite possède un ascendant trop fort sur celle-ci. La crise des années 1930 montre une solidarité accrue de la communauté. Les gens plus aisés contribuent financièrement de façon importante aux œuvres de charité⁹¹. Cette information, qui nous vient des rapports paroissiaux de 1932 et 1938, doit cependant être nuancée. À l'époque, il est tout à l'avantage des autorités cléricales de brosser un portrait positif de la charité pour empêcher que l'État n'intervienne dans ce qu'elle considère comme l'une de ses prérogatives⁹². La crise des années 1930 montre une solidarité accrue de la communauté où, même si les moyens ne sont pas toujours au rendez-vous, les tentatives de solution sont là. Par exemple, les instances municipales installent des jardins communautaires pour permettre à la population de cultiver des pommes de terre et des légumes et, jusqu'à ce que la ville soit elle-même sur le bord de la faillite, elles n'engagent pas de recours contre les mauvais payeurs de taxes⁹³. Au printemps 1934, la municipalité est cependant contrainte de saisir 19 maisons qu'elle met soit en vente ou en location dans l'espoir de recouvrer une partie des sommes qui lui sont dues⁹⁴.

Au début des années 1950, l'économie de la ville recommence à ralentir. La Ligue des propriétaires demande alors que des mesures soient prises pour soulager le chômage chez les ouvriers de la Ville. Le SIBM organise également la mise en place d'un Conseil économique et industriel. Ce dernier, après de nombreuses démarches, voit le jour en 1954 et rassemble des représentants syndicaux, des membres du conseil municipal, de la Chambre de commerce senior, de la Chambre de commerce junior et des marchands détaillants. Ce conseil accouchera d'un dossier de présentation et de valorisation de Matane comportant des données géographiques,

⁹¹ AAR, Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, Rapport de la paroisse Saint-Jérôme-de-Matane, 1932, p. 5; Rapport de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane 1938, p. 6-7.

⁹² John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 2003, p. 276.

⁹³ AHVM, Fonds J.A. Bergeron, lettre de J.H. Millet à J. R. Albert, 22 mai 1933; Retranscription d'un discours du maire J.A. Bergeron, 13 janvier 1935, p. 8-9.

⁹⁴ AHVM, Procès-verbaux du conseil du village de Saint-Jérôme-de-Matane, 17 mars 1934, p. 409-410.

économiques et démographiques de la ville de 1954 et qui vise à attirer de nouvelles industries⁹⁵.

Il est important de mesurer l'importance des gérants de l'usine Price Brothers pour la communauté matanaise. Cette compagnie, dont le siège social est à Québec, possède des installations et des intérêts un peu partout dans la province et, en tant qu'entreprise anglophone, elle peut sembler étrangère aux Matanais. C'est pourquoi les gérants de l'usine apparaissent comme les véritables patrons aux yeux des travailleurs et de la population. Les deux premiers gérants ne semblent pas avoir marqué l'esprit des gens du village par leurs réalisations. Ce n'est pas le cas du troisième. Arrivé de Québec en 1902, A.E. Twedell est un anglophone qui possède un excellent français. Il est reconnu pour son respect des Canadiens français et pour s'être entouré d'assistants francophones dans les bureaux, le moulin et les chantiers. Il est également très présent dans la communauté, principalement au niveau sportif. Il pratique régulièrement des activités sportives, mais il est aussi un mécène dans l'organisation et le financement sportif. Il finit par se mêler à la communauté du village en épousant une fille de Matane en 1911 et en y élevant ses quatre enfants jusqu'à son décès prématuré en 1925. Par ses actes, il a réussi à obtenir le respect de la population et de ses employés⁹⁶. Son successeur, H. A. Sewell, perpétue la tradition amorcée par son prédécesseur et partage activement au dynamisme du village. Principalement, il organise des associations sportives de hockey et de balle-molle, se mêlant même parfois à leurs activités. Il est également respecté par les plus anciens ouvriers tout en offrant aux jeunes des occasions d'emploi et de prise de responsabilité. Finalement, le cinquième et dernier gérant, Léopold Hamel arrive à Matane en 1937. Premier Canadien français à occuper ce poste, il a été apprécié selon les dires de certains employés⁹⁷. En poste durant la création du syndicat, il a

⁹⁵ J. Antoine Pelletier, « Au secours des chômeurs », *La Voix de Matane*, 5^e année, n° 8, 9 février 1950, p. 1; J. Antoine Pelletier, « Comité Économique et Industriel dû à l'initiative du Syndicat de l'Industrie du Bois Ouvré de Matane », *La Voix de Matane*, 8^e année, n° 26, 21 janvier 1954, p. 1.

⁹⁶ J. A. Vézina, « La compagnie Price à Matane (4) », p. 15.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 16-17.

fait preuve d'ouverture envers le nouveau mouvement syndical et a participé activement aux différents comités mixtes auxquels la direction était conviée. Il ne semble toutefois pas s'être fait reconnaître pour son engagement communautaire et sportif de la même façon que ses prédécesseurs.

* * *

Pour conclure, la population matanaise est, depuis le XIX^e siècle, tributaire de l'industrie forestière pour garantir son existence. Cette industrie, de par ses caractéristiques et sa nature, ne peut pas garantir une stabilité financière et un niveau de vie adéquats à ses travailleurs. C'est pourquoi la population ouvrière matanaise est demeurée sous le seuil de la pauvreté jusqu'à l'avènement du mouvement syndical au début des années 1940. Après les difficiles années de la Grande Crise, l'usine Price Brothers tourne à plein régime grâce à la guerre. C'est à ce moment qu'un syndicat se forme chez les travailleurs de la compagnie. Avant cela, la classe ouvrière de la municipalité profite de la présence de certains représentants de ce groupe social au conseil municipal. Il est cependant difficile de savoir s'ils défendaient systématiquement les ouvriers de la localité puisque les procès-verbaux ne contiennent pas les retranscriptions des débats.

Le syndicat, en plus d'assurer la protection et l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, offre une visibilité publique à la classe ouvrière, un encadrement pour la rencontre des travailleurs en dehors du travail et une organisation qui leur permet de revendiquer certaines positions politiques. Il profite en même temps de son statut de porte-parole pour communiquer sur la place publique certaines de ses valeurs à la population par l'entremise d'événements populaires publics et par les journaux.

Dans cette ville quasi mono-industrielle, l'industrie du sciage a imposé à la population matanaise un mode de vie particulier. Chaque année, une bonne partie de la population masculine en âge de travailler doit s'exiler pour trouver du travail. Cette situation, les faibles salaires versés par cette industrie et les coûts de vie élevés

maintiennent une bonne partie de la population dans la pauvreté. L'écart est grand entre la réalité et cette image tant valorisée du père pourvoyeur. Voyant leur rôle menacé et leur masculinité remise en question, les ouvriers compensent alors par la pratique sportive, les exploits physiques au travail ou la multiplication des sources de revenus. C'est ce qui force les travailleurs à former un syndicat au début des années 1940, profitant en même temps des conditions particulières de la guerre. À partir de ce moment, le syndicat devient en quelque sorte la voix des ouvriers de la ville. Il prend alors des initiatives pour améliorer la situation économique et le tissu social et n'hésite pas à unir les différents acteurs du milieu pour y arriver avec comme résultat de renforcer les liens de la communauté.

CONCLUSION

Matane a connu quatre périodes importantes dans son histoire. La première s'échelonne de l'arrivée du seigneur Mathieu D'Amour en 1672 à celle de l'Écossais Donald McKinnon en 1781. Elle se caractérise par l'exploitation des ressources naturelles, le poisson et les fourrures principalement, en parallèle d'un désintérêt systématique du lieu comme site de colonisation. Pendant près d'un siècle, les différents propriétaires de la seigneurie de Matane cherchent avant tout des occasions d'enrichissement rapide et ils sont peu intéressés par l'exploitation du sol. La seigneurie n'est cependant pas la seule victime de cette vue à court terme. La région du Bas-Saint-Laurent à cette époque est généralement un *no man's land* habité par seulement quelques familles courageuses et téméraires.

La deuxième période, qui va de 1781 à la construction de la nouvelle scierie Price Brothers en 1896, peut être qualifiée de genèse de la future ville de Matane. C'est pendant cette période que les caractéristiques fondamentales de la municipalité se mettent en place. Grâce aux efforts du seigneur McKinnon, un premier noyau villageois est fondé. L'expérience s'avère cependant difficile. L'accroissement démographique est très lent tout comme c'est le cas ailleurs au Bas-Saint-Laurent pendant cette période. L'arrivée de l'industrie forestière dans la décennie 1840 vient cependant offrir de nouvelles possibilités économiques à la population. L'économie et la démographie de Matane progressent alors rapidement grâce au développement de l'industrie forestière. L'opération d'une scierie garantit des emplois rémunérés et permet une certaine diversification économique. De plus, la présence de chantiers forestiers dans la région permet aux agriculteurs de la zone rurale et aux ouvriers de

la scierie d'accroître leurs revenus et de s'occuper pendant la saison morte. Le village de Saint-Jérôme-de-Matane devient à ce moment un centre de service qui dessert un territoire agricole de plus en plus grand et où les quelques emplois industriels et artisanaux sont concentrés. Les années 1830 à 1870 laissent cependant place à vingt ans de récession et de stagnation économique. Le territoire agricole commence alors à être saturé par l'archaïsme des techniques agricoles et l'industrie forestière s'effondre. Matane et toute la région connaissent un exode continu des jeunes vers Montréal et les usines de la Nouvelle-Angleterre. La décennie 1890 annonce cependant une reprise de l'industrie forestière qui met fin à cette émigration massive et annonce un vaste mouvement d'urbanisation dans le Bas-Saint-Laurent.

La troisième période, celle que nous avons principalement étudiée, s'étire du début du XX^e siècle à la fin des années 1950. La compagnie Price Brothers, présente dans la région du Bas-Saint-Laurent depuis les années 1830 et à Matane depuis les années 1860, investit massivement dans l'industrie du sciage. La conjoncture économique est meilleure que jamais dans l'industrie forestière grâce à l'effervescence des marchés américains, canadiens et britanniques. C'est pourquoi elle construit des usines modernes à Rimouski, Matane et Price. Sa division de sciage sur la Rive-Sud devient l'une des plus importantes au pays et emploie des milliers de travailleurs. Dans le sillage de la Price Brothers, c'est toute l'industrie du sciage et de la foresterie qui connaît un boom dans l'Est-du-Québec pendant les trois premières décennies du XX^e siècle. Cette effervescence économique profite à Matane qui double sa population chaque décennie pour atteindre une population de 4757 habitants en 1931. Le village s'urbanise très rapidement et prend de plus en plus des allures de petite ville industrielle.

Cette phase d'expansion industrielle diffère cependant de celle que connaissent d'autres régions du Québec à la même époque. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Mauricie s'industrialisent rapidement grâce au soutien de l'hydro-électricité et de l'industrie des pâtes et papiers. L'absence de rivière à fort débit ou de toute autre

source d'énergie sont les principales raisons qui peuvent expliquer que l'industrie du Bas-Saint-Laurent ne connaît pas le même essor qu'ailleurs dans la province. L'industrialisation des régions du Québec est étroitement associée à des industries énergivores comme l'aluminium et les pâtes et papiers. La population ouvrière des quelques villes et villages de la région bas-laurentienne se retrouve donc tributaire d'emplois saisonniers dans les scieries et les chantiers forestiers. Avantageux au moment de la colonisation d'un territoire, ce type d'emplois à faible valeur ajoutée est insuffisant pour soutenir une population plus nombreuse sur un territoire de plus en plus mature.

La crise économique des années 1930 vient cependant mettre fin à cette phase d'expansion et plonge la population matanaise dans l'extrême pauvreté comme partout ailleurs en Occident. Les autorités municipales et les organismes de bienfaisance tentent, à la hauteur de leurs moyens, de soulager la misère, mais sans grand résultat. Conséquemment, on observe une solidarité accrue entre les différents groupes sociaux et un retour vers la terre sous la forme d'une colonisation des territoires inexploités dans les hautes terres. La situation économique demeure fragile pendant toute la décennie et il faut attendre le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale pour que l'économie redémarre véritablement. À ce moment, la demande pour le bois scié est soutenue et le plein emploi est de nouveau atteint à Matane.

En plus de remettre sur les rails l'économie du pays, la période de la guerre se caractérise également par l'émergence d'un mouvement syndical important dans l'Est-du-Québec. En 1941, les travailleurs de l'usine Price Brothers de Rimouski déclenchent une grève pour dénoncer les trop bas salaires qui leur sont versés. Ces derniers sont restés particulièrement bas depuis les années 1920, à un niveau bien inférieur au minimum vital de l'époque. Après quelques jours de conflit, les ouvriers de Rimouski sortent victorieux et la compagnie se plie à plusieurs de leurs exigences. Cette victoire, aussi éclatante qu'inespérée, galvanise les autres ouvriers

de la compagnie dans la région. En joignant la Confédération des travailleurs catholiques canadiens, ils influencent leurs compatriotes de Price qui se syndicalisent peu de temps après. Ceux de Matane hésitent cependant à rejoindre le mouvement et ne fondent leur propre syndicat que deux ans plus tard. Entre temps, d'autres syndicats sont fondés dans la région et le syndicalisme semble y être implanté pour de bon. Les habitants de Matane assistent à la naissance d'une action collective de la communauté ouvrière matanaise pour améliorer sa condition économique.

Avant la décennie 1940, le syndicalisme a du mal à s'affirmer dans l'Est-du-Québec, et ce, principalement à cause d'une structure industrielle déficiente, par le caractère saisonnier de la plupart des emplois salariés industriels et par le manque d'appui, dans certains cas, du clergé local. On compte néanmoins quelques exemples épars de syndicalisation éphémère dans la région, dont une à Matane au début des années 1920. Il demeure que le mouvement ouvrier s'insère plutôt dans une vague de syndicalisation qui déferle sur le Canada et les États-Unis au moment où les économies des deux pays sont transformées par l'effort de guerre. Les ouvriers de la division de sciage de la Price Brothers profitent du contexte particulier de la Deuxième Guerre mondiale pour imposer à la compagnie leurs exigences, usant à plusieurs reprises des outils mis à leur disposition par le gouvernement fédéral pour les obtenir. Les ouvriers de Matane attendent quant à eux 1943 pour rejoindre le mouvement syndical amorcé par leurs collègues rimouskois et priçois. Il semblerait que le principal facteur expliquant ce retard soit la réticence du curé de la paroisse à appuyer la création d'un syndicat. La peur de voir certains ouvriers employer cette nouvelle tribune pour influencer politiquement leurs collègues et de voir les augmentations de salaire gaspillées dans l'alcool peut expliquer cette position. Durant les premières années, le Syndicat de l'industrie du bois de Matane s'organise et recrute la plupart des ouvriers de l'usine Price et d'autres usines œuvrant dans le même domaine économique.

Après la guerre, une ère de collaboration s'amorce entre les ouvriers syndiqués de Matane et la compagnie. On ne répertorie aucune grève de 1945 à 1958. Durant cette période, les deux partis se font conciliants pour des raisons qui leur sont propres. Le syndicat doit faire face à une diminution constante de ses effectifs en lien avec la diminution de la demande en main d'œuvre de l'usine après la guerre. La détérioration de ses finances au cours des années 1950, causée par l'érosion de son membership et par l'augmentation de ses obligations envers la caisse de décès, oblige le SIBM à trouver des compromis. Du côté patronal, on planifie la fermeture de l'usine dès 1944. En effet, les ressources forestières de la région sont de plus en plus rares à cause de la surexploitation pratiquée depuis des décennies. La compagnie, après avoir examiné certaines solutions, opte pour une fermeture planifiée une fois l'exploitation maximale de la ressource sur son territoire de coupe complétée. C'est ainsi qu'après un déclin de près d'une décennie, l'usine Price Brothers ferme ses portes en 1958, entraînant la mise à pied d'une centaine de personnes. Quatre ans plus tard, c'est au tour du deuxième employeur de la ville, la compagnie Hammermill Papers, de mettre un terme à ses opérations. L'industrie forestière perd alors son titre de moteur économique principal de Matane, confirmant par la même occasion le passage à la quatrième période historique de Matane.

Déjà, au cours des années cinquante, le marché du travail matanais amorce une transformation importante qui affecte sa population. D'un recensement à l'autre depuis 1931, on observe une érosion de l'importance du secteur primaire sur l'économie de la ville. On perçoit par contre une croissance du secteur des services et une plus grande présence des femmes sur le marché du travail. La Deuxième Guerre mondiale est donc le tour d'honneur d'une industrie qui amorce son déclin. Au cours des années 1950, le phénomène ne fait que reprendre, mais à un rythme accéléré. Pour de nombreux travailleurs, cette nouvelle contraction de l'industrie forestière annonce un exil forcé. Cependant, contrairement aux périodes

précédentes, les ouvriers quittent la ville temporairement, tout en conservant leur vie familiale à Matane. On met alors en place tout un réseau de transport maritime et aérien pour faciliter les allers-retours des travailleurs entre les deux rives du Saint-Laurent.

Durant ses années de gloire, l'industrie forestière a façonné et donné un nouveau visage à la ville de Matane et à sa population. Au début du XX^e siècle, la construction de la nouvelle usine Price Brothers enclenche un processus d'urbanisation qui s'étend jusqu'au début des années 1930 et qui reprend après la guerre. Le tissu urbain s'organise alors autour de l'usine où l'on voit émerger un quartier ouvrier qui présente un taux d'urbanisation surprenant pour une si petite ville. En effet, en 1931, la densité démographique est plus importante à Matane que dans certaines villes industrielles comme Sherbrooke, Gatineau et Chicoutimi. La population ouvrière, en plus de vivre principalement dans des logements, doit faire avec des revenus bien insuffisants pour subvenir aux besoins d'une famille. Les salaires dans l'industrie forestière et du sciage sont très bas, même pour les normes de l'époque, alors que le coût de la vie est particulièrement élevé à Matane, surtout en ce qui concerne les biens manufacturés et de nombreux produits alimentaires. Les ouvriers doivent donc multiplier les sources de revenus au cours de l'année en travaillant principalement dans les chantiers forestiers durant l'hiver. La contribution financière des enfants et femmes aux revenus familiaux est limitée puisque les secteurs traditionnellement plus enclins à les engager se font rares à Matane.

On voit donc que, bien avant le déclin de l'industrie forestière à Matane, la population matanaise doit vivre dans des conditions difficiles de pauvreté et de précarité. C'est pourquoi au début des années 1920, la Société Saint-Vincent-de-Paul, un organisme de bienfaisance, vient s'installer à Matane avec l'objectif d'aider les plus démunis. Elle dépense alors annuellement des sommes bien supérieures à ce qu'elle verse à Rimouski et à Mont-Joli. À cette époque, l'argent qu'elle reçoit vient presque exclusivement de dons de particuliers. Cependant, au pire moment de la

crise économique des années 1930, le village de Saint-Jérôme-de-Matane est contraint de lui verser de l'argent pour qu'elle puisse respecter ses engagements. Le conseil municipal doit quant à lui mettre en place des mesures pour aider la masse d'ouvriers qui se sont retrouvés au chômage à la suite de la fermeture temporaire de la principale usine de la ville. Il organise des travaux publics financés par les fonds provinciaux et fédéraux, installe des jardins communautaires, retarde les demandes de paiements des taxes et vote une réglementation visant à limiter l'accès au marché du travail des travailleurs en provenance de l'extérieur de la municipalité. En plus de ces mesures publiques, la population elle-même déploie certaines stratégies pour faire face à la misère. Plusieurs ménages font appel à l'entraide familiale, d'autres optent pour la colonisation dans les colonies de l'arrière-pays et certains ouvriers partent travailler dans les chantiers de la Côte-Nord.

Le contexte particulier dans lequel évoluent les ouvriers matanais influence grandement leur participation publique et sociale ainsi que la perception qu'ils ont d'eux-mêmes. C'est ainsi que plusieurs ouvriers s'impliquent au sein de la communauté par l'entremise de la participation politique ou par la création d'organismes qui se veulent représentatifs de la classe ouvrière. Au niveau politique, plusieurs ouvriers se font élire au sein du conseil municipal. Certains d'entre eux doivent cependant écourter leur présence pour travailler à l'extérieur de la ville, conséquence directe de la structure économique de la municipalité. Malgré ce fait, la présence ouvrière sur le conseil municipal est relativement importante à partir des années 1910 et s'étire jusqu'en 1948. On remarque cependant que la participation politique ouvrière directe cesse avec la création du syndicat. Ce dernier devient alors le porte-parole des ouvriers matanais, de la grande majorité d'entre eux à tout le moins.

C'est justement grâce à ce même syndicat que la présence publique ouvrière s'impose comme un incontournable dans l'après-guerre, notamment par l'organisation ou la participation à certains événements. On trouve également une

couverture médiatique du mouvement syndical dans les journaux, principalement grâce à la présence d'une chronique syndicale qui sert à transmettre les valeurs du syndicalisme catholique à la population. Le syndicat devient également un acteur important au sein de la communauté en étant l'initiateur de plusieurs projets communautaires et économiques. De la sorte, il fédère autour de lui plusieurs organismes de la ville ainsi que la majorité des acteurs économiques. Ces différentes manifestations publiques montrent la constitution d'une culture et d'une communauté ouvrières à Matane qui s'échelonne tout au long de la période étudiée.

Le travail industriel laisse peu de temps aux ouvriers d'avoir des divertissements. Malgré des semaines de 60 heures, plusieurs d'entre eux arrivent néanmoins à s'investir politiquement ou socialement, alors que d'autres s'intéressent plutôt à la pratique sportive. Pour plusieurs ouvriers, le sport devient une échappatoire à la monotonie de la vie industrielle tout en étant l'un des rares divertissements accessibles à la population. Pour la compagnie Price Brothers, le sport devient également un moyen de promotion et une manière pour elle de s'impliquer au sein de la communauté. C'est ainsi qu'elle finance des équipes de hockey masculines et féminines. Après la guerre, le SIBM cherche quant à lui à renforcer les liens de solidarité entre les ouvriers en créant ses propres équipes de hockey et de balle-molle. Le sport, un moyen de divertissement simple et abordable pour une population qui bénéficie de très peu de temps libre et de moyens, peut devenir aussi un bon outil de promotion pour des groupes ou des organisations comme la Price Brothers et le SIBM.

Cette présence ouvrière dans la vie communautaire d'une petite ville industrielle n'est pas nécessairement unique ni si différente de ce qui se passe ailleurs. Par contre, ce qui caractérise Matane sur le plan du travail, c'est la domination très forte de l'industrie du sciage et de la coupe forestière. Ce type d'économie se traduit par des emplois où l'esprit de compétition est très fort et par un discours important sur la masculinité des ouvriers. Ce discours met en scène des valeurs à la fois de solidarité

et de concurrence. À cause du caractère saisonnier de l'industrie du sciage, les ouvriers doivent annuellement passer d'un milieu relativement solidaire, la scierie où ils sont plusieurs centaines à se côtoyer chaque jour, à un milieu éclaté, les camps forestiers. Dans les camps, la compétition entre les ouvriers est souvent poussée à son extrême par l'employeur afin d'accroître la productivité. Dans les grands chantiers forestiers, chaque hiver, les ouvriers de la scierie Price Brothers de Matane se retrouvent en compétition pour les emplois. L'esprit de lutte est donc constamment valorisé, et une telle situation peut mener à des affrontements d'orgueil entre les ouvriers.

Cette difficulté à occuper un emploi durant toute l'année accroît la pression sur les pères pour subvenir aux besoins de leur famille, à une époque où l'image du père pourvoyeur est forte et portée par un discours assez unanime¹. Les hommes qui réussissent cet accomplissement en retirent une grande fierté et obtiennent la reconnaissance du milieu. Cependant, cela est loin d'être à la portée de l'ouvrier moyen de Matane. Quelques-uns seulement y arrivent, ceux qui, en raison de la difficulté technique et du danger inhérent à leur poste peuvent obtenir un salaire suffisant. La capacité à obtenir un meilleur salaire, soit par son courage, sa force physique ou sa compétence, permet à l'ouvrier d'accroître sa fierté et se convaincre qu'il est ainsi un meilleur pourvoyeur pour sa famille. Le Syndicat de l'industrie du Bois de Matane participe à ce discours du père pourvoyeur en s'assurant que les pères de famille aient la priorité sur les postes disponibles. De manière générale, les femmes ont peu de chance d'aider financièrement leur famille. Les restrictions imposées par l'omniprésence de l'industrie forestière, le sous-développement du secteur des services avant les années 1950 et l'idéologie du pourvoyeur sont des freins à leur entrée sur le marché du travail. Les enfants ne peuvent contribuer au revenu familial qu'à un âge avancé, soit au moment ils terminent leur scolarité

¹ Vincent Duhaime, « “Les pères ont ici leur devoir” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4, 2004, p. 535-566.

autour de 13 et 14 ans. À partir de ce moment, certains commencent à travailler à la scierie et aux chantiers forestiers et entament ainsi l'apprentissage du métier tout en contribuant financièrement au bien être de leur famille.

Bref, la ville de Matane, un peu comme celle d'Hanover étudiée par Parr, se caractérise par un visage très masculin. La masculinité fait partie intégrante de l'identité des ouvriers de la Price Brothers. Ceci se manifeste sous la forme d'un esprit de compétition exacerbé par les conditions de travail, les structures économiques et l'idéologie de l'époque. Répondre aux conditions exigeantes du milieu de travail et de la société devient ainsi une source de fierté pour ceux qui réussissent et un idéal à atteindre pour les autres. En général toutefois, il semble bien que la solidarité joue un rôle aussi important, sinon plus important, que la compétition dans la vie sociale matanaise. Homogène d'un point de vue ethnique et religieux, le paysage matanais n'offre pas un terrain propice aux conflits sociaux. Matane par ailleurs, même si elle est caractérisée par une mono-industrie, n'est pas une ville de compagnie. Les autorités municipales ont à cœur la défense des citoyens tout en essayant de maintenir une relation cordiale avec la Price Brothers. De plus, la création du SIBM n'a pas soulevé de tollé dans la communauté, exception faite de la réticence du curé de la paroisse au tout début. La documentation à laquelle nous avons eu accès nous donne l'impression que l'élite locale, le milieu des affaires et les ouvriers collaborent beaucoup plus qu'ils ne s'affrontent depuis le début du XX^e siècle. La crise des années 1930 et les difficultés économiques des années 1950 sont même des occasions pour les acteurs du milieu d'accroître leur collaboration pour le bien de la communauté matanaise.

Nous avons, au début de cette recherche, avancé l'hypothèse selon laquelle les femmes avaient pu pallier ce manque d'ouverture économique en participant à des mesures de soutien aux ouvriers. Nous avons également lancé l'idée que dans ce contexte particulier d'une économie fondée sur l'industrie du bois qui implique qu'une bonne partie des ouvriers doivent quitter la ville durant les quatre mois

d'hiver pour les chantiers, les femmes qui gardaient le fort auraient pu jouer un rôle conséquent dans l'établissement de la vie ouvrière et communautaire de Matane. Les sources ne nous ont pas permis de confirmer ces hypothèses. Bien que nous sachions que des organismes féminins ont existé (l'UCF et les Filles d'Isabelle notamment), ils sont presque invisibles sur la scène publique – des sources qui en témoignent en tout cas. Pour combler cette absence de sources écrites, il faudrait avoir recours à l'enquête orale, ce qui dépasserait de loin les cadres du présent mémoire.

Dans cette ville quasi mono industrielle, l'industrie du sciage a imposé à la population matanaise un mode de vie particulier. Chaque année, une bonne partie de la population masculine en âge de travailler doit s'exiler pour trouver du travail. Cette situation, les faibles salaires versés par cette industrie et les coûts de vie élevés maintiennent une bonne partie de la population dans la pauvreté. L'écart est grand entre la réalité et cette image tant valorisée du père pourvoyeur. Voyant leur rôle menacé et leur masculinité remise en question, les ouvriers compensent alors par la pratique sportive, les exploits physiques au travail ou la multiplication des sources de revenus. C'est ce qui force les travailleurs à former un syndicat au début des années 1940, profitant en même temps des conditions particulières de la guerre. À partir de ce moment, le syndicat devient en quelque sorte la voix des ouvriers de la ville. Il prend alors des initiatives pour améliorer la situation économique et le tissu social et n'hésite pas à unir les différents acteurs du milieu pour y arriver. Malgré ces efforts, la vieille industrie forestière décline puis disparaît au tournant des années 1960. Une économie peu diversifiée, un manque chronique d'énergie électrique et un laxisme des compagnies forestières et des gouvernements quant à la gestion de la ressource forestière sont les causes de ce déclin.

Pourtant, la ville de Matane possède encore aujourd'hui un caractère industriel. Malgré le développement des services, la ville vit encore et toujours grâce à ses nombreuses usines qui ont pris la relève à la fin des années 1960. Finalement, la

disparition de la compagnie Price Brothers en 1958 n'a été que la fin d'un chapitre et le commencement d'un nouveau.

ANNEXE A



Figure 1.1 Village de Saint-Jérôme-de-Matane, en 1875. SHGM.



Figure 1.2 Village de Saint-Jérôme-de-Matane, en 1889. SHGM.

ANNEXE B

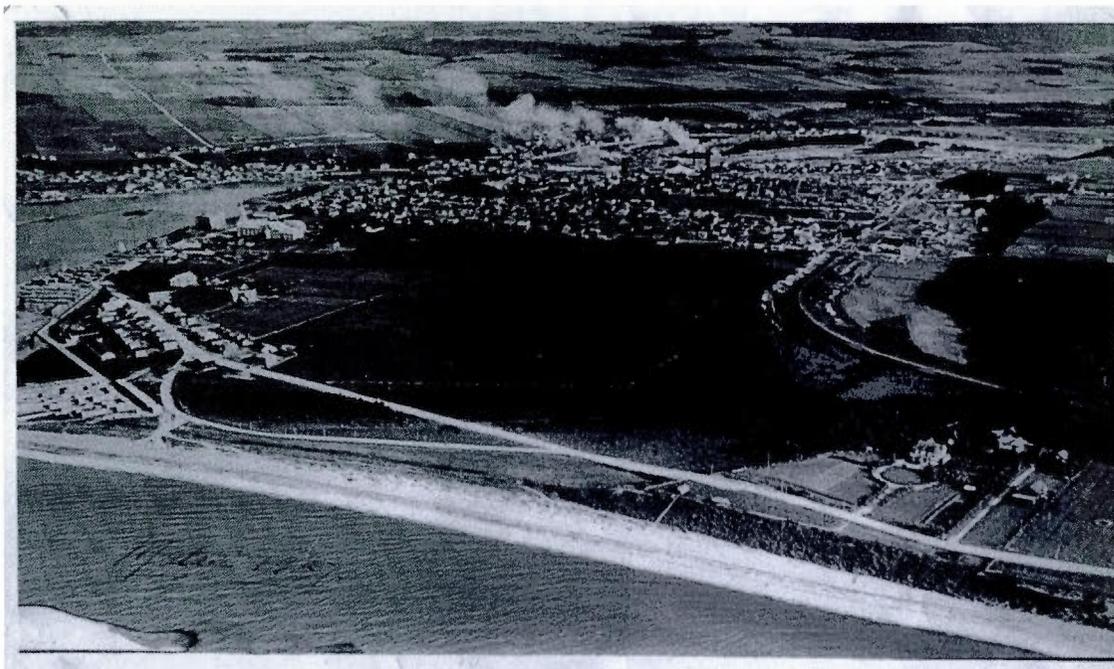


Figure 1.3 Village de Saint-Jérôme-de-Matane, en 1927. SHGM.



Figure 1.4 Ville de Matane, en 1950. SHGM.

ANNEXE C



Figure 1.5 Vue de l'aréna et ses alentours, en 1950. SHGM.



Figure 1.6 Inondation de la rue St-Jean à Matane, mai 1947. SHGM.

ANNEXE D



Figure 1.7 Match de Hockey entre Matane et Métis en 1909. SHGM.



Figure 1.8 Match de Hockey entre Matane et Métis en 1909. SHGM

ANNEXE E.



Figure 1.9 Match de hockey en face du palais de justice, en 1920. SHGM.



Figure 1.10 Équipe "Price Brothers" de Matane. Ligue de hockey de la Cité, 1932-1933. SHGM.

ANNEXE F



Figure 1.11 Équipe "Hammermill Paper Co". Ligue du comté de Matane, 17 janvier 1937. SHGM.



Figure 1.12 Équipe féminine de hockey "Matane", saison 1925-1926. SHGM.

ANNEXE G



Figure 1.13 Équipe féminine de Curling, gagnante de la coupe, en 1944. SHGM.

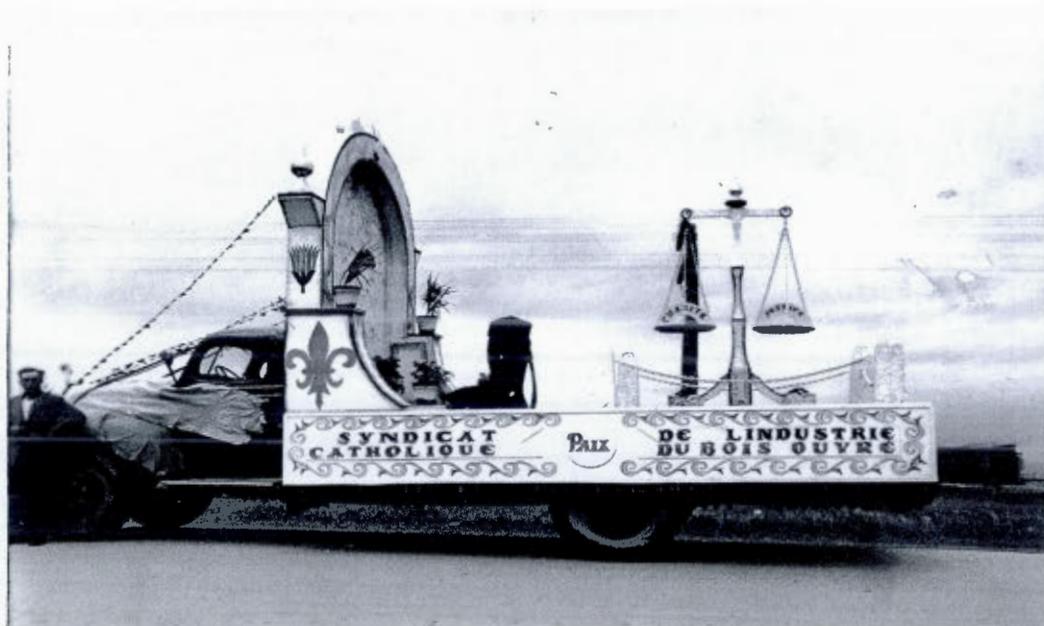


Figure 1.14 Char allégorique du SIBM pour la St-Jean Baptiste, en 1948. SHGM.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Sources manuscrites

Archives de l'Archidiocèse de Rimouski. Dossier de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane.

Archives de la bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski. Fonds François-Xavier Legaré.

Archives de l'Hôtel de ville de Matane. Fonds J.A. Bergeron.

Archives de l'Hôtel de ville de Matane. Procès-verbaux du conseil municipal de Saint-Jérôme-de-Matane.

Archives de l'Hôtel de ville de Matane. Procès-verbaux du conseil municipal de la ville de Matane.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine. Fonds de la compagnie Price Limitée. ZA43.

Sources orales

Spivok, Ronald. Entrevue de François-Xavier Legaré. 13 avril 1974. Archives de la Bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski.

Harvey, Fernand. Entrevue de François-Xavier Legaré. 9 août 1974. Archives de la Bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski.

Entrevue de François-Xavier Legaré. 24 mars 1986. Archives de la Bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski.

Sources publiées

Journal *La Voix de Matane*. Archives de la Société d'histoire et de généalogie de Matane.

Journal *La Voix gaspésienne*. Archives de la Société d'histoire et de généalogie de Matane.

Journal *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*. Bibliothèque de l'Université du Québec à Rimouski.

Ottawa, ministère de l'Agriculture. 1873. *Recensement du Canada 1870-71*. vol. 1. Ottawa: ministère de l'Agriculture.

Ottawa, ministère de l'Agriculture. 1882. *Recensement du Canada. 1880-81*. vol. 1. Ottawa: ministère de l'Agriculture.

Ottawa, ministère de l'Agriculture et de la Statistique. 1893. *Recensement du Canada 1890-91*. vol. 1. Ottawa: ministère de l'Agriculture et de la Statistique.

Ottawa, ministère de l'Agriculture. 1902. *Recensement du Canada 1901*. vol. 1. Ottawa: ministère de l'Agriculture.

Ottawa, ministère du Commerce. 1912. *Cinquième Recensement du Canada 1911*. vol. 1. Ottawa : ministère du Commerce.

- Ottawa, ministère du Commerce, Bureau de la Statistique du Canada. 1924. *Sixième recensement du Canada 1921*. vol. 1. Ottawa: ministère du Commerce.
- Ottawa, Ministry of Trade and Commerce, Dominion Bureau of Statistics Canada. 1933. *Seventh Census of Canada 1931*. vol. 2. Ottawa: Ministry of Trade and Commerce.
- Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique. 1944. *Huitième Recensement du Canada 1941*. vol. 2. Ottawa: ministère du Commerce.
- Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique. 1946. *Huitième Recensement du Canada 1941*. vol. 6. Ottawa: ministère du Commerce.
- Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique. 1953. *Neuvième Recensement du Canada 1951*. vol. 1. Ottawa: ministère du Commerce.
- Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique. 1953. *Neuvième Recensement du Canada 1951*. vol. 4. Ottawa: ministère du Commerce.
- Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique. 1963. *Recensement du Canada 1961*. vol. 1. partie 1-10. Ottawa: ministère du Commerce.
- Ottawa, ministère du Commerce, Bureau fédéral de la Statistique. 1963. *Recensement du Canada 1961*. vol. 3. partie 2-5. Ottawa: ministère du Commerce.
- Québec, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. 1937. *Inventaire des ressources naturelles et industrielles (section économique) comté municipal de Matane*. Québec: ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce. 1958. *Inventaire économique et industriel. Ville et paroisse de Matane*. Québec: ministère de l'Industrie et du Commerce.

Études

Livres et monographies

Baillargeon, Denyse. 1993. *Ménagères au temps de la Crise*. Montréal: Les éditions du remue-ménage, 303 p.

Barbeau, Marius. 1934. *Au Cœur de Québec*. Montréal : Les Éditions du Zodiaque, 200 p.

Beaucage, Benoît, Serge Côté, Paul Larocque, Marie-France Paradis, Jean Saintonge et Oleg Stanek. 1984. *Les structures productives d'une région périphérique, l'Est du Québec (1896-1980)*. Rimouski: Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, Université du Québec à Rimouski, 713 p.

Bischoff, Peter C., 2009. *Les débardeurs au port de Québec. Tableau des luttes syndicales, 1831-1902*. Montréal: Hurtubise, Cahiers du Québec, Collection « Histoire », 451 p.

Blanchard, Raoul. 1935. *L'Est du Canada français : Province de Québec*. Montréal: Beauchemin, 366 p.

Blanchette, Louis. 1992. *La tradition maritime de Matane*, Matane: Publication de la Société d'Histoire et de Généalogie de Matane, 198 p.

Boas, Franz. 1934. *The Mind of Primitive Man*. New York: Macmillan, 285 p.

- Bouchard, Gérard. 1996. *Quelques arpents d'Amérique : population, économie, famille au Saguenay : 1838-1971*. Montréal: Boréal, 635 p.
- Boudreault, Léo. 1982. *Faits nouveaux sur la Seigneurie de Matane*. Matane: Publication de la Société d'Histoire de Matane, 278 p.
- Bradbury, Bettina. 1995. *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*. Montréal: Boréal, 368 p.
- Burke, Peter. 1978. *Popular Culture in Early Modern Europe*. New York: Harper and Row, 365 p.
- Burke, Peter. 1993. *History and Social Theory*. New York: Cornell University Press, 198 p.
- Collectif Clio. 1992. *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal: Le Jour, 646 p.
- Copp, Terry. 1978. *Classe ouvrière et pauvreté : les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*. Montréal: Boréal Express, 213 p.
- Côté, Andrée-Anne, Perry Fournier, André Lavoie et Claude Otis. 2012. *Matane en histoire et en images*. Matane: Ville de Matane, 162 p.
- Craig, Béatrice. 2009. *Backwoods Consumers and Homespun Capitalists. The Rise of a Market Culture in Eastern Canada*. Toronto: University of Toronto Press, 349 p.
- Dickinson, John A. et Brian Young. 2003. *Brève histoire socio-économique du Québec*. Québec: Septentrion, 449 p.
- Dupont, Antonin. 1997. *Taschereau*. Montréal: Guérin, 366 p.

- Foisy-Geoffroy, Dominique. 2004. *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*. Québec: Septentrion, 174 p.
- Fortin, Jean-Charles, et Antonio Lechasseur. 1993. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, Collection « Les régions du Québec », 860 p.
- Gagnon, Antoine. 1977. *Histoire de Matane 1677-1977*. Rimouski: Publication de la Société d'Histoire de Matane, Impression des associés, 638 p.
- Gossage, Peter. 1999. *Families in Transition: Industry and Population in Nineteenth-Century Saint-Hyacinthe*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 299 p.
- Hardy, René. 1999. *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec 1830-1930*. Québec: Boréal, 284 p.
- Hardy, René et Normand Séguin, 2011. *Forêt et société en Mauricie : la formation d'une région*. Québec: Septentrion, 337 p.
- Harvey, Fernand. 1978. *Révolution industrielle et travailleurs : une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19^e siècle*. Montréal: Boréal Express, 350 p.
- Harvey, Fernand, dir. 1980. *Le mouvement ouvrier au Québec*. Montréal: Boréal Express, 330 p.
- Hébert, Karine. 2008. *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895-1960*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 290 p.
- Igartua, José Eduardo. 1996. *Arvida au Saguenay, naissance d'une ville industrielle*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 273 p.

- Kealey, Gregory S. 1995. *Workers and Canadian History*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 458 p.
- Lamonde, Yvan et Raymond Montpetit. 1986. *Le Parc Sohmer de Montréal*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 231 p.
- Lamonde, Yvan, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. 1982. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920) : bilan historiographique*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, Collection « Culture populaire », 176 p.
- Larocque, Paul, dir. 2006. *Rimouski depuis ses origines*. Rimouski: Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent, Société de généalogie et d'archives de Rimouski et GRIDEQ, 224 p.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. 1989. *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*. Montréal: Boréal, 758 p.
- Morrow, Don et Kevin B. Wamsley. 2010. *Sport in Canada: A History*. Don Mills, Ontario: Oxford University Press, 381 p.
- Sylvie Murray. 1990. *À la jonction du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes : la ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, Canada, 1903-1980*. Montréal: Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec, 165 p.
- Parr, Joy. 1990. *The Gender of Breadwinners: Women, Men, and Change in Two Industrial Towns, 1880-1950*. Toronto: University of Toronto Press, 314 p.
- Proulx, Louise. 1985. *Les chantiers forestiers de la Rimouski 1930-1940. Techniques traditionnelles et culture matérielle*. Rimouski: Les cahiers du GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 105 p.

- Radforth, Ian. 1987. *Bushworkers and Bosses: Logging in Northern Ontario*. Toronto: University of Toronto Press, 336 p.
- Ramirez, Bruno. 1991. *Par monts et par vaux : les migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique*. Montréal: Boréal, 204 p.
- Riess, Steven A. 1991. *City Games: the Evolution of American Urban Society and the Rise of Sports*. Urbana: University of Illinois Press, Collection « Sport and Society », 332 p.
- Rouillard, Jacques. 1981. *Histoire de la CSN 1921-1981*. Montréal: Confédération des syndicats nationaux et Édition du Boréal, 335 p.
- Rouillard, Jacques. dir. 1991. *Guide d'histoire du Québec : Du Régime français à nos jours. Bibliographie commentée*. Montréal: Édition du Méridien, Collection « Histoire », 367 p.
- Rouillard, Jacques. 2004. *Le Syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*. Montréal: Boréal, 335 p.
- Rosenzweig, Roy. 1983. *Eight Hours for What We Will. Workers and Leisure in an Industrial City, 1870-1920*. Cambridge: Cambridge University Press, 304 p.
- Rudin, Ronald. 1998. *Faire de l'histoire au Québec*. Québec: Septentrion, 278 p.
- Thompson, Edward Palmer. 1991. *The Making of the English Working Class*. London: Penguin Book, 4^e édition, 848 p.
- Thwaites, James D., dir. 1997. *Travail et syndicalisme. Origines, évolution et défis d'une action sociale*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 3^e édition, 700 p.
- Vanasse, Gilbert. 1986. *Histoire de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt*. Montréal: Éditions Saint-Martin, 300 p.

Verret, Michel. 1988. *La culture ouvrière*. Saint-Sébastien, France: ACL/Société CROCUS, 296 p.

Articles et chapitres de livres

Benson, John. 1983. « Working-Class Capitalism in Great Britain and Canada, 1867- 1914 ». *Labour/ Le Travail*, vol. 12, p. 145-154.

Bercuson, David J. 1981. « Through the Looking Glass of Culture : An Essay on the New Labour History and Working-Class culture in Recent Canadian Historical Writing ». *Labour/Le Travailleur*, vol. 7, p. 95-112.

Bettez, Lucie. 2008. « Cent jours dans la vie des Campivallensiennes. La grève de 1946 à Salaberry-de-Valleyfield ». *Labour/Le Travail*, vol. 62, p. 9-50.

Bischoff, Peter C. 1988. « La formation des traditions de solidarité ouvrière chez les mouleurs montréalais : la longue marche vers le syndicalisme (1859-1881) ». *Labour/Le Travail*, vol. 21, p. 9-42.

Bouchard, Gérard. 1997. « L'histoire sociale au Québec : Réflexion sur quelques paradoxes ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, p. 244-268.

Bouffard, Georgy. 1985. « Quelques pionniers du hockey à Matane ». *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 20, n° 11, p. 29-31.

Burgess, Joanne. 1977. « L'industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870 : le passage de l'artisanat à la fabrique ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2, p. 177-210.

Burgmann, Verity. 2002. « Labour/Le Travail and Canadian Working-Class History: A View from Afar ». *Labour/Le Travail*, vol. 50, p. 73-88.

- Couturier, Jacques Paul. 1988. « *Prohiber ou contrôler? L'application de l'Acte de tempérance du Canada à Moncton, N.-B., 1881-1896* ». *Acadiensis*, vol. 17, n° 2, p. 3-26.
- Dagenais, Michèle. 2001. « Entre tradition et modernité : Espace et temps de loisirs à Montréal et Toronto au XX^e siècle ». *Canadian Historical Review*, vol. 82, n° 2, p. 307-330.
- DeLottinville, Peter. 1981. « Joe Beef of Montreal: Working-Class Culture and the Tavern, 1869-1889 ». *Labour/ Le Travailleur*, vol. 8-9, p. 9-40.
- Dubé, Richard, Claude Aubut, Lucie Brien, Marie Côté, Louise Roy, et Gilbert Turbide. 1979 « L'Est du Québec au 19^e siècle ». *Revue d'Histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 6, n° 16, p. 9-22.
- Duhaime, Vincent. 2004. « “Les pères ont ici leur devoir” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4, p. 535-566.
- Ferland, Jacques. 2002. « Canadiens, Acadiens, and Canada: Knowledge and Ethnicity in Labour History ». *Labour/Le Travail*, vol. 50, p. 101-115.
- Friesen, Gerald, et Lucy Taksa. 1996. « Workers' Education in Australia and Canada: A Comparative Approach to Labour's Cultural History ». *Labour/ Le Travail*, vol. 38, p. 171-197.
- Germain, Annick. 1983. « L'émergence d'une scène politique : mouvement ouvrier et mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle — Essai d'interprétation ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, p.185-199.

- Hardy, Stephen. 1997. « Sport in Urbanizing America : A Historical Review ». *Journal of Urban History*, vol. 23, n° 6, p. 675-708.
- Harvey, Fernand. 1974. « Les débuts du syndicalisme dans le Bas St-Laurent, 1941-1950 ». *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 1, n° 3, p. 21-25.
- Kealy, Gregory S. 1981. « Labour and Working-Class History in Canada : Prospects in the 1980s ». *Labour/Le Travailleur*, vol. 7, p. 67-94.
- Lavigne, Marie, et Jennifer Stoddart. 1977. « Ouvrières et travailleuses montréalaises 1900-1940 ». Dans *Les femmes dans la société québécoise*, sous la dir. de Marie Lavigne et Yolande Pinard, Montréal: Boréal Express, p. 125-143.
- Lortie, Guy. 1967. « L'évolution de l'action politique de la CSN ». *Relations industrielles/ Industrial Relations*, vol. 22, n° 4, p.532-557.
- Marks, Lynne. 1991. « The Knights of Labor and the Salvation Army: Religion and Working Class Culture in Ontario, 1882-1890 », *Labour/LeTravail*, vol. 28, p. 89-127.
- McCallum, Todd. 1998. « 'Not a Sex Question'? The One Big Union and the Politics of Radical Manhood ». *Labour/ Le Travail*, vol. 42, p. 15-55.
- Morton, Desmond. 1983. « E.P. Thompson dans des arpens de neige : Les historiens canadiens-anglais et la classe ouvrière ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, p. 165-184.
- Murray, Sylvie. 1992. « Quand les ménagères se font militantes: la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, 1905-1980 ». *Labour/Le Travail*, vol. 29, p. 157-186.
- Noël, Mathieu. 2011. « Histoire du hockey amateur au Bas-Saint-Laurent 1910-1955 ». *L'Estuaire*, n° 71, p. 4-12.

- O'Brien, Mike. 1998. « Manhood and the Militia Myth : Masculinity, Class and Militarism in Ontario, 1902-1914 ». *Labour/ Le Travail*, vol. 42, p. 115-141.
- Paquet, Renaud, Jean-François Tremblay et Éric Gosselin. 2004. « Des théories du syndicalisme. Synthèse analytique et considérations contemporaines ». *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 59, n° 2, p. 295-320.
- Palmer, Bryan D. 1981/82 « Classifying Culture ». *Labour/Le Travailleur*, vol. 8/9, p. 153-183.
- Roback, Léo. 2007. « Les travailleurs du Québec au XX^e siècle ». Dans *Travail et Syndicalisme. Origine, évolution et défis d'une action sociale*, sous la direction de James D. Thwaites, Québec : Presses de l'Université Laval, 3^e édition, p. 32-52.
- Rosenfeld, Mark. 1988. « 'It Was a Hard Life': Class and Gender in the Work and Family Rhythms of a Railway Town, 1920-1950 ». *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 23, n° 1, p. 237-279.
- Sangster, Joan. 1993. « The Softball Solution: Female Workers, Male Managers and the Operation of Paternalism at Westclox, 1923-60 ». *Labour/Le Travail*, vol. 32, p. 167-199.
- Société d'histoire et de généalogie de Matane. 1984. « Des images de notre passé qui en disent long ». *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 29, n° 2, p. 20-21, 24, 28, 31-32 et 37.
- Srigley, Katrina. 2005. « 'In case you hadn't noticed!': Race, Ethnicity, and Women's Wage-Earning in a Depression-Era City ». *Labour/Le Travail*, vol. 55, 69-105.
- Sylvain, Philippe. 1937. « Les Chevaliers du Travail et le Cardinal Taschereau ». *Relations industrielles/ Industrial Relations*, vol. 28, n° 3, p. 550-564.

- Tremblay, Louis-Marie. 1996. « L'action politique syndicale ». *Relations industrielles/ Industrial Relations*, vol. 21, n° 1, p. 44-57.
- Vézina, J. A. 1967. « La compagnie Price à Matane (2) ». *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 2, n° 2, p. 23-25.
- Vézina, J.-A. 1968. « La compagnie Price à Matane (4) ». *L'Histoire au pays de Matane*, vol. 3, n° 2, p. 15-18 et 25.

Thèses et mémoires

- Deschênes, Jacques. 1988. *Les mouvements d'expédition du bois par la compagnie Price à Matane en 1871*. Travail de recherche, Géographie historique 1, Québec: Université Laval, 51 p.
- Girard, Ginette. 1997. *Les pratiques de travail dans la société patrimoniale québécoise du dix-neuvième siècle. Ascendant de la mère et exclusion du père?*. Maîtrise es art (sociologie), Université Laval, 140 p.
- Saint-Laurent, Engelbert. 1979. *La naissance du syndicalisme catholique dans l'Est du Québec 1941-1950*. Maîtrise es arts (histoire), Québec, Université Laval, 168 p.
- Yen, Richard. 1995. *Promotion de l'alcool et mouvement antialcoolique au Québec (1900-1935) : Le marchand, le prêtre, le médecin et l'État*. Maîtrise es arts (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 114 p.